



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 8\$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	"	80\$
A 2.ª série	120\$	"	70\$
A 3.ª série	120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e colónias acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37.701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros :

Aviso — Torna público ter Portugal notificado aos Governos dos Países Baixos e dos Estados Unidos da América a sua adesão à Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea, assinada na Haia em 12 de Abril de 1933, à Convenção de 1944, que a modifica, e ao Protocolo que prorroga a sua duração, feito em Washington em 23 de Abril de 1946, cujos textos se publicam conjuntamente com o presente aviso.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna

Aviso

Por ordem superior se faz público que Portugal, em harmonia com a autorização concedida pelo Decreto-Lei n.º 37.180, publicado na 1.ª série do *Diário do Governo* de 23 de Novembro de 1948, notificou ao Governo dos Países Baixos, em 15 de Dezembro de 1948, e ao Governo dos Estados Unidos da América, em 5 de Janeiro de 1949, respectivamente a sua adesão aos seguintes actos internacionais, cujos textos abaixo se transcrevem :

- Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea, assinada na Haia em 12 de Abril de 1933;
- Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944, modificando a Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 12 de Abril de 1933;
- Protocolo prorrogando a duração da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944, feito em Washington em 23 de Abril de 1946.

Convention Sanitaire International pour la Navigation Aérienne

En vue de régler le contrôle sanitaire de la navigation aérienne, les soussignés, plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes, munis des pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIERE PARTIE

Dispositions générales

ARTICLE 1

Aux effets de la présente Convention, les Hautes Parties contractantes adoptent les définitions suivantes :

I. Le mot *aéronef* désigne tout appareil pouvant se soutenir dans l'atmosphère grâce aux réactions de l'air et destiné à la navigation aérienne.

La présente Convention n'est applicable qu'aux aéro-nefs :

1º. Dont le lieu de départ et le lieu d'atterrissage final sont situés sur des territoires différents ;

2º. Qui, leur lieu de départ et leur lieu d'atterrissage final étant situés sur le même territoire, font une escale intermédiaire sur un territoire différent ;

3º. Qui survolent sans escale plus d'un territoire, que ces territoires soient placés sous la souveraineté, la suzeraineté, le mandat ou l'autorité de la même Puissance ou de Puissances différentes.

II. On entend par *aérodrome autorisé* un aérodrome, douanier ou autre, spécialement désigné par l'autorité compétente de l'Etat où il se trouve et sur lequel les aéronefs peuvent effectuer le premier atterrissage en pénétrant sur un territoire ou prendre le départ pour quitter un territoire.

III. On entend par *aérodrome sanitaire* un aérodrome autorisé qui est organisé et outillé conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente Convention et désigné comme tel par l'autorité compétente du Pays.

IV. Le mot *équipage* comprend toute personne ayant à bord une fonction relative à la conduite ou à la sé-

curité du vol de l'aéronef, ou employée à bord, d'une manière quelconque, au service de l'aéronef, des passagers ou de la cargaison.

V. Le mot *circonscription* désigne une partie de territoire bien déterminée, ainsi une province, un gouvernement, un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un quartier de ville, un village, un port, une agglomération, etc., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

Un aérodrome peut constituer une circonscription, sous les conditions prévues à l'article 8 de la présente Convention.

VI. Le mot *observation* signifie isolement des personnes dans un local approprié.

Le mot *surveillance* signifie que les personnes ne sont pas isolées, qu'elles peuvent se déplacer librement, mais qu'elles sont signalées à l'autorité sanitaire dans les divers endroits où elles se rendent et soumises à un examen médical constatant leur état de santé.

VII. Le mot *jour* signifie un intervalle de vingt-quatre heures.

ARTICLE 2

Tout ce qui, dans la présente Convention, concerne les aérodromes doit être entendu comme s'appliquant *mutatis mutandis* aux emplacements pour l'amérissage des hydravions et appareils similaires.

SECTION I

Des aérodromes en général et de leur personnel

ARTICLE 3

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à pourvoir ses aérodromes autorisés d'une organisation sanitaire adaptée aux besoins courants de la prophylaxie et comprenant au minimum des arrangements déterminés assurant le concours d'un médecin toutes les fois que sa présence peut être nécessaire pour les inspections médicales envisagées par la présente Convention.

ARTICLE 4

Il appartient à chaque Haute Partie contractante, en tenant compte des risques de maladies infectieuses auxquels son territoire peut être exposé, de décider si elle constituera, ou non, des aérodromes sanitaires et quels aérodromes autorisés seront choisis à cet effet.

ARTICLE 5

L'aérodrome sanitaire doit avoir, en tout temps, à sa disposition :

- a) Un service médical organisé, auquel soient affectés un médecin au moins et un ou plusieurs agents sanitaires, étant entendu que ce personnel ne sera pas nécessairement présent en permanence à l'aérodrome;
- b) Un local pour la visite médicale;
- c) L'outillage pour le prélèvement et l'envoi de matériel suspect aux fins d'examen dans un laboratoire, s'il n'y a pas possibilité de procéder sur place à cet examen;
- d) Les moyens pour pouvoir, en cas de nécessité, isoler, transporter et soigner les malades, isoler les contacts séparément des malades et accomplir toute autre mesure prophylactique dans des locaux appropriés, soit dans l'aérodrome, soit à proximité;
- e) Le matériel indispensable pour procéder, le cas échéant, à la désinfection, la désinsectisation et la dératisation, ainsi qu'à l'application des autres mesures établies par la présente Convention.

Il devra être pourvu d'un service d'eau potable non suspecte en quantité suffisante, ainsi que d'un système, présentant toute la sécurité possible, pour l'enlèvement des déchets et ordures et pour l'évacuation des eaux usées. Il devra être, dans toute la mesure possible, à l'abri des rats.

ARTICLE 6

Le médecin de l'aérodrome sanitaire doit être un fonctionnaire dépendant de l'autorité compétente, ou être agréé par elle.

ARTICLE 7

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera, pour qu'elle soit portée à la connaissance des autres Hautes Parties contractantes, la liste de ses aérodromes sanitaires soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, qui se transmettront mutuellement les informations ainsi reçues. La communication devra comprendre, pour chaque aérodrome, des données concernant sa situation, ses installations sanitaires et son personnel sanitaire.

Pour les Hautes Parties contractantes ayant adhéré au Code sanitaire panaméricain, la notification à l'Office international d'Hygiène publique prévue au présent article, ainsi qu'aux articles 8, 37, 40, 58, 59 et 60 de la présente Convention, pourra être faite par l'intermédiaire du Bureau sanitaire panaméricain.

ARTICLE 8

Pour qu'un aérodrome sanitaire puisse être désigné comme constituant une circonscription, aux effets de la notification des maladies infectieuses et pour l'application des autres dispositions de la présente Convention, il faut :

1°. Qu'il soit organisé pour que l'entrée ou la sortie de toute personne puisse être contrôlée par l'autorité compétente;

2°. Au cas où une maladie visée par l'article 18 de la présente Convention existerait sur le territoire environnant, que l'accès de l'aérodrome soit interdit à toute personne suspecte d'être contaminée, arrivant par toute autre voie que la voie aérienne, et que des mesures soient appliquées, à la satisfaction de l'autorité compétente, en vue d'empêcher que les personnes qui séjournent ou qui sont de passage dans l'aérodrome encourent le risque de contagion, soit par contact avec les personnes du dehors, soit par tout autre moyen.

Pour qu'un aérodrome autorisé qui n'est pas un aérodrome sanitaire puisse être, de même, désigné comme constituant une circonscription, il faut, en outre, qu'il soit, par sa situation topographique, pratiquement à l'abri de toute possibilité de contamination.

Les Hautes Parties contractantes notifieront à l'Office international d'Hygiène publique les aérodromes constitués en circonscription conformément aux termes du présent article, et l'Office communiquera cette désignation aux autres Hautes Parties contractantes et à la Commission internationale de la Navigation aérienne.

SECTION II

Documents sanitaires de bord

ARTICLE 9

Les inscriptions suivantes seront portées au carnet de route, sous la rubrique « Observations » :

1°. Les faits d'ordre sanitaire survenus sur l'aéronef au cours du voyage;

2°. Les mesures sanitaires subies par l'aéronef avant le départ ou pendant les escales, par application de la présente Convention;

3°. Eventuellement des informations concernant l'apparition, dans le pays que quitte l'aéronef, d'une des

maladies infectieuses visées dans la Troisième Partie de la présente Convention, ladite inscription étant faite en vue de faciliter les enquêtes médicales auxquelles les passagers arrivant sur les aérodromes d'un autre territoire pourraient être soumis.

A cet effet, le Gouvernement de tout pays indemne dans lequel apparaît une desdites maladies devra, indépendamment des autres voies par lesquelles il est déjà tenu de notifier aux autres pays la survenance et la nature des cas dont il s'agit, transmettre les informations nécessaires aux autorités compétentes de tous ses aérodromes autorisés. Celles-ci devront les porter sur les carnets de route, au départ de l'aéronef, pendant une période de quinze jours à partir de la réception de la première communication.

Les aéronefs ne sont pas tenus d'avoir une patente de santé. Les inscriptions portées au carnet de route en exécution du présent article seront vérifiées et certifiées gratuitement par l'autorité compétente de l'aérodrome.

SECTION III

Marchandises et Poste

ARTICLE 10

Les marchandises se trouvant à bord des aéronefs peuvent, outre les mesures spécifiées aux articles 25, 29, 33, 42, 44, 47, 49 et 51 de la présente Convention, être soumises à celles qui seraient appliquées légalement dans le pays aux marchandises importées par un moyen quelconque de transport.

ARTICLE 11

Ne sont soumis à aucune mesure : les lettres et correspondance, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, colis postaux et tous envois par la poste, à moins qu'ils ne contiennent des objets se trouvant dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente Convention.

DEUXIEME PARTIE

Régime sanitaire couramment applicable

ARTICLE 12

Dans les aérodromes sanitaires ou autorisés, le médecin attaché à l'aérodrome a le droit de procéder — soit avant le départ, soit après l'atterrissage des aéronefs — à une visite de reconnaissance sanitaire des voyageurs et de l'équipage, lorsque les circonstances justifient cette mesure.

Toutefois, cette visite devra être combinée avec les autres opérations usuelles de police et de douane, pour éviter tout retard et pour ne pas entraver la continuation du voyage. Elle ne devra donner lieu à la perception d'aucune taxe. Réserve est faite du droit, pour le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte, de percevoir les taxes prévues par son régime spécial.

ARTICLE 13

Dans tout aérodrome, et sous réserve du transport de malades par un aéronef qui leur soit spécialement affecté, l'autorité compétente, sur l'avis du médecin attaché à l'aérodrome, a le droit d'interdire l'embarquement des personnes présentant des symptômes de maladies infectieuses.

S'il n'y a pas de médecin présent, l'autorité compétente de l'aérodrome peut différer le départ desdites personnes, jusqu'à ce qu'elle ait pris l'avis d'un médecin à leur sujet.

ARTICLE 14

Il est interdit aux aéronefs de jeter ou de laisser tomber en vol des matières capables de provoquer l'écllosion de maladies infectieuses.

ARTICLE 15

S'il a besoin de débarquer un malade, le commandant de l'aéronef avisera, autant que possible, l'aérodrome d'arrivée en temps utile avant l'atterrissage.

ARTICLE 16

Si, à bord d'un aéronef, il existe un cas d'une maladie infectieuse non visée dans la Troisième Partie de la présente Convention, confirmé par le médecin de l'aérodrome, on appliquera les mesures ordinaires en vigueur dans le pays où l'aérodrome se trouve. Le malade pourra être débarqué et, si l'autorité sanitaire compétente le juge à propos, isolé dans un local approprié ; les autres passagers et l'équipage auront la faculté de reprendre le voyage, après visite médicale et, s'il y a lieu, exécution des mesures sanitaires appropriées.

Celles de ces mesures sanitaires qui sont applicables sur l'aérodrome devront être combinées avec les opérations de police et de douane de manière à ne retenir l'aéronef que le moins de temps possible.

ARTICLE 17

Sauf dans les cas expressément prévus par la présente Convention, les aéronefs seront dispensés des formalités sanitaires tant sur les aérodromes d'escale que sur l'aérodrome de destination.

TROISIEME PARTIE

Régime sanitaire applicable au cas de certaines maladies

ARTICLE 18

Les maladies visées par la présente Partie de la Convention comme devant faire l'objet des dispositions y spécifiées sont : la peste, le choléra, la fièvre jaune, le typhus exanthématique et la variole.

ARTICLE 19

Aux effets de la présente Convention, la période d'incubation est comptée :

- Pour six jours s'il s'agit de peste ;
- Pour cinq s'il s'agit de choléra ;
- Pour six s'il s'agit de fièvre jaune ;
- Pour douze s'il s'agit de typhus exanthématique ; et
- Pour quatorze jours s'il s'agit de variole.

ARTICLE 20

Les administrations supérieures d'hygiène transmettront aux aérodromes sanitaires et autorisés de leurs pays respectifs tous les renseignements, contenus dans les notifications et communications épidémiologiques reçues de l'Office international d'Hygiène publique (et des Bureaux régionaux avec lesquels il a conclu des accords à cet effet) en exécution des dispositions de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, qui seraient de nature à influencer sur le contrôle sanitaire à exercer dans ces aérodromes.

ARTICLE 21

Les mesures telles qu'elles sont prévues dans la présente Partie de la Convention doivent être interprétées comme constituant un maximum, dans les limites duquel les Hautes Parties contractantes pourront réglementer le traitement des aéronefs.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes de décider si des mesures doivent être appliquées, dans les limites de la présente Convention, aux provenances d'une circonscription ou d'un aérodrome étrangers.

Il sera tenu compte, à cet égard, le plus largement possible des renseignements reçus et des mesures anté-

rieurement appliquées, conformément aux dispositions de l'article 54 ci après.

ARTICLE 23

Pour l'application des dispositions de la présente Partie, une circonscription est considérée comme atteinte quand elle est qualifiée comme telle aux termes de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926¹.

CHAPITRE PREMIER

Dispositions applicables en cas de peste, choléra, typhus exanthématique et variole

SECTION I

Mesures au départ

ARTICLE 23

Les mesures à appliquer, au départ des aéronefs d'une circonscription atteinte de l'une des maladies visées au présent Chapitre, sont les suivantes :

- 1°. Nettoyage à fond de l'aéronef, surtout des parties pouvant se prêter à la contamination;
- 2°. Visite médicale des passagers et de l'équipage;
- 3°. Exclusion de toute personne présentant des symptômes de l'une des maladies visées, ainsi que des personnes de l'entourage des malades se trouvant dans des conditions telles qu'elles puissent transmettre la maladie;
- 4°. Visite des effets personnels, qui ne seront admis qu'en état de propreté suffisante;
- 5°. En cas de peste, dératisation, s'il y a lieu de soupçonner l'existence de rats à bord;
- 6°. En cas de typhus exanthématique, désinsectisation, limitée aux personnes qui, à la suite de la visite médicale, pourront être regardées comme susceptibles de transmettre l'infection, ainsi qu'à leurs bagages.

Les documents de bord seront pourvus des annotations conformes aux dispositions de l'article 9.

SECTION II

Mesures à l'arrivée

ARTICLE 24

Les aéronefs, même venant d'une circonscription atteinte de l'une des maladies auxquelles s'applique le présent Chapitre, peuvent atterrir dans tous les aérodromes autorisés. Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté, si les conditions épidémiologiques l'exigent, d'imposer aux aéronefs en provenance de certaines circonscriptions l'obligation d'atterrir sur des aérodromes sanitaires ou autorisés déterminés, compte tenu de la position géographique de ces aérodromes et des trajets suivis par les aéronefs, de manière à ne pas entraver la navigation aérienne.

Les seules mesures éventuellement applicables dans les aérodromes autorisés qui ne sont pas en même temps des aérodromes sanitaires sont la visite médicale de l'équipage et des passagers, le débarquement et l'isolement des malades. Les passagers et l'équipage ne pourront pas franchir les limites fixées par l'autorité de

¹ Aux termes de l'article 10 et de l'article 11, premier alinéa, de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, une circonscription est « atteinte » de l'une des maladies visées quand il s'agit : pour la peste et la fièvre jaune, d'un premier cas reconnu non importé; pour le choléra, de cas formant « foyer » — c'est-à-dire lorsque l'apparition de nouveaux cas au delà de l'entourage des premiers prouve qu'on n'est pas parvenu à limiter l'expansion de la maladie là où elle s'était manifestée à son début —; pour le typhus exanthématique et la variole de manifestations de la maladie sous forme épidémique.

l'aérodrome, sauf autorisation du médecin chargé de la visite. Cette interdiction pourra être imposée dans les escales à l'aéronef jusqu'à ce qu'il atterrisse dans un aérodrome sanitaire, où il subira les mesures prévues au présent Chapitre.

ARTICLE 25

Le commandant de l'aéronef est tenu, dès l'atterrissage, de se mettre à la disposition de l'autorité sanitaire, de répondre à toute demande de renseignements sanitaires qui lui sera faite par le service compétent et de présenter, pour examen, les documents de bord.

Au cas où l'aéronef, en pénétrant sur un territoire, atterrirait en dehors d'un aérodrome sanitaire ou autorisé, le commandant de l'aéronef devra, si l'aéronef provient d'une circonscription atteinte ou est lui-même atteint, en faire la déclaration à l'autorité locale la plus proche, qui prendra les dispositions compatibles avec les circonstances en s'inspirant des principes généraux de la présente Convention et dirigera, si possible, l'aéronef sur un aérodrome sanitaire. Aucune marchandise ne sera débarquée et aucun passager ou membre de l'équipage ne pourra s'éloigner de l'aéronef sans l'autorisation de l'autorité sanitaire compétente.

ARTICLE 26

Pour l'application de la présente Convention, la surveillance ne peut pas être remplacée par l'observation, sauf :

- a) Dans les circonstances où elle ne serait pas jugée praticable avec une efficacité satisfaisante; ou
- b) Si le risque d'introduction de l'infection dans le pays est considéré comme exceptionnellement grave; ou
- c) Si la personne devant être soumise à la surveillance ne présente pas des garanties sanitaires suffisantes.

Les personnes soumises à l'observation ou à la surveillance doivent se prêter à toutes recherches que l'autorité sanitaire juge nécessaires.

A. Peste

ARTICLE 27

S'il n'y a pas eu de cas de peste à bord, les seules mesures pouvant être prescrites sont :

- 1°. La visite médicale des passagers et de l'équipage;
- 2°. La dératisation et la désinsectisation, dans les cas exceptionnels où elles seraient considérées comme nécessaires, et si elles n'ont pas été appliquées dans l'aérodrome de départ;
- 3°. L'équipage et les passagers peuvent être soumis à la surveillance, qui ne dépassera pas six jours à partir de la date à laquelle l'aéronef a quitté la circonscription atteinte.

ARTICLE 28

S'il y a, à bord, un cas avéré ou suspect de peste, les mesures applicables sont les suivantes :

- 1°. Visite médicale;
- 2°. Le malade est immédiatement débarqué et isolé;
- 3°. Toutes les personnes qui ont été en contact avec le malade et celles que l'autorité sanitaire a des motifs de considérer comme suspectes sont soumises à la surveillance pour un laps de temps n'excédant pas six jours à dater de l'arrivée de l'aéronef;
- 4°. Les effets à usage, le linge et tous les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinsectisés et, s'il y a lieu, désinfectés;
- 5°. Les parties suspectes de l'aéronef sont désinsectisées;
- 6°. L'autorité sanitaire pourra, dans des cas exceptionnels, appliquer la dératisation, s'il y a lieu de soupçonner la présence de rats à bord et si l'opération n'a pas été effectuée au départ.

ARTICLE 29

Si l'autorité estime que des marchandises, en provenance d'une circonscription atteinte de peste, peuvent renfermer des rats ou des puces, ces marchandises ne seront déchargées qu'avec les précautions nécessaires.

B. Choléra

ARTICLE 30

S'il n'y a pas eu à bord de cas de choléra, les seules mesures pouvant être prescrites sont :

- 1°. La visite médicale des passagers et de l'équipage;
- 2°. La surveillance des passagers et de l'équipage, pour une période qui ne dépassera pas cinq jours à partir de la date à laquelle l'aéronef a quitté la circonscription atteinte.

ARTICLE 31

Si, pendant le voyage, il s'est produit à bord un cas de maladie présentant les symptômes cliniques du choléra, l'aéronef est soumis, dans les escales ou à l'arrivée, au régime suivant :

- 1°. Visite médicale;
- 2°. Le ou les malades sont immédiatement débarqués et isolés;
- 3°. L'équipage et les passagers sont soumis à la surveillance pour un laps de temps n'excédant pas cinq jours à dater de l'arrivée de l'aéronef;
- 4°. Les effets à usage, le linge et tous les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinfectés;
- 5°. Les parties de l'aéronef qui ont été habitées par les malades ou qui sont considérées comme pouvant être contaminées sont désinfectées;
- 6°. Lorsque l'eau potable à bord est considérée comme suspecte, elle est désinfectée et, sauf impossibilité, déversée et remplacée par une eau de bonne qualité, après désinfection du réservoir.

Dans les pays où la recherche des porteurs de germes cholériques est prescrite à l'égard des ressortissants, les personnes arrivées par aéronefs et qui veulent séjourner dans le pays doivent se soumettre aux obligations imposées, dans les mêmes circonstances, aux dits ressortissants.

ARTICLE 32

Les personnes justifiant qu'elles ont été vaccinées contre le choléra depuis moins de six mois et plus de six jours ne pourront être soumises qu'à la surveillance.

La justification consistera en une attestation écrite signée d'un médecin, dont la signature sera légalisée; à défaut de légalisation, l'attestation sera contresignée par : soit a) le médecin affecté à un aérodrome sanitaire; soit b) une personne, autre que celle chargée d'effectuer les inoculations, ayant qualité pour certifier une demande de passeport, d'après les règlements du Pays.

ARTICLE 33

Le débarquement des aliments frais suivants : poissons, coquillages, fruits et légumes, en provenance d'une circonscription atteinte de choléra, peut être prohibé.

C. Typhus exanthématique

ARTICLE 34

a) S'il n'y a pas eu de cas de typhus à bord, aucune mesure sanitaire ne peut être appliquée, à l'exception de celles, prescrites à l'article 52 de la présente Convention, concernant les personnes qui ont quitté depuis moins de douze jours une circonscription où le typhus exanthématique est épidémique.

b) S'il y a un cas de typhus exanthématique à bord, les mesures suivantes sont applicables :

- 1°. Visite médicale;
- 2°. Le malade est immédiatement débarqué, isolé et épouillé;
- 3°. Les autres personnes qu'il y aurait lieu de croire être porteuses de poux, ou avoir été exposées à l'infection, sont aussi épouillées et peuvent être soumises à une surveillance dont la durée ne pourra jamais dépasser douze jours, à compter de la date de l'épouillage;
- 4°. Le linge, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinsectisés;
- 5°. Les parties de l'aéronef où a séjourné le typhique et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées sont désinsectisées.

D. Variole

ARTICLE 35

a) S'il n'y a pas eu de cas de variole à bord, aucune mesure sanitaire ne peut être appliquée, sauf à l'égard des personnes qui ont quitté depuis moins de quatorze jours une circonscription où la variole est épidémique et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, ne sont pas suffisamment immunisées. Ces personnes peuvent, sans préjudice des dispositions de l'article 52, être soumises soit à la vaccination, soit à la surveillance, soit à la vaccination suivie de surveillance, la durée de celle-ci ne pouvant excéder quatorze jours, à compter de la date d'arrivée de l'aéronef.

b) S'il y a un cas de variole à bord, les mesures suivantes sont applicables :

- 1°. Visite médicale;
- 2°. Le malade est immédiatement débarqué et isolé;
- 3°. Les autres personnes qu'il y aurait lieu de croire avoir été exposées à l'infection et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, ne sont pas suffisamment immunisées peuvent être soumises aux dispositions prévues au paragraphe a) du présent article;
- 4°. Le linge, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme ayant été récemment contaminés sont désinfectés;
- 5°. Les parties de l'aéronef où a séjourné le varioleux ou qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées sont désinfectées.

Au sens du présent article, seront considérées comme immunisées les personnes :

a) Pouvant justifier qu'elles ont subi une attaque antérieure de la maladie ou qu'elles ont été vaccinées depuis moins de trois ans et plus de douze jours; ou b) présentant des signes locaux de réaction précoce attestant une immunité suffisante. En dehors des cas où ces signes existent, la justification sera donnée par une attestation écrite d'un médecin, authentifiée de la manière prévue au deuxième alinéa de l'article 32.

CHAPITRE II

Dispositions applicables en cas de fièvre jaune

SECTION I

Dispositions générales

ARTICLE 36

Dans les territoires où l'endémicité de la fièvre jaune peut être soupçonnée, les Hautes Parties contractantes prendront les dispositions nécessaires pour rechercher si la fièvre jaune existe sur leur territoire sous une forme non reconnaissable cliniquement, mais décelable par examen biologique.

ARTICLE 37

Indépendamment de la notification des cas et des circonstances relatives aux cas avérés de fièvre jaune, telle qu'elle est réglée par les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 8 de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à notifier immédiatement aux autres Hautes Parties contractantes et, en même temps, à l'Office international d'Hygiène publique (soit directement soit par l'intermédiaire des Bureaux régionaux avec lesquels il a conclu des accords à cet effet) la découverte, sur son territoire, de l'existence actuelle de la fièvre jaune sous la forme susvisée.

SECTION II

Dispositions concernant les régions dans lesquelles la fièvre jaune est constatée ou existe à l'état endémique

ARTICLE 38

Nonobstant l'article 4 et sous réserve des dispositions prévues à l'article 46 ci-après, tout aérodrome ouvert aux aéronefs désignés à l'article 1^{er}, I, deuxième alinéa, de la présente Convention et qui est installé dans une région, c'est-à-dire une partie de territoire, où la fièvre jaune existe sous une forme cliniquement ou biologiquement reconnaissable, devra être un aérodrome sanitaire répondant à la définition de la présente Convention et, en outre :

- a) Être situé à une distance adéquate du centre habité le plus proche;
- b) Être pourvu d'un système d'approvisionnement en eau complètement protégé contre les moustiques et être débarrassé, dans toute la mesure possible, des moustiques au moyen de mesures systématiquement destinées à supprimer les gîtes et à détruire les insectes à tous les stades de leur développement;
- c) Être pourvu de logements protégés contre les moustiques, pour les équipages des aéronefs et pour le personnel de l'aérodrome;
- d) Être pourvu d'un bâtiment d'habitation protégé contre les moustiques, dans lequel les passagers pourront être logés ou hospitalisés en cas d'application des mesures prévues ci-après aux articles 42 et 44.

ARTICLE 39

Si, dans la région où la fièvre jaune est constatée ou existe à l'état endémique, il n'y a pas déjà un aérodrome répondant aux conditions spécifiées à l'article qui précède, toute navigation aérienne de cette région vers un autre territoire sera suspendue jusqu'à ce qu'un tel aérodrome ait été installé.

ARTICLE 40

Tout aérodrome établi et équipé conformément aux dispositions de l'article 38 ci-dessus sera appelé aérodrome *antiamaril* et considéré comme formant une circonscription séparée. La création d'un tel aérodrome devra être notifiée, par la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle il est situé, aux autres Hautes Parties contractantes et soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, dans les conditions prévues à l'article 7. Par suite de cette notification, la déclaration de l'existence de la fièvre jaune dans une ville ou un village adjacents ou dans une autre circonscription ne s'appliquera pas à l'aérodrome. Ledit aérodrome ne pourra être déclaré atteint que si des cas de fièvre jaune se sont produits parmi les personnes y résidant.

ARTICLE 41

Si un aérodrome antiamaril devient une circonscription atteinte, la navigation aérienne de cet aérodrome vers

tout autre territoire sera interrompue jusqu'à ce que toutes les mesures destinées à le libérer de l'infection aient été prises et que tous les risques de propagation de la fièvre jaune aient disparu.

ARTICLE 42

Dans le cas où l'aérodrome antiamaril n'est pas contaminé, mais où la fièvre jaune existe dans la région, les mesures suivantes seront prises au départ ou, en tous cas, le moins de temps possible avant le départ d'un aéronef :

1°. Inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle. Mention en devra figurer au carnet de route;

2°. Inspection médicale des passagers et des membres de l'équipage; ceux qui sont suspects d'être atteints de fièvre jaune ou pour lesquels il est dûment établi qu'ils ont été exposés à l'infection amarile seront astreints à rester sous observation soit dans l'enceinte de l'aérodrome, soit ailleurs dans des conditions approuvées par l'autorité sanitaire, jusqu'à ce qu'ils aient complété une période de six jours, à compter du dernier jour où ils ont été exposés à l'infection;

3°. Les noms des passagers et des membres de l'équipage seront inscrits au carnet de route, ainsi que les renseignements touchant leur exposition à l'infection, la durée et les conditions de l'observation subie par eux avant le départ.

ARTICLE 43

Tout aéronef en transit, ne venant pas d'une région où la fièvre jaune existe et faisant escale pour se ravitailler dans un aérodrome antiamaril, sera dispensé des mesures sanitaires prévues au départ de cet aérodrome. Dans la suite de son voyage, il ne sera pas soumis aux dispositions du présent chapitre, à la condition que le carnet de route porte la mention qu'il n'a touché l'aérodrome antiamaril que pour se ravitailler.

ARTICLE 44

Les aéronefs désignés à l'article 1^{er}, I, deuxième alinéa, de la présente Convention, naviguant entre deux régions où la fièvre jaune existe, devront prendre leur départ et atterrir à un aérodrome antiamaril de ces régions. Les passagers, l'équipage et les marchandises ne pourront être débarqués ou embarqués qu'à un aérodrome antiamaril.

Au cours de leur voyage entre ces aérodromes, les aéronefs pourront faire escale, pour se ravitailler, dans tout aérodrome non situé dans une région où existe la fièvre jaune.

Les mesures à prendre à l'arrivée à l'aérodrome antiamaril seront les suivantes :

1°. Inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et démoustication éventuelle;

2°. Examen médical des passagers et des membres de l'équipage, pour s'assurer qu'ils ne présentent pas de symptômes de fièvre jaune.

Si une personne est soupçonnée d'être atteinte de fièvre jaune, ou s'il n'est pas établi, à la satisfaction de l'autorité sanitaire de l'aérodrome d'arrivée, qu'une personne a complété une période de six jours depuis qu'elle a pu être exposée à l'infection, l'observation pourra lui être imposée, soit dans l'enceinte de l'aérodrome, soit ailleurs, dans les conditions approuvées par l'autorité sanitaire, pendant une période ne dépassant pas six jours à compter du dernier jour où ladite personne a pu être infectée.

ARTICLE 45

Les aéronefs ayant pris leur départ de l'aérodrome antiamaril dans une région où existe la fièvre jaune et

arrivant dans une région où elle n'existe pas seront régis par les dispositions des Sections III et IV ci-après.

ARTICLE 46

Aux fins de la navigation aérienne locale, rien dans la présente Section ne sera considéré comme empêchant les Gouvernements de territoires voisins dans lesquels la fièvre jaune est constatée ou existe à l'état endémique d'établir et d'utiliser, par accord réciproque, des aérodromes qui ne soient pas des aérodromes anti-malaria, pour les besoins de la navigation aérienne entre lesdits territoires exclusivement.

SECTION III

Dispositions concernant les territoires ou régions dans lesquels la fièvre jaune n'existe pas, mais pourrait trouver des conditions permettant son développement

ARTICLE 47

Dans les territoires ou régions où la fièvre jaune n'existe pas, mais pourrait trouver des conditions permettant son développement, les mesures qui peuvent être prises à l'arrivée d'un aéronef sur un aérodrome sanitaire sont les suivantes :

1°. Inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et dé-moustication éventuelle ;

2°. Examen médical des passagers et des membres de l'équipage, pour s'assurer qu'ils ne présentent pas de symptômes de fièvre jaune.

Si une personne est soupçonnée d'être atteinte de fièvre jaune, ou s'il n'est pas établi, à la satisfaction de l'autorité sanitaire de l'aérodrome, qu'une personne a complété une période de six jours depuis qu'elle a pu être exposée à l'infection, l'observation pourra lui être imposée, soit dans l'enceinte de l'aérodrome, soit ailleurs, dans les conditions approuvées par l'autorité sanitaire, pendant une période ne dépassant pas six jours à compter du dernier jour où ladite personne a pu être infectée.

ARTICLE 48

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, sauf circonstances exceptionnelles dont il devra être justifié, à ne pas invoquer de motifs d'ordre sanitaire pour interdire l'atterrissage dans les territoires visés à l'article 47 des aéronefs provenant des régions où la fièvre jaune existe, à la condition que les dispositions de la Section II du présent Chapitre, notamment celles concernant les mesures prescrites au départ, y soient observées.

ARTICLE 49

Néanmoins, les Hautes Parties contractantes peuvent désigner des aérodromes sanitaires déterminés, où devront atterrir les aéronefs en provenance de territoires où la fièvre jaune existe, lorsqu'ils auront à débarquer des passagers, l'équipage ou des marchandises.

SECTION IV

Dispositions concernant les territoires ou régions où les conditions ne permettent pas à la fièvre jaune de s'implanter

ARTICLE 50

Dans les territoires ou régions où les conditions ne permettent pas à la fièvre jaune de s'implanter, les aéronefs provenant des régions où existe la fièvre jaune pourront atterrir dans tout aérodrome sanitaire ou autorisé.

ARTICLE 51

Les mesures à prendre à l'arrivée sont les suivantes :

1°. Inspection de l'aéronef et de sa cargaison, pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de moustiques, et dé-moustication éventuelle ;

2°. Examen médical des passagers et des membres de l'équipage.

CHAPITRE III

Dispositions communes

ARTICLE 52

Les personnes, arrivant à bord d'un aéronef sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, qui ont été exposées au risque d'infection par l'une des maladies visées à l'article 18 de la présente Convention et qui sont dans les limites de la période d'incubation, peuvent, sous réserve des dispositions du Chapitre II de la présente Partie, être soumises à la surveillance jusqu'à l'achèvement de cette période.

En ce qui concerne le choléra et la variole, les dispositions des articles 32 et 35, relatives aux personnes immunisées, s'appliquent également aux mesures prévues au présent article.

ARTICLE 53

Les personnes qui, à leur arrivée à un aérodrome, sont considérées, aux termes des dispositions de la présente Partie, comme passibles de la surveillance jusqu'à expiration de la période d'incubation de la maladie peuvent néanmoins continuer leur voyage, à la condition que le fait soit notifié aux autorités des escales suivantes et du lieu de destination, soit par inscription au carnet de route visé à l'article 9 de la présente Convention, soit par tout autre moyen propre à assurer qu'elles pourront être soumises à la visite médicale à chacun des aérodromes suivants situés sur leur route.

Celles qui seraient passibles de l'observation, dans les conditions prévues aux articles 26, 44, quatrième alinéa, et 47, deuxième alinéa, de la présente Convention, ne pourront être autorisées à continuer le voyage qu'à l'expiration de la période d'incubation, sauf — pour les maladies autres que la fièvre jaune — avec l'approbation des autorités sanitaires du lieu de destination.

ARTICLE 54

L'autorité sanitaire de chaque aérodrome tiendra compte le plus largement possible, pour l'application des mesures sanitaires à un aéronef en provenance d'une circonscription atteinte, de celles qui auront déjà été imposées à cet aéronef, dans un autre aérodrome sanitaire d'un pays étranger ou du même pays, et dûment notées au carnet de route visé à l'article 9 de la présente Convention.

Les aéronefs, en provenance d'une circonscription atteinte, qui auront été l'objet de mesures sanitaires appliquées d'une façon satisfaisante ne subiront pas une seconde fois ces mesures à leur arrivée dans un autre aérodrome, que celui-ci appartienne ou non au même pays, à la condition qu'il ne se soit produit depuis lors aucun incident entraînant l'application desdites mesures et que l'aéronef n'ait fait escale dans un aérodrome atteint, sauf pour s'approvisionner en combustible.

ARTICLE 55

L'autorité de l'aérodrome qui applique des mesures sanitaires délivrera gratuitement, au commandant de l'aéronef ou à toute personne intéressée, toutes les fois que la demande en sera faite, un certificat spécifiant la nature des mesures, les méthodes employées, les parties de l'aéronef traitées et les raisons pour lesquelles les mesures ont été appliquées.

Elle délivrera, de même, gratuitement, sur demande, aux passagers arrivés par un aéronef sur lequel serait survenu un cas des maladies infectieuses visées à l'article 18, un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles eux et leurs bagages ont été soumis.

ARTICLE 56

Sauf dans les cas expressément prévus par la présente Convention, les aéronefs ne devront pas être retenus pour des motifs sanitaires.

Si un aéronef a été occupé par un malade atteint de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, il ne sera retenu que le temps strictement nécessaire pour être soumis aux mesures prophylactiques applicables à l'aéronef dans chaque cas prévu par la présente Convention.

ARTICLE 57

Sous réserve des dispositions du Chapitre II de la présente Convention et notamment de son article 47, tout aéronef qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité de l'aérodrome, en vertu des stipulations de la présente Convention, est libre de continuer sa route. Il ne pourra, toutefois, s'arrêter dans un autre aérodrome du même pays, sauf pour s'y ravitailler.

Il sera autorisé à débarquer ses marchandises, à la condition qu'il soit isolé et que les marchandises soient soumises, les cas échéant, aux mesures prévues à l'article 10 de la présente Convention.

Il sera également autorisé à débarquer les passagers qui en feront la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité sanitaire.

L'aéronef peut aussi embarquer du combustible, des pièces de rechange, des vivres et de l'eau en restant isolé.

QUATRIÈME PARTIE

Dispositions finales

ARTICLE 58

Deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes ont la faculté de conclure entre elles, sur la base des principes de la présente Convention, des accords spéciaux touchant des points particuliers de la réglementation sanitaire aérienne, notamment en ce qui concerne l'application sur leurs territoires du Chapitre II de la Troisième Partie.

Ces accords, ainsi que ceux visés à l'article 46, devront être notifiés, dès leur mise en vigueur, soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, dans les conditions prévues à l'article 7.

ARTICLE 59

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de demander l'avis du Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique, avant d'avoir recours à toute autre procédure, au cas où un dissentiment s'élèverait entre elles relativement à l'interprétation de la présente Convention.

ARTICLE 60

Sans préjudice de la disposition prévue au dernier alinéa de l'article 12, les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer, pour les opérations sanitaires dans leurs aérodromes, aux aéronefs des autres Hautes Parties contractantes le même tarif qu'à leurs aéronefs nationaux.

Ce tarif sera aussi modéré que possible et notifié soit à l'Office international d'Hygiène publique, soit à la Commission internationale de la Navigation aérienne, dans les conditions prévues à l'article 7.

ARTICLE 61

Toute Haute Partie contractante qui désirera voir apporter des modifications à la présente Convention devra communiquer ses propositions au Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en saisira l'Office international d'Hygiène publique, qui, s'il le juge opportun, rédigera un

protocole amendant la Convention et le transmettra au Gouvernement des Pays-Bas.

Le Gouvernement des Pays-Bas soumettra par circulaire datée le texte dudit protocole aux Gouvernements des autres Hautes Parties contractantes, en leur demandant s'ils acceptent les modifications proposées. L'adhésion de chacune des Hautes Parties contractantes à ces modifications résultera soit d'une approbation expresse donnée au Gouvernement des Pays-Bas, soit du fait qu'elle se sera abstenue de notifier à celui-ci des objections dans les douze mois à partir de la date de la circulaire susvisée.

Lorsque le nombre des adhésions expresses ou tacites représentera les deux tiers au moins des Gouvernements des Hautes Parties contractantes, le Gouvernement des Pays-Bas le constatera au moyen d'un procès-verbal qu'il communiquera à l'Office international d'Hygiène publique et aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes. Le protocole entrera en vigueur, entre les Hautes Parties contractantes mentionnées audit procès-verbal, à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date de ce procès-verbal. La présente Convention continuera à être appliquée sans modification par les autres Hautes Parties contractantes jusqu'au jour où elles auront adhéré au protocole.

ARTICLE 62

La présente Convention portera la date de ce jour et pourra être signée pendant la durée d'un an à partir de cette date.

ARTICLE 63

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront remis au Gouvernement des Pays-Bas aussitôt que faire se pourra.

Dès que dix ratifications auront été déposées, le Gouvernement des Pays-Bas en dressera procès-verbal. Il transmettra des copies de ce procès-verbal aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes et à l'Office international d'Hygiène publique. La présente Convention entrera en vigueur le cent-vingtième jour après la date dudit procès-verbal.

Chaque dépôt ultérieur de ratifications sera constaté par un procès-verbal établi et communiqué selon la procédure indiquée ci-dessus. La présente Convention entrera en vigueur à l'égard de chacune des Hautes Parties contractantes le cent-vingtième jour après la date du procès-verbal constatant le dépôt de ses ratifications.

ARTICLE 64

Les Pays non signataires de la présente Convention seront admis à y adhérer à tout moment à partir de la date du procès-verbal constatant le dépôt des dix premières ratifications.

Chaque adhésion sera effectuée au moyen d'une notification par la voie diplomatique adressée au Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci déposera l'acte d'adhésion dans ses archives; il informera aussitôt les Gouvernements de tous les Pays participant à la Convention, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt. Chaque adhésion produira effet le cent-vingtième jour à partir de cette date.

ARTICLE 65

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Gouvernement des Pays-Bas qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification le cent-vingtième jour à partir de la date du dépôt de cette notification dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas.

De même chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, après l'expiration de la période mentionnée à l'article 66, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la date du dépôt de cette déclaration dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas.

Le Gouvernement des Pays-Bas informera les Gouvernements de tous les Pays participant à la présente Convention, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, des notifications et déclarations faites par application des dispositions ci-dessus, en leur faisant connaître la date du dépôt de celles-ci dans ses archives.

ARTICLE 66

Le Gouvernement de chacun des Pays participant à la présente Convention pourra, à tout moment, après que la Convention aura été en vigueur à son égard pendant cinq ans, la dénoncer par notification écrite adressée par voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci déposera l'acte de dénonciation dans ses archives; il informera aussitôt les Gouvernements de tous les Pays participant à la Convention, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt; chaque dénonciation produira effet un an après cette date.

ARTICLE 67

La signature de la présente Convention ne pourra être accompagnée d'aucune réserve qui n'aura pas été préalablement approuvée par les Hautes Parties contractantes déjà signataires. De même il ne sera pas pris acte de ratifications ni d'adhésions accompagnées de réserves qui n'auront pas été approuvées préalablement par tous les Pays participant à la Convention.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait à la Haye, le douze avril mil neuf cent trente-trois, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la Belgique:

Ch. Maskens.

Pour la France:

Vitrolles.

Pour le Maroc:

Vitrolles.

Pour la Tunisie:

Vitrolles.

Pour la Syrie:

Vitrolles.

Pour le Liban:

Vitrolles.

Pour le Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:

In accordance with the provisions of paragraph I of Article 65 of the convention I hereby declare that my signature does not include Newfoundland or any British Colony or Protectorate or any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom.

Odo Russell.

Pour l'Italie:

Francesco Maria Taliani.

Pour Monaco:

Henri E. Rey.

Pour les Pays-Bas, à l'exception des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao:

Beelaerts van Blokland.

Pour la Pologne:

W. Babinski.

Pour la Roumanie:

Gr. Bilciuresco.

(Tradução)

Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea

Tendo em vista regular a fiscalização sanitária da navegação aérea, os abaixo assinados, plenipotenciários das Altas Partes Contratantes, munidos de plenos poderes reconhecidos em boa e devida forma, acordaram nas disposições seguintes:

PRIMEIRA PARTE

Disposições gerais

ARTIGO 1.º

Para os efeitos da presente Convenção, as Altas Partes Contratantes adoptam as definições seguintes:

I. A palavra *aeronave* designa qualquer aparelho podendo sustentar-se na atmosfera graças às reacções do ar e destinado à navegação aérea.

A presente Convenção só é aplicável às aeronaves:

- 1.º Cujo lugar de partida e lugar de aterragem final estejam situados em territórios diferentes;

- 2.º Que, estando o seu lugar de partida e o seu lugar de aterragem final situados no mesmo território, efectuem uma escala intermediária num território diferente;

- 3.º Que sobrevoem sem escala mais de um território, que estes territórios estejam colocados sob a soberania, suserania, mandato ou autoridade da mesma Potência ou de Potências diferentes.

II. Entende-se por *aeródromo autorizado* um aeródromo alfandegário ou outro especialmente designado pela autoridade competente do Estado onde se encontra e no qual as aeronaves penetrando sobre um território podem efectuar a primeira aterragem ou partir para deixar o território.

III. Entende-se por *aeródromo sanitário* um aeródromo autorizado que está organizado e montado de acordo com as disposições do artigo 5.º da presente Convenção e designado como tal pela autoridade competente do país.

IV. A palavra *tripulação* compreende qualquer pessoa tendo a bordo uma função relativa à condução ou à segurança do voo da aeronave ou de qualquer maneira empregada a bordo ao serviço da aeronave, dos passageiros ou da carga.

V. A palavra *circunscrição* designa uma parte de território bem determinada, como uma província, um governo, um distrito, um departamento, um cantão, uma ilha, uma comuna, uma cidade, um bairro de cidade, uma aldeia, um porto, um aglomerado, etc., qualquer que seja a extensão e a população dessas porções de território.

Um aeródromo pode constituir uma circunscrição, sob as condições previstas no artigo 8.º da presente Convenção.

VI. A palavra *observação* significa isolamento de pessoas num local apropriado.

A palavra *vigilância* significa que as pessoas não são isoladas, que podem deslocar-se livremente, mas que são indicadas à autoridade sanitária dos diversos locais para onde se dirigem e submetidas a exame médico constatando o seu estado de saúde.

VII. A palavra *dia* significa um intervalo de vinte e quatro horas.

ARTIGO 2.º

Tudo o que na presente Convenção diz respeito aos aeródromos deve entender-se como sendo aplicável *mutatis mutandis* aos locais de amarração dos hidroaviões e aparelhos similares.

SECÇÃO I

Dos aeródromos em geral e do seu pessoal

ARTIGO 3.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes compromete-se a prover os seus aeródromos autorizados de uma organização sanitária adaptada às necessidades correntes da profilaxia e compreendendo no mínimo arranjos determinados assegurando o concurso dum médico, sempre que a sua presença possa ser necessária para as inspecções médicas consideradas na presente Convenção.

ARTIGO 4.º

Pertence a cada Alta Parte Contratante, tendo em conta os riscos de doenças infecciosas às quais o seu território pode estar exposto, decidir se constituirá, ou não, aeródromos sanitários e quais os aeródromos autorizados que serão escolhidos para esse efeito.

ARTIGO 5.º

O aeródromo sanitário deve ter, em qualquer tempo, a sua disposição:

a) Um serviço médico organizado, ao qual estejam affectos pelo menos um médico e um ou vários agentes sanitários, entendendo-se que este pessoal não se encontrará necessariamente em permanência no aeródromo;

b) Um local para a visita médica;

c) O material para a colheita e remessa de produtos suspeitos para exame no laboratório, se não houver possibilidade de proceder ao seu exame no local;

d) Os meios para poder, em caso de necessidade, isolar, transportar e cuidar dos doentes, isolar os contactos separadamente dos doentes e executar qualquer outra medida profiláctica em locais apropriados, quer no aeródromo, quer na proximidade;

e) O material indispensável para proceder, em caso de necessidade, à desinfecção, desinsectação e desratização, assim como à aplicação das outras medidas estabelecidas pela presente Convenção.

Deverá estar provido de um serviço de água potável não suspeita, em quantidade suficiente, assim como dum sistema, apresentando toda a segurança possível, para limpeza de resíduos e lixo e para a evacuação das águas de esgoto.

Deverá estar, o mais possível, ao abrigo de ratos.

ARTIGO 6.º

O médico do aeródromo sanitário deve ser um funcionário dependente da autoridade sanitária competente, ou a ela agregado.

ARTIGO 7.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes comunicará, para que seja levada ao conhecimento das outras Altas Partes Contratantes, a lista dos seus aeródromos sanitários, quer à Secretaria Internacional de Higiene Pública, quer à Comissão Internacional de Navegação Aérea, que se transmitirão mutuamente as informações assim recebidas. A comunicação deverá compreender para cada aeródromo os dados concernentes à sua situação, às suas instalações sanitárias e ao seu pessoal sanitário.

Para as Altas Partes Contratantes que tenham aderido ao Código Sanitário Pan-Americano, a notificação à Secretaria Internacional de Higiene Pública, prevista no presente artigo, assim como nos artigos 8.º, 37.º, 40.º, 58.º, 59.º e 60.º da presente Convenção, poderá ser feita por intermédio da Secretaria Sanitária Pan-Americana.

ARTIGO 8.º

Para que um aeródromo sanitário possa ser designado como constituindo uma circunscrição, para os efeitos da notificação das doenças infecciosas e para aplicação das outras disposições da presente Convenção, é necessário:

1.º Que esteja organizado para que a entrada ou saída de qualquer pessoa possa ser fiscalizada pela autoridade competente;

2.º No caso de existir no território circundante uma doença visada pelo artigo 18.º da presente Convenção, que o acesso ao aeródromo seja interdito a qualquer pessoa suspeita de estar contaminada, procedente de qualquer via além da via aérea, e que as medidas sejam aplicadas por forma a satisfazer a autoridade competente, com vista a impedir que as pessoas que permaneçam ou se encontrem de passagem no aeródromo corram o risco de contágio, quer por contacto com as pessoas de fora, quer por qualquer outro meio.

Para que um aeródromo autorizado, que não seja um aeródromo sanitário, possa ser, da mesma forma, designado como constituindo uma circunscrição, é necessário, além disso, que esteja, pela sua situação topográfica, praticamente ao abrigo de qualquer possibilidade de contaminação.

As Altas Partes Contratantes notificarão à Secretaria Internacional de Higiene Pública os aeródromos constituídos em circunscrição, em conformidade com os termos do presente artigo, e a Secretaria comunicará esta designação às outras Altas Partes Contratantes e à Comissão Internacional de Navegação Aérea.

SECÇÃO II

Documentos sanitários de bordo

ARTIGO 9.º

As inscrições seguintes serão registadas no livro de bordo, sob a rubrica «Observações»:

1.º Os factos de ordem sanitária sobrevindos na aeronave no decurso da viagem;

2.º As medidas sanitárias aplicadas à aeronave antes da partida ou durante as escalas para execução da presente Convenção;

3.º Eventualmente, as informações respeitantes ao aparecimento, no país que a aeronave deixa, duma das doenças infecciosas visadas na terceira parte da presente Convenção, sendo a dita inscrição feita com vista a facilitar os inquéritos médicos aos quais poderão ser submetidos os passageiros chegados aos aeródromos doutro território.

Para este efeito, o Governo de qualquer país indemne no qual apareça uma das ditas doenças deverá, independentemente das outras vias pelas quais é já levado a notificar aos outros países o aparecimento e a natureza dos casos de que se trata, transmitir as informações necessárias às autoridades competentes de todos os aeródromos autorizados. Estas deverão registá-las nos livros de bordo, à partida da aeronave, durante um período de quinze dias a partir da recepção da primeira comunicação.

As aeronaves não são obrigadas a possuir carta de saúde. As inscrições registadas no livro de bordo em execução do presente artigo serão verificadas e certificadas gratuitamente pela autoridade competente do aeródromo.

SECÇÃO III

Mercadorias e correio

ARTIGO 10.º

As mercadorias que se encontram a bordo das aeronaves, além das medidas especificadas nos artigos 25.º, 29.º, 33.º, 42.º, 44.º, 47.º, 49.º e 51.º da presente Convenção, podem ser submetidas àquelas que seriam aplicadas legalmente no país às mercadorias importadas por outro qualquer meio de transporte.

ARTIGO 11.º

Não são sujeitas a qualquer medida: as cartas e correspondência, impressos, livros, jornais, documentos comerciais, encomendas postais e todas as remessas pelo correio, a menos que contenham objectos que se encontrem nas condições previstas no artigo 33.º da presente Convenção.

SEGUNDA PARTE

Regime sanitário aplicável correntemente

ARTIGO 12.º

Nos aeródromos sanitários ou autorizados, o médico incumbido do serviço no aeródromo tem o direito de proceder — quer antes da partida, quer depois de as aeronaves aterrarem — à visita de saúde dos passageiros e da tripulação, quando as circunstâncias justificarem esta medida.

Esta visita deverá, no entanto, ser combinada com as outras operações usuais de polícia e de alfândega, para evitar qualquer atraso e para não entravar a continuação da viagem. Não deverá também justificar a cobrança de qualquer taxa. Faz-se reserva do direito, para o Conselho Sanitário Marítimo e Quarentenário do Egipto, de receber as taxas previstas no seu regime especial.

ARTIGO 13.º

Em qualquer aeródromo e sob reserva do transporte de doentes por aeronave que lhe esteja especialmente afecta, a autoridade competente, sob parecer do médico do aeródromo, tem o direito de impedir o embarque das pessoas apresentando sintomas de doenças infecciosas.

Se não houver médico presente, a autoridade competente do aeródromo pode diferir a partida das ditas pessoas, até que tenha ouvido a seu respeito o parecer dum médico.

ARTIGO 14.º

É interdito às aeronaves deitar ou deixar cair durante o voo produtos capazes de provocar a eclosão de doenças infecciosas.

ARTIGO 15.º

Se houver necessidade de desembarcar um doente, o comandante da aeronave avisará, tanto quanto possível, em tempo útil antes de aterrar o aeródromo de chegada.

ARTIGO 16.º

Se, a bordo da aeronave, existir um caso de doença infecciosa não visada na terceira parte da presente Convenção, confirmado pelo médico do aeródromo, aplicar-se-ão as medidas ordinárias em vigor no país onde o aeródromo se encontra. O doente poderá ser desembarcado e, se a autoridade sanitária competente o julgar necessário, será isolado em local apropriado; os outros passageiros e a tripulação terão a faculdade de continuar a viagem, depois da visita médica e da execução das medidas sanitárias convenientes, se houver razão para estas.

Destas medidas sanitárias, aquelas que são aplicáveis no aeródromo deverão ser combinadas com as operações de polícia e de alfândega por forma a reter a aeronave pelo menor tempo possível.

ARTIGO 17.º

Salvo nos casos expressamente previstos na presente Convenção, as aeronaves serão dispensadas das formalidades sanitárias tanto nos aeródromos de escala como no aeródromo do destino.

TERCEIRA PARTE

Regime sanitário aplicável em caso de certas doenças

ARTIGO 18.º

As doenças visadas na presente parte da Convenção como devendo ser objecto das disposições nela especificadas são: a peste, a cólera, a febre-amarela, o tifo exantemático e a varíola.

ARTIGO 19.º

Para os efeitos da presente Convenção, o período da incubação é contado:

- Por seis dias para a peste;
- Por cinco para a cólera;
- Por seis para a febre-amarela;
- Por doze para o tifo exantemático;
- Por catorze para a varíola.

ARTIGO 20.º

As administrações superiores de higiene transmitirão aos aeródromos sanitários e autorizados dos seus países respectivos todas as informações contidas nas modificações e comunicações epidemiológicas recebidas da Secretaria Internacional de Higiene Pública (e das secretarias regionais com as quais concluiu acordos para esse efeito), de acordo com as disposições da Convenção Sanitária Internacional de 21 de Junho de 1926 que sejam de natureza a influir na fiscalização sanitária a exercer nos aeródromos.

ARTIGO 21.º

As medidas tal como são previstas na presente parte da Convenção devem ser interpretadas como constituindo um máximo, nos limites do qual as Altas Partes Con-

tratantes poderão regulamentar o tratamento das aeronaves.

Pertence a cada uma das Altas Partes Contratantes decidir se devem ser aplicadas medidas, nos limites da presente Convenção, às procedências duma circunscrição ou dum aeródromo estrangeiros.

A este respeito serão tomadas em conta, o mais largamente possível, as informações recebidas e as medidas anteriormente aplicadas, conforme as disposições do artigo 54.º seguinte.

ARTIGO 22.º

Para aplicação das disposições da presente parte, uma circunscrição é considerada contaminada quando seja qualificada como tal nos termos da Convenção Sanitária Internacional de 21 de Junho de 1926¹.

CAPÍTULO PRIMEIRO

Disposições aplicáveis em caso de peste, cólera, tifo exantemático e varíola

SECÇÃO I

Medidas à partida

ARTIGO 23.º

As medidas a aplicar à partida das aeronaves duma circunscrição contaminada por qualquer das doenças visadas no presente capítulo são as seguintes:

- 1.º Limpeza rigorosa da aeronave, sobretudo das partes que possam prestar-se à contaminação;
- 2.º Visita médica dos passageiros e da tripulação;
- 3.º Exclusão de qualquer pessoa apresentando sintomas duma das doenças visadas, assim como das pessoas em contacto com os doentes e encontrando-se em condições tais que possam transmitir a doença;
- 4.º Inspeção das roupas pessoais, que não serão admitidas senão em estado de limpeza suficiente;
- 5.º Em caso de peste, desratização, se houver motivo para suspeitar da existência de ratos a bordo;
- 6.º Em caso de tifo exantemático, desinsectação, limitada às pessoas que, em seguida à visita médica, possam ser consideradas como susceptíveis de transmitir a infecção, assim como às suas bagagens.

Os documentos de bordo serão anotados de acordo com as disposições do artigo 9.º

SECÇÃO II

Medidas à chegada

ARTIGO 24.º

As aeronaves, mesmo procedentes duma circunscrição contaminada por algumas das doenças às quais se aplica o presente capítulo, podem aterrar em todos os aeródromos autorizados. Todavia, cada uma das Altas Partes Contratantes terá a faculdade, se as condições epidemiológicas o exigirem, de impor às aeronaves procedentes de certas circunscrições a obrigação de aterrar em determinados aeródromos sanitários ou autorizados, tendo em conta a posição geográfica destes aeródromos e dos trajectos seguidos pelas aeronaves, por forma a não entravar a navegação aérea.

¹ Nos termos do artigo 10.º e do artigo 11.º, primeira alínea, da Convenção Sanitária Internacional de 21 de Junho de 1926, uma circunscrição considera-se «contaminada» por uma das doenças visadas quando se trate: para a *peste* e a *febre-amarela*, dum primeiro caso reconhecido como não importado; para a *cólera*, de casos formando «focos», quer dizer, quando a aparição de novos casos, além dos contactos dos primeiros, prova que se não conseguiu limitar a expansão da doença ao local onde se tinha manifestado no começo; para o *tifo exantemático* e *varíola*, de manifestações da doença sob a forma epidémica.

As únicas medidas eventualmente aplicáveis nos aeródromos autorizados que não sejam ao mesmo tempo aeródromos sanitários são a visita médica da tripulação e dos passageiros, o desembarque e o isolamento dos doentes. Os passageiros e a tripulação não poderão franquear os limites fixados pela autoridade do aeródromo, salvo autorização do médico encarregado da visita. Esta interdição poderá ser imposta à aeronave nas escalas até que aterre num aeródromo sanitário, onde será sujeita às medidas previstas no presente capítulo.

ARTIGO 25.º

O comandante da aeronave deve, logo que aterrar, pôr-se à disposição da autoridade sanitária, responder a qualquer pedido de informações sanitárias que lhe sejam feitas pelo serviço competente e apresentar, para exame, os documentos de bordo.

No caso em que a aeronave, penetrando sobre um território, aterre fora dum aeródromo sanitário ou autorizado, o seu comandante, se a aeronave proceder duma circunscrição contaminada ou houver contaminação a bordo, deverá fazer a declaração à autoridade local mais próxima, que tomará as disposições compatíveis com as circunstâncias, inspirando-se nos princípios gerais da presente Convenção, e dirigirá a aeronave, sendo possível, para um aeródromo sanitário. Nenhuma mercadoria será desembarcada e nenhum passageiro ou membro da tripulação poderá afastar-se da aeronave sem autorização da autoridade sanitária competente.

ARTIGO 26.º

Para a aplicação da presente Convenção, a vigilância não pode substituir-se pela observação, salvo:

- a) Nas circunstâncias em que não seja julgada praticável com suficiente eficácia; ou
- b) Se o risco da introdução da infecção no país for considerado como excepcionalmente grave; ou
- c) Se a pessoa que deve sujeitar-se à vigilância não der garantias sanitárias suficientes.

As pessoas sujeitas à observação ou à vigilância devem prestar-se a todas as pesquisas que a autoridade sanitária julgue necessárias.

A. Peste

ARTIGO 27.º

Se não houve casos de peste a bordo, as únicas medidas que podem ser prescritas são:

- 1.º A visita médica dos passageiros e da tripulação;
- 2.º A desratização e a desinsectação, nos casos excepcionais em que sejam consideradas necessárias e se não foram aplicadas no aeródromo de partida;
- 3.º A tripulação e os passageiros podem ser submetidos a vigilância, que não passará de seis dias a partir da data em que a aeronave deixou a circunscrição contaminada.

ARTIGO 28.º

Se houver caso averiguado ou suspeito de peste a bordo, as medidas aplicáveis são as seguintes:

- 1.º Visita médica;
- 2.º O doente é imediatamente desembarcado e isolado;
- 3.º Todas as pessoas que estiverem em contacto com o doente e aquelas que a autoridade sanitária tiver motivos para considerar como suspeitas são submetidas à vigilância por um lapso de tempo não excedendo seis dias a contar da chegada da aeronave;
- 4.º Os fatos de uso, a roupa e todos os outros objectos que, no parecer da autoridade sanitária, sejam considerados como contaminados são desinfectados e, se houver motivo, desinfectados;
- 5.º Os locais suspeitos da aeronave são desinfectados;

6.º A autoridade sanitária poderá, em casos excepcionais, aplicar a desratização, se houver motivo para suspeitar da presença de ratos a bordo e se a operação não tiver sido efectuada à partida.

ARTIGO 29.º

Se a autoridade suspeitar que as mercadorias provenientes duma circunscrição contaminada pela peste podem abrigar ratos ou pulgas, estas mercadorias só poderão ser descarregadas com as precauções necessárias.

B. Cólera

ARTIGO 30.º

Se não houve a bordo casos de cólera, as únicas medidas que podem ser prescritas são:

- 1.º A visita médica dos passageiros e da tripulação;
- 2.º A vigilância dos passageiros e da tripulação, por um período que não irá além de cinco dias a partir da data em que a aeronave deixou a circunscrição contaminada.

ARTIGO 31.º

Se durante a viagem surgiu a bordo um caso de doença apresentando os sintomas clínicos da cólera, a aeronave fica sujeita, nas escalas ou à chegada, ao regime seguinte:

- 1.º Visita médica;
- 2.º O doente ou os doentes são imediatamente desembarcados e isolados;
- 3.º A tripulação e os passageiros ficam sujeitos à vigilância por um lapso de tempo não excedendo cinco dias a contar da chegada da aeronave;
- 4.º Os fatos de uso, a roupa e todos os outros objectos que, no parecer da autoridade sanitária, sejam considerados contaminados são desinfectados;
- 5.º Os locais da aeronave que foram utilizados pelos doentes ou que sejam considerados como podendo estar contaminados são desinfectados;
- 6.º Quando a água potável de bordo for considerada suspeita, é desinfectada e, salvo impossibilidade, despejada e substituída por água de boa qualidade, depois da desinfectação do reservatório.

Nos países onde está prescrita a pesquisa de portadores de germes coléricos para os seus nacionais as pessoas chegadas em aeronaves e que queiram permanecer no país devem submeter-se às obrigações impostas nas mesmas circunstâncias aos ditos nacionais.

ARTIGO 32.º

As pessoas que comprovem ter sido vacinadas contra a cólera há menos de seis meses e mais de seis dias só poderão ser sujeitas à vigilância.

A comprovação consistirá num atestado escrito e assinado por um médico, cuja assinatura será legalizada; na falta de legalização, o atestado será autenticado por: a) o médico em serviço num aeródromo sanitário; ou b) uma pessoa, que não seja a que efectua inoculações, qualificada para autenticar um pedido de passaporte, segundo os regulamentos do país.

ARTIGO 33.º

O desembarque dos alimentos frescos seguintes: peixes, moluscos, frutas e legumes, procedentes duma circunscrição contaminada pela cólera, pode ser proibido.

C. Tifo exantemático

ARTIGO 34.º

a) Se não surgiu caso de tifo a bordo, nenhuma medida sanitária pode ser aplicada, à excepção daquelas prescritas no artigo 52.º da presente Convenção, às pes-

soas que deixaram há menos de doze dias uma circunscrição onde o tifo exantemático é epidémico.

b) Se houver um caso de tifo exantemático a bordo, são aplicáveis as medidas seguintes:

- 1.º Visita médica;
- 2.º O doente é imediatamente desembarcado, isolado e despiolhado;
- 3.º As outras pessoas de que possa suspeitar-se serem portadoras de piolhos, ou de terem estado expostas à infecção, são também despiolhadas e podem ser sujeitas à vigilância, cuja duração não poderá nunca ir além de doze dias, a contar da data do despiolhamento;
- 4.º A roupa, os fatos de uso e os outros objectos que, segundo o parecer da autoridade sanitária, sejam considerados contaminados serão desinfectados;
- 5.º Os locais da aeronave onde permaneceu o tífico e que, segundo o parecer da autoridade sanitária, sejam considerados contaminados serão desinfectados.

D. Variola

ARTIGO 35.º

a) Se não houve caso de variola a bordo, nenhuma medida sanitária pode ser aplicada, salvo em relação às pessoas que deixaram há menos de catorze dias uma circunscrição onde a variola é epidémica e que, segundo o parecer da autoridade sanitária, não estejam suficientemente imunizadas. Estas pessoas podem, sem prejuízo das disposições do artigo 52.º, ser sujeitas quer à vacinação, quer à vigilância, quer à vacinação seguida de vigilância, não podendo a duração desta exceder catorze dias, a contar da data da chegada da aeronave.

b) Se houve caso de variola a bordo, são aplicáveis as medidas seguintes:

- 1.º Visita médica;
- 2.º O doente é imediatamente desembarcado e isolado;
- 3.º As outras pessoas de que haja razões para crer que tenham estado expostas à infecção e que, no parecer da autoridade sanitária, não estejam suficientemente imunizadas podem ser sujeitas às disposições previstas no parágrafo a) do presente artigo;
- 4.º A roupa, os fatos de uso e os outros objectos que, no parecer da autoridade sanitária, sejam considerados como tendo sido recentemente contaminados serão desinfectados;
- 5.º Os locais da aeronave onde permaneceu o variceloso ou que, no parecer da autoridade sanitária, sejam considerados contaminados serão desinfectados.

Para o sentido do presente artigo serão consideradas como imunizadas as pessoas: a) podendo justificar que sofreram ataque anterior da doença ou que foram vacinadas há menos de três anos e mais de doze dias; ou b) apresentando sinais locais de reacção precoce atestando uma imunidade suficiente. Fora dos casos em que existam estes sinais a justificação será dada por atestado passado por um médico, autenticado pela forma indicada na segunda alínea do artigo 32.º

CAPÍTULO II

Disposições aplicáveis em caso de febre-amarela

SECÇÃO I

Disposições gerais

ARTIGO 36.º

Nos territórios onde possa suspeitar-se da existência de febre-amarela endémica as Altas Partes Contratantes tomarão as disposições necessárias para inquirir se a febre-amarela existe no seu território sob forma não reconhecível clinicamente, mas podendo manifestar-se pelo exame biológico.

ARTIGO 37.º

Independentemente da notificação dos casos e das circunstâncias relativas aos casos averiguados de febre-amarela, tal como está regulada pelos artigos 1.º, 2.º, 3.º, 4.º, 5.º e 8.º da Convenção Sanitária Internacional de 21 de Junho de 1926, cada uma das Altas Partes Contratantes obriga-se a notificar imediatamente às outras Altas Partes Contratantes e, ao mesmo tempo, à Secretaria Internacional de Higiene Pública (quer directamente, quer por intermédio das Secretarias regionais com as quais concluiu acordos para esse efeito) a descoberta, no seu território, da existência actual da febre-amarela, sob a forma acima indicada.

SECÇÃO II

Disposições respeitantes às regiões nas quais a febre-amarela tem sido constatada ou existe no estado endémico

ARTIGO 38.º

Não obstante o artigo 4.º e sob reserva das disposições previstas no artigo 46.º, qualquer aeródromo aberto às aeronaves designadas no artigo 1.º, I, segunda alínea, da presente Convenção e que esteja instalado numa região, isto é, numa parte de território onde a febre-amarela exista sob uma forma clínica ou biologicamente reconhecível, deverá ser um aeródromo sanitário correspondendo à definição da presente Convenção e, além disso:

a) Estar situado a uma distância adequada do centro habitado mais próximo;

b) Ser provido de um sistema de abastecimento de água completamente protegido contra os mosquitos e estar, o melhor possível, livre de mosquitos por meio de medidas sistematicamente destinadas a suprimir os focos e a destruir os insectos em todos os estados do seu desenvolvimento;

c) Estar provido de alojamentos protegidos contra os mosquitos, para as tripulações das aeronaves e para o pessoal do aeródromo;

d) Estar provido de um edifício para habitação protegido contra os mosquitos, no qual os passageiros poderão ser alojados ou hospitalizados, no caso de aplicação das medidas previstas abaixo nos artigos 42.º e 44.º

ARTIGO 39.º

Se na região onde a febre-amarela tem sido constatada ou existe no estado endémico não existir já um aeródromo correspondendo às condições especificadas no artigo precedente, a navegação aérea desta região para outro território será suspensa até que seja instalado um tal aeródromo.

ARTIGO 40.º

Qualquer aeródromo estabelecido e equipado de acordo com as disposições do artigo 38.º será chamado aeródromo *antiamarílico* e considerado como formando uma circunscrição separada. A criação de um tal aeródromo deverá ser notificada, pela Alta Parte Contratante em cujo território fica situado, às outras Altas Partes Contratantes e quer à Secretaria Internacional de Higiene Pública, quer à Comissão Internacional de Navegação Aérea, nas condições previstas no artigo 7.º Por virtude desta notificação, a declaração da existência da febre-amarela numa cidade ou numa aldeia adjacentes ou numa ou outra circunscrição não se aplicará ao aeródromo. O dito aeródromo só poderá ser declarado contaminado se se declararem casos de febre-amarela entre as pessoas aí residentes.

ARTIGO 41.º

Se um aeródromo antiamarílico se tornar numa circunscrição contaminada, a navegação aérea deste aeró-

dromo para qualquer outro território será interrompida até que tenham sido tomadas todas as medidas destinadas a libertá-lo da infecção e que tenham desaparecido todos os riscos de propagação da febre-amarela.

ARTIGO 42.º

No caso em que o aeródromo antiamarílico não esteja contaminado mas em que a febre-amarela exista na região, serão tomadas as medidas seguintes à partida ou, em todo o caso, o menos tempo possível antes da partida da aeronave:

1.º Inspeção da aeronave e da sua carga, para se assegurar que não contém mosquitos, e desinsectação eventual. Dever-se-á fazer menção no livro de bordo;

2.º Inspeção médica dos passageiros e membros da tripulação; aqueles que sejam suspeitos de estar contaminados pela febre-amarela e para os quais esteja devidamente esclarecido que se encontraram expostos à infecção amarilica deverão permanecer em observação, quer no recinto do aeródromo, quer algures, nas condições aprovadas pela autoridade sanitária, até que tenham completado um período de seis dias a contar do último dia em que estiveram expostos à infecção;

3.º Os nomes dos passageiros e dos membros da tripulação serão inscritos no livro de bordo, assim como os dados respeitantes à sua exposição à infecção, à duração e às condições da observação a que estiveram sujeitos antes da partida.

ARTIGO 43.º

Qualquer aeronave em trânsito não procedente duma região onde a febre-amarela exista e fazendo escala para se abastecer num aeródromo antiamarílico será dispensada das medidas sanitárias previstas à partida deste aeródromo. Na continuação da viagem não será sujeita às disposições do presente capítulo, com a condição de o livro de bordo fazer menção de que não tocou no aeródromo antiamarílico senão para se abastecer.

ARTIGO 44.º

As aeronaves designadas no artigo 1.º, I, segunda alínea, da presente Convenção, navegando entre duas regiões onde existe a febre-amarela, deverão partir e aterrar num aeródromo antiamarílico destas regiões. Os passageiros, a tripulação e as mercadorias não poderão ser desembarcados senão num aeródromo antiamarílico.

No decurso da viagem entre estes aeródromos as aeronaves poderão fazer escala, para se reabastecer, em qualquer aeródromo não situado em região onde exista a febre-amarela.

As medidas a tomar à chegada ao aeródromo antiamarílico serão as seguintes:

1.º Inspeção da aeronave e da sua carga, para verificar se contém mosquitos, e desinsectação eventual;

2.º Exame médico dos passageiros e dos membros da tripulação, para se assegurar se não apresentam sintomas de febre-amarela.

Se houver suspeita de uma pessoa estar contaminada pela febre-amarela, se não estiver averiguado, na opinião da autoridade sanitária do aeródromo de chegada, que a pessoa completou um período de seis dias desde que esteve exposta à infecção, poderá ser-lhe imposta a observação quer na área do aeródromo, quer algures, nas condições aprovadas pela autoridade sanitária, durante um período não superior a seis dias a contar do último dia em que a dita pessoa pôde ser contaminada.

ARTIGO 45.º

As aeronaves que partiram do aeródromo antiamarílico duma região onde existe a febre-amarela e que chegam a uma região onde não existe a doença serão regidas pelas disposições das secções III e IV que seguem.

ARTIGO 46.º

Para os fins da navegação aérea local, nada na presente secção será considerado como impedindo os Governos dos territórios vizinhos nos quais a febre-amarela tem sido constatada, ou existe no estado endémico, de criar e de utilizar, por acordo recíproco, aeródromos que não sejam aeródromos antiamarílicos, para as necessidades da navegação aérea entre os ditos territórios exclusivamente.

SECÇÃO III

Disposições respeitantes aos territórios ou regiões nos quais a febre-amarela não existe, mas onde poderá encontrar condições permitindo o seu desenvolvimento.

ARTIGO 47.º

Nos territórios ou regiões onde a febre-amarela não existe, mas onde poderá encontrar condições que permitam o seu desenvolvimento, as medidas que podem ser tomadas à chegada de uma aeronave ao aeródromo sanitário são as seguintes:

1.º Inspeção da aeronave e da sua carga, para verificar se contém mosquitos, e desinsectação eventual;

2.º Exame médico dos passageiros e dos membros da tripulação, para assegurar que não apresentam sintomas da febre-amarela.

Se houver suspeita de uma pessoa estar contaminada pela febre-amarela, ou se não estiver esclarecido, na opinião da autoridade sanitária do aeródromo, que a pessoa completou um período de seis dias desde que podia ter estado exposta à infecção, poderá ser-lhe imposta a observação, quer na área do aeródromo, quer algures, nas condições aprovadas pela autoridade sanitária, durante um período não superior a seis dias a contar do último dia em que a dita pessoa pôde ser infectada.

ARTIGO 48.º

As Altas Partes Contratantes obrigam-se, salvo circunstâncias excepcionais que deverão justificar, a não invocar motivos de ordem sanitária para impedir a aterragem nos territórios visados no artigo 47.º das aeronaves procedentes de regiões onde existe a febre-amarela, com a condição de as disposições da secção II do presente capítulo terem sido observadas, principalmente aquelas respeitantes às medidas prescritas à partida.

ARTIGO 49.º

No entanto, as Altas Partes Contratantes podem designar aeródromos sanitários determinados, onde deverão aterrar as aeronaves procedentes de territórios onde existe a febre-amarela, quando tenham a desembarcar passageiros, a tripulação ou mercadorias.

SECÇÃO IV

Disposições respeitantes aos territórios ou regiões onde as condições não permitem a febre-amarela de se implantar

ARTIGO 50.º

Nos territórios ou regiões onde as condições não permitem a febre-amarela de se implantar, as aeronaves procedentes de regiões onde a febre-amarela existe poderão aterrar em qualquer aeródromo sanitário ou autorizado.

ARTIGO 51.º

As medidas a tomar à chegada são as seguintes:

1.º Inspeção da aeronave e da sua carga, para certificar que não contém mosquitos, e desinsectação eventual;

2.º Exame médico dos passageiros e dos membros da tripulação.

CAPÍTULO III

Disposições comuns

ARTIGO 52.º

As pessoas, chegando a bordo de uma aeronave por sobre o território duma das Altas Partes Contratantes, que estiveram expostas ao risco de infecção por alguma das doenças visadas no artigo 18.º da presente Convenção e que estão nos limites do período de incubação podem, sob reserva das disposições do capítulo II da presente parte, ser sujeitas à vigilância até conclusão desse período.

No que respeita à cólera e à varíola, as disposições dos artigos 32.º e 35.º relativas às pessoas imunizadas aplicam-se igualmente às medidas previstas no presente artigo.

ARTIGO 53.º

As pessoas que, à sua chegada a um aeródromo, forem consideradas, nos termos das disposições da presente parte, como podendo ser sujeitas à vigilância até ao termo do período de incubação da doença podem, no entanto, continuar a sua viagem, com a condição de o facto ser notificado às autoridades das escalas seguintes e do lugar de destino, quer por inscrição no livro de bordo referido no artigo 9.º da presente Convenção, quer por qualquer outro meio próprio a assegurar que elas possam ser sujeitas à visita médica em cada um dos aeródromos seguintes situados no seu caminho.

Aquelas que poderiam ser sujeitas à observação, nas condições previstas nos artigos 26.º, 44.º, quarta alínea, e 47.º, segunda alínea, da presente Convenção, não poderão ser autorizadas a continuar a viagem senão quando terminarem o período de incubação, salvo — para as outras doenças além da febre-amarela — com aprovação das autoridades sanitárias do lugar de destino.

ARTIGO 54.º

A autoridade sanitária de cada aeródromo levará em conta o mais largamente possível, para aplicação das medidas sanitárias a uma aeronave procedente de uma circunscrição contaminada, aquelas que foram já impostas a essa mesma aeronave noutro aeródromo sanitário de um país estrangeiro ou do mesmo país e devidamente anotadas no livro de bordo indicado no artigo 9.º da presente Convenção.

As aeronaves, provenientes de uma circunscrição contaminada, que tenham sido objecto de medidas sanitárias aplicadas de maneira satisfatória não serão sujeitas segunda vez a estas medidas à sua chegada a outro aeródromo, quer este pertença ou não ao mesmo país, desde que se não tenha declarado nenhum incidente desde então que determine a aplicação das ditas medidas e que a aeronave não tenha feito escala num aeródromo contaminado, salvo para se abastecer de combustível.

ARTIGO 55.º

A autoridade do aeródromo que aplica as medidas sanitárias passará gratuitamente, sempre que lhe seja pedido, ao comandante da aeronave ou a qualquer pessoa interessada, um certificado especificando a natureza das medidas, os métodos empregados, os locais da aeronave tratados e as razões pelas quais as medidas foram aplicadas.

Concederá, da mesma maneira, gratuitamente, a pedido, aos passageiros chegados numa aeronave, na qual tenha surgido um caso das doenças infecciosas visadas no artigo 18.º, um certificado indicando a data da chegada e as medidas às quais eles e as suas bagagens foram sujeitos.

ARTIGO 56.º

Salvo nos casos expressamente previstos na presente Convenção, as aeronaves não deverão ser retidas por motivos sanitários.

Se a aeronave conduziu um doente de peste, de cólera, de febre-amarela, de tifo exantemático ou de varíola, será apenas retida pelo tempo estritamente necessário para ser sujeita às medidas profiláticas aplicáveis em cada caso previsto na presente Convenção.

ARTIGO 57.º

Sob reserva das disposições do capítulo II da presente Convenção, e em especial do seu artigo 47.º, qualquer aeronave que não queira sujeitar-se às obrigações impostas pela autoridade do aeródromo, por virtude das estipulações da presente Convenção, fica livre de continuar a viagem. Não poderá parar, todavia, noutro aeródromo do mesmo país, salvo para aí se abastecer.

Será autorizada a desembarcar mercadorias, com a condição de permanecer isolada e que as mercadorias fiquem sujeitas neste caso às medidas previstas no artigo 10.º da presente Convenção.

Será igualmente autorizada a desembarcar os passageiros que o peçam, sob condição de se sujeitarem às medidas prescritas pela autoridade sanitária.

A aeronave permanecendo isolada pode também embarcar combustível, peças sobresselentes, víveres e água.

QUARTA PARTE

Disposições finais

ARTIGO 58.º

Duas ou mais das Altas Partes Contratantes têm a faculdade de concluir entre si, na base dos princípios da presente Convenção, acordos especiais respeitantes a pontos particulares da regulamentação sanitária aérea, nomeadamente no que se refere à aplicação nos seus territórios do capítulo II da terceira parte.

Estes acordos, assim como aqueles visados no artigo 46.º, deverão ser notificados, desde que entrem em vigor, quer à Secretaria Internacional de Higiene Pública, quer à Comissão Internacional de Navegação Aérea, nas condições previstas no artigo 7.º

ARTIGO 59.º

As Altas Partes Contratantes concordam em pedir o parecer da Comissão Permanente da Secretaria Internacional de Higiene Pública, antes de recorrer a qualquer outro procedimento, no caso de surgir dissentimento entre elas relativamente à interpretação da presente Convenção.

ARTIGO 60.º

Sem prejuízo da disposição prevista na última alínea do artigo 12.º, as Altas Partes Contratantes obrigam-se a aplicar às aeronaves das outras Altas Partes Contratantes, pelas operações sanitárias efectuadas nos seus aeródromos, a mesma tarifa que às aeronaves nacionais.

Esta tarifa será tão moderada quanto possível e notificada, quer à Secretaria Internacional de Higiene Pública, quer à Comissão Internacional de Navegação Aérea, nas condições previstas no artigo 7.º

ARTIGO 61.º

Qualquer das Altas Partes Contratantes que deseje propor modificações à presente Convenção deverá comunicar as suas propostas ao Governo dos Países Baixos. Este encarregará de as examinar a Secretaria Internacional de Higiene Pública, que, se o julgar oportuno, redigirá um protocolo de emenda à Convenção e transmiti-lo-á ao Governo dos Países Baixos.

O Governo dos Países Baixos submeterá o texto do dito protocolo, em circular datada, aos Governos das outras Altas Partes Contratantes, perguntando-lhes se aceitam as modificações propostas. A adesão de cada uma das Altas Partes Contratantes a estas modificações será dada, quer por aprovação expressa transmitida ao Governo dos Países Baixos, quer pelo facto de ter-se absterido de notificar-lhe objecções, nos doze meses a contar da data da circular acima referida.

Quando o número de adesões expressas ou tácitas representar, pelo menos, dois terços dos Governos das Altas Partes Contratantes, o Governo dos Países Baixos constatará-lo-á por meio de auto, que comunicará à Secretaria Internacional de Higiene Pública e aos Governos de todas as Altas Partes Contratantes. O protocolo entrará em vigor, entre as Altas Partes Contratantes mencionadas no dito auto, ao expirar o prazo de seis meses a partir da data deste auto. A presente Convenção continuará a ser aplicada sem modificações pelas outras Altas Partes Contratantes até ao dia em que tenham aderido ao protocolo.

ARTIGO 62.º

A presente Convenção levará a data deste dia e poderá ser assinada no prazo de um ano a partir da mesma data.

ARTIGO 63.º

A presente Convenção será ratificada e os instrumentos de ratificação serão entregues ao Governo dos Países Baixos logo que possa fazer-se.

Desde que tenham sido depositadas dez ratificações, o Governo dos Países Baixos levantará auto. Transmittirá cópias destes autos aos Governos das Altas Partes Contratantes e à Secretaria Internacional de Higiene Pública. A presente Convenção entrará em vigor no centésimo vigésimo dia a contar da data do dito auto.

Cada depósito ulterior de ratificações será comprovado por auto, organizado e comunicado segundo o processo acima indicado. A presente Convenção entrará em vigor, em relação a cada uma das Altas Partes Contratantes, no centésimo vigésimo dia depois da data do auto comprovativo do depósito das suas ratificações.

ARTIGO 64.º

Os países não signatários da presente Convenção poderão aderir em qualquer ocasião a partir da data do auto comprovando o depósito das dez primeiras ratificações.

Cada adesão será efectuada por meio de notificação por via diplomática dirigida ao Governo dos Países Baixos. Este depositará o acto de adesão nos seus arquivos; informará imediatamente os Governos de todos os países participando na Convenção, assim como a Secretaria Internacional de Higiene Pública, dando-lhes a conhecer a data do depósito. Cada adesão produzirá os seus efeitos no centésimo vigésimo dia a partir dessa data.

ARTIGO 65.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes pode declarar, na ocasião da assinatura, da ratificação ou da adesão, que pela aceitação da presente Convenção não entende assumir nenhuma obrigação no que respeita ao conjunto ou a qualquer parte das suas colónias, protectorados, territórios de além-mar ou territórios-colocados sob a sua suserania ou mandato; neste caso a presente Convenção não será aplicável aos territórios visados em tal declaração.

Cada uma das Altas Partes Contratantes poderá ulteriormente notificar o Governo dos Países Baixos de que entende tornar a presente Convenção aplicável ao conjunto ou a qualquer parte dos seus territórios que foram objecto de declaração prevista na alínea precedente.

Neste caso a Convenção aplicar-se-á aos territórios visados na notificação no centésimo vigésimo dia a partir da data do depósito desta notificação nos arquivos do Governo dos Países Baixos.

Da mesma maneira, cada uma das Altas Partes Contratantes pode em qualquer ocasião, depois da expiração do período mencionado no artigo 66.º, declarar que entende dever cessar a aplicação da presente Convenção ao conjunto ou a qualquer parte das suas colónias, protectorados, territórios de além-mar ou territórios colocados sob a sua suserania ou mandato; neste caso a Convenção deixará de ser aplicável aos territórios a que diz respeito tal declaração um ano depois da data do depósito desta declaração nos arquivos do Governo dos Países Baixos.

O Governo dos Países Baixos informará os Governos de todos os países participando na presente Convenção, assim como a Secretaria Internacional de Higiene Pública, das notificações e declarações feitas para a aplicação das disposições indicadas acima, dando-lhes a conhecer a data do depósito destas nos seus arquivos.

ARTIGO 66.º

O Governo de cada um dos países participando na presente Convenção poderá em qualquer ocasião, depois de a Convenção ter vigorado a seu respeito durante cinco anos, denunciá-la por notificação escrita dirigida por via diplomática ao Governo dos Países Baixos. Este depositará o acto de denúncia nos seus arquivos; informará imediatamente os Governos de todos os países participando na Convenção, assim como a Secretaria Internacional de Higiene Pública, dando-lhes a conhecer a data do depósito; cada denúncia produzirá os seus efeitos um ano depois dessa data.

ARTIGO 67.º

A assinatura da presente Convenção não poderá ser acompanhada de qualquer reserva que não tenha sido primeiramente aprovada pelas Altas Partes Contratantes já signatárias. Da mesma maneira, não será tomada nota de ratificações nem de adesões acompanhadas de reservas que não tenham sido aprovadas primeiramente por todos os países participando na Convenção.

Em fé do que os Plenipotenciários respectivos assinaram a presente Convenção.

Feita na Haia, a 12 de Abril de 1933, num único exemplar, que ficará depositado nos arquivos do Governo dos Países Baixos e do qual serão entregues por via di-

plomática a cada uma das Altas Partes Contratantes cópias autenticadas.

Pela Bélgica:

Ch. Maskens.

Pela França:

Vitrolles.

Por Marrocos:

Vitrolles.

Pela Tunísia:

Vitrolles.

Pela Síria:

Vitrolles.

Pelo Líbano:

Vitrolles.

Pela Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, assim como por todas as partes do Império Britânico não membros separados da Sociedade das Nações:

Em conformidade com as disposições do § 1.º do artigo 65.º da Convenção, declaro por este meio que a minha assinatura não inclui a Terra Nova nem qualquer colónia ou protectorado britânico nem qualquer território sob mandato relativamente ao qual o mandato seja exercido pelo Governo de Sua Majestade no Reino Unido.

Odo Russell.

Pela Itália:

Francesco Maria Taliani.

Por Mónaco:

Henri E. Rey.

Pelos Países Baixos, exceptuando as Índias Neerlandesas, Surinam e Curaçau:

Beelaerts van Blokland.

Pela Polónia:

W. Babinski.

Pela Roménia:

Gr. Bilciuresco.

Marrocos, em 13 de Março de 1935.
Mónaco, em 11 de Junho de 1934.
Países Baixos, em 13 de Setembro de 1934.
Polónia, em 22 de Junho de 1935.
Roménia, em 25 de Março de 1935.
Suécia, em 28 de Novembro de 1938.
Tunísia, em 13 de Março de 1935.
União da África do Sul, em 29 de Janeiro de 1938.

Nas datas abaixo mencionadas foram notificadas ao Governo dos Países Baixos as adesões dos seguintes países à mesma Convenção:

Bolívia, em 3 de Abril de 1935.
Brasil, em 3 de Abril de 1935.
Chile, em 12 de Abril de 1935.
Índia, em 7 de Agosto de 1947.
Iraque, em 3 de Abril de 1935.
Líbano, em 28 de Novembro de 1934.
Libéria, em 14 de Abril de 1937.

Nos termos do artigo 64.º da presente Convenção, a adesão de Portugal tornou-se efectiva no centésimo vigésimo dia seguinte à data em que foi efectuada a respectiva notificação.

Esta Convenção foi ratificada pelos países abaixo mencionados, que depositaram nos arquivos do Governo dos Países Baixos os instrumentos de ratificação respectivos nas datas seguintes:

Alemanha, em 17 de Abril de 1935.
Austrália, em 28 de Fevereiro de 1935.
Áustria, em 29 de Maio de 1935.
Bélgica, em 28 de Outubro de 1935.
Egipto, em 8 de Agosto de 1934.
Estados Unidos da América, em 25 de Julho de 1935.
Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, em 15 de Setembro de 1934.
Grécia, em 4 de Janeiro de 1934.
Itália, em 15 de Agosto de 1935.

República Dominicana, em 12 de Junho de 1946.
Sudão, em 3 de Abril de 1935.
Síria, em 28 de Novembro de 1934.
Turquia, em 17 de Julho de 1935.

**International Sanitary
Convention
for Aerial Navigation, 1944**

Modifying the International Sanitary Convention for Aerial Navigation of April 12, 1933

The Governments signatory hereto,

Considering that the International Office of Public Health created by the Agreement signed at Rome on December 9, 1907, is unable for the time being to carry out effectively all of the duties and functions assigned to it in the Annex to that Agreement; in the International Sanitary Convention, 1926; in the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933; and in other Conventions or Agreements relating to the public health;

Having entrusted the task of solving this temporary problem by the preparation of emergency agreements and arrangements for the notification of epidemic diseases and for uniformity in quarantine regulations to the United Nations Relief and Rehabilitation Administration (hereinafter referred to as UNRRA), in accordance with resolution n.º 8 (2) adopted by the Council of UNRRA at its First Session, without prejudice however to the status of the International Office of Public Health which it is hoped will be able at the expiry of the present Convention to resume the above-mentioned duties and functions; and having received the recommendations of UNRRA in this connection;

Having agreed that, in regard to the American Republics, the Pan American Sanitary Bureau shall continue to act as the general coordinating sanitary agency, including the general collection and distribution of sanitary informa-

**Convention Sanitaire
Internationale
pour la Navigation Aérienne 1944**

Portant Modification de la Convention Sanitaire Internationale pour la Navigation Aérienne du 12 Avril 1933

Les Gouvernements signataires,

Considérant que l'Office international d'Hygiène publique, créé par l'Accord signé à Rome le 9 décembre 1907, ne peut pour le moment remplir effectivement toutes les tâches et fonctions qui lui ont été assignées par l'Annexe de cet Accord, par la Convention sanitaire internationale de 1926, par la Convention sanitaire internationale pour la Navigation aérienne de 1933 et par d'autres Conventions ou Accords ayant rapport à l'hygiène publique;

Ayant, conformément à la résolution n.º 8 (2) adoptée lors de sa première session par le Conseil de l'Administration des Nations Unies de Secours et de Restauration (dénommée ci-après UNRRA), confié à l'UNRRA la tâche de résoudre ce problème temporaire en élaborant, à titre de mesures d'urgence, des accords et arrangements pour la notification des maladies épidémiques ainsi que pour l'uniformisation des mesures de quarantaine, sans porter atteinte au statut de l'Office international d'Hygiène publique qui, il est permis de l'espérer, pourra, à l'expiration de la présente Convention, reprendre les tâches et fonctions mentionnées ci-dessus; et ayant reçu les recommandations de l'UNRRA à ce sujet;

Ayant convenu que, à l'égard des Républiques américaines, le Bureau sanitaire panaméricain jouera, comme par le passé, le rôle d'organe général de coordination en matière sanitaire, notamment pour la réunion et la

Grã-Bretanha:

Pela Transjordânia, em 3 de Abril de 1935.
Pelo Ceilão, em 2 de Fevereiro de 1939.
Pela Birmânia, em 9 de Junho de 1939.

tion to and from the said Republics, as specified in the Pan American Sanitary Code and recognized heretofore by the International Office of Public Health;

Desiring also to modify as between themselves the provisions of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation signed at The Hague on April 12, 1933 (hereinafter referred to as *the 1933 Convention*) in the light of the present-day conditions which call for special measures to prevent the spread by air across frontiers of epidemic or other communicable diseases;

Have decided to conclude a Convention for these purposes, have agreed that, whereas the authentic text of the 1933 Convention is in the French language, the present Convention shall be in English and in French, both texts being equally authentic, and have accordingly appointed the undersigned plenipotentiaries who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed that the 1933 Convention shall be amended as follows:

ARTICLE I

All references in the 1933 Convention to the International Office of Public Health shall be read as references to UNRRA.

ARTICLE II

The second paragraph of article I, subparagraph VI, shall be deleted and the following substituted:

The word *surveillance* means that persons are not isolated, that they may move about freely, but that the sanitary authorities of the place or places

distribution générales d'informations sanitaires qui proviennent desdites Républiques ou leur sont destinées, ainsi qu'il est spécifié dans le Code sanitaire panaméricain et comme cela a été accepté jusqu'ici par l'Office international d'Hygiène publique;

Désirant aussi modifier, en ce qui les concerne, les dispositions de la Convention sanitaire internationale pour la Navigation aérienne signée à la Haye le 12 avril 1933 (dénommée ci-après *la Convention de 1933*), pour tenir compte des conditions actuelles qui nécessitent des mesures spéciales pour empêcher la propagation des maladies épidémiques ou autres maladies contagieuses par la voie des airs à travers les frontières;

Ont décidé de conclure une Convention à cette fin, sont convenus que, alors que le texte authentique de la Convention de 1933 est rédigé en langue française, la présente Convention sera rédigée en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, et ont en conséquence désigné les plénipotentiaires soussignés qui, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus que la Convention sanitaire internationale de 1933 sera modifiée ainsi qu'il suit:

ARTICLE I

Toute référence à l'Office international d'Hygiène publique contenue dans la Convention de 1933 sera considérée comme une référence à l'UNRRA.

ARTICLE II

Au deuxième paragraphe de l'article 1^{er}, alinéa VI, substituer ce qui suit:

Le mot *surveillance* signifie que les personnes ne sont pas isolées, qu'elles obtiennent tout de suite la libre pratique, mais que l'autorité sanitaire de la

to which they are proceeding are notified of their coming. They may be subjected in the places of arrival to a medical examination and such inquiries as are necessary with a view to ascertaining their state of health; and, in any territory where the competent Contracting Party thinks fit, surveillance may include requirement to report on arrival and afterwards at such intervals during continuance of surveillance as may be specified, to the Health Officer of the city, town, district, or place to which they proceed.

ARTICLE III

To article 1 the following definitions shall be added:

VIII. The term *typhus*, *typhus fever*, or *exanthematic typhus* shall be deemed to relate only to epidemic louse-borne typhus.

IX. An *endemic yellow fever area* is a region in which yellow fever exists in a form recognizable clinically, biologically, or pathologically.

X. A *valid anti-yellow fever inoculation certificate* is one certifying that the bearer has been inoculated against yellow fever, with a vaccine and by a method approved by UNRRA, if there have elapsed:

(1) More than 10 days and less than 4 years from the date of the inoculation.

(2) Less than 4 years from the date of a re-inoculation performed within 4 years of the previous inoculation.

(3) More than 10 days and less than 4 years from the date of re-inoculation performed after an interval of more than 4 years.

XI. The term *Stegomyia* (*Aedes aegypti*) shall be deemed to include *Aedes aegypti* and any potential mosquito vectors of yellow fever.

localité ou des localités où elles se rendent est prévenue de leur arrivée. Elles pourront être soumises au lieu d'arrivée à un examen médical, et l'on pourra leur poser les questions nécessaires à la constatation de leur état de santé. Dans tout territoire où la Partie Contractante compétente le juge nécessaire, la surveillance peut comprendre l'obligation de se présenter, lors de l'arrivée, et ensuite à intervalles fixes pendant la durée de la surveillance, devant l'Officier de santé de la ville, de la région ou de l'endroit où les intéressés se rendent.

ARTICLE III

A l'article 1^{er} ajouter les définitions suivantes:

VIII. Les termes *typhus*, *typhus fébrile* et *typhus exanthématique* seront considérés comme ne se rapportant qu'au typhus épidémique transmis par les poux.

IX. Une *zone d'endémicité de la fièvre jaune* est une région dans laquelle la fièvre jaune existe sous une forme qui peut être décelée par des signes cliniques, biologiques ou anatomopathologiques.

X. Un *certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune* est un certificat attestant que le porteur a été vacciné contre la fièvre jaune par un vaccin et au moyen d'une méthode approuvée par l'UNRRA, s'il s'est écoulé:

(1) Plus de dix jours et moins de quatre ans depuis la date de la vaccination.

(2) Moins de quatre ans depuis la date d'une revaccination pratiquée dans les quatre ans suivant la vaccination précédente.

(3) Plus de dix jours et moins de quatre ans depuis la date d'une revaccination pratiquée après un intervalle de plus de quatre ans.

XI. Le terme *Stegomyia* (*Aedes aegypti*) sera considéré comme comprenant *Aedes aegypti* et tous autres moustiques susceptibles d'être des vecteurs de fièvre jaune.

ARTICLE IV

Article 9 shall be deleted and the following substituted:

(1) All passengers traveling by aircraft on international flight shall, on or just before arrival at the point of final disembarkation, or, if required, at any aerodrome where the journey is broken, complete a Personal Declaration of Origin and Health.

(2) The Commander of an aircraft on international flight shall, on or just before the arrival of the aircraft at the first authorized aerodrome in the country of entry, complete an Aircraft Declaration of Health to be handed to the aerodrome authority on arrival, and may be required to produce certificates concerning sanitary measures which such Declaration states were undergone by the aircraft before departure or at stopping places in application of the 1933 Convention as hereby amended.

(3) Aircraft shall not be required to carry Bills of Health.

(4) The Contracting Parties will, so far as possible, adopt the International Forms of Aircraft Declaration of Health, Personal Declaration of Origin and Health, and Certificates of Inoculation or Vaccination against cholera, typhus, and smallpox, respectively, annexed hereto*.

ARTICLE V

To article 13 the following shall be added:

Further, the embarkation of persons who do not present adequate sanitary guarantees may be prohibited, until the sanitary measures — delousing, disinfection of clothing, etc., or any other measures that are, in the opinion of the sanitary authority, necessary to prevent the carriage of the disease by air-

ARTICLE IV

A l'article 9 substituer ce qui suit:

(1) Les passagers faisant par aéronef un voyage international devront, soit à l'arrivée, soit immédiatement avant l'arrivée au point terminal de leur voyage, ou, s'ils en sont requis, à tout aéroport où le voyage est interrompu, remplir une déclaration personnelle d'origine et de santé.

(2) Le Commandant d'un aéronef effectuant un voyage international devra, à l'arrivée ou immédiatement avant l'arrivée au premier aéroport autorisé du pays où il pénètre, remplir une déclaration de santé d'aéronef qu'il remettra aux autorités de l'aéroport dès son arrivée. Il peut être requis de produire des certificats concernant les mesures sanitaires auxquelles, d'après la déclaration, a été soumis l'aéronef avant le départ ou à des points d'arrêt, en application de la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention.

(3) Les aéronefs ne seront pas tenus d'être munis d'une patente de santé.

(4) Les Parties Contractantes adopteront, autant que possible, les modèles internationaux de déclaration de santé d'aéronef, de déclaration personnelle d'origine et de santé et chacun des certificats de vaccination contre le choléra, le typhus et la variole annexés ci-après*.

ARTICLE V

A l'article 13 ajouter ce qui suit:

En outre, l'embarquement de personnes ne présentant pas de garanties sanitaires suffisantes peut être interdit jusqu'à ce qu'aient été prises les mesures sanitaires — épouillage, désinfection des vêtements, etc., ou toutes autres mesures qui, de l'avis des autorités sanitaires, seraient nécessaires pour pré-

* With regard to yellow fever see article xi (6).

* Pour ce qui est de la fièvre jaune, voir article xi (6).

craft, have been carried out.

ARTICLE VI

To article 16 after «sanitary measures» at the end of the first paragraph the words «including cleaning» shall be added.

ARTICLE VII

Article 20 shall be deleted and the following substituted:

(1) Each Contracting Party shall immediately notify, by the most rapid means, the other Contracting Parties and UNRRA of:

(a) The first recognized case of plague, cholera, or yellow fever discovered in its territory.

(b) The first recognized case of plague, cholera, or yellow fever which occurs outside the limits of local areas already affected.

(c) The existence of an epidemic of typhus or of smallpox.

(2) Every notification prescribed above shall be accompanied, or very promptly followed, by detailed information as to:

(a) The place where the disease has appeared.

(b) The date of its appearance, its source, and its type (including reports of pathological examinations as soon as available).

(c) The number of recognized cases and the number of deaths.

(d) The extent of the local area or areas affected.

(e) In the cases of plague, the existence of that disease, or of an unusual mortality, among rodents (including reports of bacteriological examinations as soon as available).

(f) In the case of cholera, the number of germ carriers when any have been discovered.

(g) In the case of yellow fever, the presence and relative prevalence (index) of *Stegomyia (Aedes aegypti)*.

(h) The measures taken.

venir la propagation de la maladie par aéronef.

ARTICLE VI

A l'article 16 ajouter à la fin du premier paragraphe, après les mots «mesures sanitaires appropriées», les mots «y compris le nettoyage».

ARTICLE VII

A l'article 20 substituer ce qui suit:

(1) Chaque Partie Contractante notifiera, sans délai et par les voies les plus rapides, aux autres Parties Contractantes et à l'UNRRA:

(a) Le premier cas de peste, de choléra ou de fièvre jaune constaté sur son territoire.

(b) Le premier cas constaté de peste, de choléra ou de fièvre jaune apparaissant en dehors des limites des zones déjà affectées.

(c) L'existence d'une épidémie de typhus ou de varicelle.

(2) Chacune des notifications prescrites ci-dessus devra être accompagnée ou suivie dans le plus bref délai d'informations détaillées sur les points suivants:

(a) Lieu d'apparition de la maladie.

(b) Date de son apparition, sa source et son type (y compris des comptes rendus d'examen anatomo-pathologiques, dès qu'on en disposera).

(c) Nombre des cas constatés et nombre des décès.

(d) Étendue de la ou des zones affectées.

(e) Dans le cas de la peste, existence de la maladie ou d'une mortalité anormale parmi les rongeurs (y compris des comptes rendus d'examen bactériologiques, dès qu'on en disposera).

(f) Dans le cas du choléra, nombre de porteurs de germes s'il en a été découvert.

(g) Dans le cas de la fièvre jaune, présence ou prévalence relative (indice) de *Stegomyia (Aedes aegypti)*.

(h) Mesures prises.

(3) Each Contracting Party shall, in addition to the diseases specifically mentioned in article 18 of the 1933 Convention, to wit, plague, cholera, yellow fever, typhus, and smallpox, notify outbreaks of such other communicable diseases as, in the opinion of UNRRA, constitute a menace to other countries by their spread or potential spread across frontiers and shall keep UNRRA regularly informed of the course of the disease.

(4) In addition to the formal notification required by paragraphs (1), (2) and (3) above, the Contracting Parties shall, so far as possible, send to UNRRA at regular intervals notifications of other communicable diseases notified in their countries.

(5) The Contracting Parties shall make the necessary arrangements with UNRRA for giving prompt information to all the Governments concerned of the outbreak in any country of a disease which, in the opinion of UNRRA, constitutes a menace to other countries and of the measures which are being taken to prevent the spread of the disease across frontiers by aircraft.

(6) The notifications contemplated in paragraphs (1) and (2) of this article are to be addressed to the diplomatic missions, or, failing them, to consular offices in the capital of the infected country and shall be held at the disposition of consular offices established in its territory.

(7) These notifications shall also be addressed to UNRRA which shall communicate them immediately to all diplomatic missions, or, failing them, to the consulates in London or Washington as well as to the principal public health authorities of the participating countries. Those prescribed under paragraphs (1) and (2) of this article shall be transmitted by telegraph or radio.

(3) Chaque Partie Contractante doit, en plus des maladies visées spécifiquement à l'article 18 de la Convention de 1933, savoir: la peste, le choléra, la fièvre jaune, le typhus et la varicelle, notifier l'apparition de toute autre maladie contagieuse qui, de l'avis de UNRRA, constitue une menace pour d'autres pays, par leur propagation ou la possibilité de leur propagation à travers les frontières et doit tenir l'UNRRA régulièrement au courant du développement de la maladie.

(4) Outre la notification formelle exigée par les paragraphes (1), (2) et (3) ci-dessus, les Parties Contractantes doivent, autant que possible, notifier périodiquement à l'UNRRA les autres maladies contagieuses constatées dans leurs pays.

(5) Les Parties Contractantes feront avec l'UNRRA les arrangements nécessaires pour tenir rapidement informés tous les Gouvernements intéressés de l'apparition dans leur pays respectif d'une maladie qui, de l'avis de l'UNRRA, constitue un danger pour d'autres pays, ainsi que des mesures en cours d'exécution pour en empêcher l'extension par aéronef à travers les frontières.

(6) Les notifications envisagées dans les paragraphes (1) et (2) du présent article devront être adressées aux missions diplomatiques ou, à leur défaut, aux bureaux consulaires établis dans la capitale du pays infecté, et seront mises à la disposition des bureaux consulaires établis sur son territoire.

(7) Ces notifications seront également adressées à l'UNRRA, qui les communiquera immédiatement à toutes les missions diplomatiques ou, à leur défaut, aux consulats à Londres ou à Washington, ainsi qu'aux principales autorités sanitaires des pays participant à la Convention. Les notifications prescrites par les paragraphes (1) et (2) du présent article devront être adressées par télégramme ou radio.

(8) The appropriate health authority of each Contracting Party shall transmit to the sanitary and authorized aerodromes of its country or within its jurisdiction all information contained in the epidemiological notifications and communications received from UNRRA (and the regional bureaus with which it has made agreements for this purpose) in execution of the provisions of the International Sanitary Convention of June 21, 1926 which may affect the exercise of sanitary control in those aerodromes.

(9) In order to facilitate the prompt and scrupulous fulfilment of the foregoing provisions, the Contracting Parties shall ensure priority for all communications which may enable UNRRA rapidly to appraise the situation concerning the outbreak of a disease and to inform Governments in order that they may take appropriate measures against the spread of the disease across their frontiers.

ARTICLE VIII

The second paragraph of article 32 shall be deleted.

ARTICLE IX

In article 34, paragraph (b), the following shall be inserted after sub-paragraph (3):

(4) The Contracting Parties shall give favorable consideration to the inoculation against typhus of all persons on board exposed to risk.

Sub-paragraphs (4) and (5) of article 34 shall be renumbered (5) and (6) respectively.

ARTICLE X

Article 35 (b) (3) shall be deleted and the following substituted:

(3) Other persons reasonably suspected to have been exposed to infection

(8) L'autorité sanitaire appropriée de chaque Partie Contractante transmettra aux aérodromes sanitaires et autorisés, situés sur le territoire ou relevant de la juridiction de la Partie Contractante, toutes les informations contenues dans les notifications épidémiologiques et les communications reçues de l'UNRRA (ainsi que des bureaux régionaux avec lesquels des accords ont été conclus à cet effet), en exécution des dispositions de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, si ces informations peuvent affecter l'exercice du contrôle sanitaire dans ces aérodromes.

(9) Afin de faciliter le prompt et scrupuleux accomplissement des dispositions précédentes, les Parties Contractantes accorderont priorité à toutes communications susceptibles de permettre à l'UNRRA de juger rapidement la situation résultant de l'apparition d'une de ces maladies et d'informer les Gouvernements afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour combattre la propagation de la maladie à travers leurs frontières.

ARTICLE VIII

Supprimer le deuxième paragraphe de l'article 32.

ARTICLE IX

A l'article 34, paragraphe (b), après l'alinéa (3), insérer ce qui suit:

(4) Les Parties Contractantes examineront favorablement la possibilité de faire vacciner contre le typhus toutes les personnes se trouvant à bord qui seraient exposées au danger de contamination.

Les alinéas (4) et (5) de l'article 34 porteront respectivement les numéros (5) et (6).

ARTICLE X

A l'article 35 (b) (3) substituer ce qui suit:

(3) Toute personne que, à juste raison, l'on suspecte d'avoir été exposée à l'in-

and who, in the opinion of the sanitary authority, are not sufficiently protected by recent vaccination, or by a previous attack of smallpox, may be subjected to vaccination or to observation or to surveillance, or to vaccination followed by observation or surveillance, the period of observation or surveillance being specified according to the circumstances, but in any event not exceeding 14 days, reckoned from the date of arrival of the aircraft.

The final paragraph of article 35 shall be deleted and the following substituted:

For the purpose of this article «recent vaccination» shall be taken as meaning evidence of successful vaccination not more than 3 years or less than 14 days previously, or evidence of an immune reaction.

ARTICLE XI

Article 36 shall be deleted and the following substituted:

The Contracting Parties agree:

(1) That persons suffering, or suspected to be suffering, from yellow fever shall not be allowed to embark on aircraft on international flight.

(2) That they will take all possible measures to establish the existence or non-existence of yellow fever within their territories. For this purpose, in territories where endemicity of yellow fever is suspected, in cases where the person dies within 10 days from the onset of any undiagnosed febrile illness, it is important that a specimen of liver tissue be taken, if necessary by viscerotomy, for histopathological examination. In endemic areas a sample of blood for a yellow fever immunity test should, in addition, wherever possible, be taken from all persons suffering from an undiagnosed fever, and

fection et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, n'est pas suffisamment protégée par une vaccination récente ou par une attaque antérieure de variole, peut être soumise soit à la vaccination, ou à l'observation, ou à la surveillance, soit à la vaccination suivie d'observation ou de surveillance, la durée de l'observation ou de la surveillance étant fixée suivant les circonstances, mais ne devant en aucun cas dépasser quatorze jours à dater de l'arrivée de l'aéronef.

Au dernier paragraphe de l'article 35 substituer ce qui suit:

Pour l'application du présent article, l'expression «vaccination récente» sera considérée comme signifiant que preuve a été fournie d'une vaccination faite avec succès au moins quatorze jours et pas plus de trois ans auparavant; ou que preuve a été fournie que le porteur présente une réaction d'immunité.

ARTICLE XI

A l'article 36 substituer ce qui suit:

Les Parties Contractantes conviennent que:

(1) Les personnes atteintes, ou soupçonnées d'être atteintes de fièvre jaune, ne pourront être admises à s'embarquer à bord d'un aéronef pour un voyage international.

(2) Les Parties Contractantes prendront toutes les mesures possibles pour établir l'existence ou la non-existence de la fièvre jaune sur leurs territoires. A cette fin, dans les territoires où l'on suspecte la présence de la fièvre jaune à l'état endémique, s'il existe des cas de malades mourant dans les dix jours après le début d'une maladie fébrile non diagnostiquée, il est important qu'un spécimen des tissus du foie soit prélevé, si nécessaire par viscérotomie, pour examen histopathologique. En outre, dans les zones d'endémicité, on fera, si possible, un prélèvement de sang pour rechercher la

if the cause of the fever remains doubtful and the patient recovers, a second sample should be collected at the end of the third week from the onset of illness.

(3) For the purpose of quarantine control, UNRRA in consultation with the governments concerned and, as regards the Western Hemisphere, with the Pan American Sanitary Bureau, shall define the boundaries of endemic yellow fever areas.

(4) That they shall use their best endeavors to secure that all persons who are likely to land in an endemic yellow fever area shall be inoculated against yellow fever 10 days before arrival in the area and that, so long as such persons remain in the area, they shall be re-inoculated every 4 years.

(5) (a) That inoculation against yellow fever shall be required for all regular staff employees and crews using authorized aerodromes situated in endemic yellow fever areas.

(b) That in areas in which yellow fever does not exist, but in which there may be conditions permitting of its development, inoculation of such personnel is recommended.

(6) That all persons inoculated in compliance with the provisions of paragraphs (4) and (5) of this article shall be furnished with and carry an Inoculation Certificate signed by the officer carrying out the inoculation. This certificate shall conform to the International Form of Certificate of Inoculation against yellow fever annexed hereto.

(7) That persons in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate shall not for the purpose of the control of yellow fever be subjected to quarantine restrictions.

réaction d'immunité à la fièvre jaune sur chaque personne atteinte d'une fièvre non diagnostiquée; si la cause de la fièvre reste douteuse, et si le malade guérit, un second prélèvement de sang devrait être fait à la fin de la troisième semaine à partir du début de la maladie.

(3) Aux fins de l'application du régime de quarantaine, l'UNRRA devra, en consultation avec les gouvernements intéressés, et, en ce qui concerne l'hémisphère occidental, avec le Bureau d'hygiène panaméricain, délimiter les zones où la fièvre jaune existe à l'état endémique.

(4) Les Parties Contractantes s'efforceront de veiller à ce que toutes personnes qui pourraient être appelées à atterrir dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune soient vaccinées contre la fièvre jaune dix jours avant l'arrivée dans cette zone et ensuite revaccinées tous les quatre ans aussi longtemps qu'elles y séjourneront.

(5) (a) La vaccination contre la fièvre jaune sera obligatoire pour tout le personnel ordinaire et les équipages utilisant des aérodromes autorisés situés dans les zones d'endémicité de la fièvre jaune.

(b) Dans les régions où la fièvre jaune n'existe pas, mais où les conditions de son développement existent, la vaccination de ce personnel et des équipages est recommandée.

(6) Toutes les personnes vaccinées en exécution des dispositions des paragraphes (4) et (5) du présent article seront munies d'un certificat de vaccination signé par l'agent ayant effectué la vaccination et devront en être porteurs. Ce certificat doit être conforme à le modèle international de certificat de vaccination contre la fièvre jaune annexée ci-après.

(7) Les personnes en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune ne seront pas soumises aux restrictions de quarantaine instituées pour combattre la fièvre jaune.

(8) That in place of a valid anti-yellow fever inoculation certificate, a certificate that the bearer has recovered from an attack of yellow fever and that his blood contains immune bodies against yellow fever, as proved by a test carried out by an institute regularly carrying out biological tests for yellow fever and approved for this purpose by the government of the country concerned, will be accepted.

(9) That any person not in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate shall be considered to have been exposed to the risk of contracting yellow fever during the period of his stay in an endemic yellow fever area.

(10) That UNRRA shall lay down standards with which yellow fever vaccine shall conform.

(11) That they will make arrangements to test at frequent intervals the activity of the yellow fever immunizing vaccine in use in order to ensure that its immunizing properties are satisfactory, and for this purpose agree that UNRRA in consultation with the governments concerned and, as regards the Western Hemisphere, with the Pan American Sanitary Bureau, shall designate from time to time institutes which are approved for the carrying out of such tests.

ARTICLE XII

Article 38 shall be deleted and the following substituted:

Notwithstanding article 4 of the 1933 Convention, every aerodrome which receives aircraft to which the 1933 Convention as amended applies (article 1, 1, second paragraph) and which is situated in a region, that is to say, a part of a territory, in which yellow fever exists in a form clinically, biologically, or pathologically recognizable shall be made a sanitary aerodrome as defined in the 1933 Con-

(8) A défaut d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, on acceptera un certificat attestant que le porteur est remis d'un accès de fièvre jaune et que son sang contient des anti-corps contre la fièvre jaune, la preuve en ayant été faite par l'emploi d'un test appliqué par un institut exécutant habituellement des tests biologiques de fièvre jaune et agréé à cet effet par le gouvernement du pays intéressé.

(9) Toute personne ne possédant pas un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune sera considérée comme ayant été exposée au risque de contagion pendant la durée de son séjour dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune.

(10) L'UNRRA établira les standards auxquels le vaccin contre la fièvre jaune devra répondre.

(11) Les Parties Contractantes prendront des dispositions pour vérifier à de fréquents intervalles l'efficacité du vaccin d'immunisation en usage contre la fièvre jaune. A cette fin, l'UNRRA désignera de temps à autre, en consultation avec les gouvernements intéressés, et, en ce qui concerne l'hémisphère occidental, avec le Bureau d'hygiène panaméricain, les instituts qui seront agréés pour procéder à ces vérifications.

ARTICLE XII

A l'article 38 substituer ce qui suit:

Nonobstant l'article 4 de la Convention de 1933, tout aérodrome recevant un aéronef auquel s'applique la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention (article 1, 1, deuxième paragraphe), et qui est situé dans une région (c'est-à-dire une partie d'un territoire) où la fièvre jaune existe sous une forme cliniquement, biologiquement ou anatomo-pathologiquement décelable, sera dé-

vention, and in addition, shall be:

(1) Situated at an adequate distance from the nearest inhabited center *;

(2) Provided with arrangements for a water supply completely protected against mosquitoes, and kept as free as possible from mosquitoes by systematic measures for the suppression of breeding places and the destruction of the insects in all stages of development;

(3) Provided with mosquito-proofed dwellings for the crews of the aircraft and for the staff of the aerodrome;

(4) Provided with a mosquito-proofed dwelling in which passengers can be accommodated or hospitalized.

With a view to the elimination of insect vectors of yellow fever, the Contracting Parties will render and maintain free from such vectors (a) aerodromes and their surroundings in endemic yellow fever areas, and (b) aerodromes not situated in endemic yellow fever areas but exposed to the risk of the introduction of the disease.

As an immediate precaution against the carriage of vectors of yellow fever, disinsection of aircraft shall be carried out at each aerodrome within an endemic yellow fever area, particularly on departure from the last aerodrome in an endemic yellow fever area.

Health authorities in any territory within an endemic

signé comme un aéroport sanitaire, selon la définition de la Convention de 1933, et devra en outre:

(1) Être situé à une distance adéquate des lieux habités les plus proches *;

(2) Être pourvu d'un système d'approvisionnement en eau complètement protégé contre les moustiques, et être maintenu autant que possible libre de moustiques par des mesures systématiques de suppression des nids d'incubation et de destruction des insectes à tous les stades de leur développement;

(3) Être pourvu d'habitations à l'épreuve des moustiques pour les équipages et le personnel de l'aéroport;

(4) Être pourvu d'habitations à l'épreuve des moustiques pour le logement et l'hospitalisation des passagers.

Afin d'éliminer les insectes vecteurs de la fièvre jaune, les Parties Contractantes rendront et maintiendront libres de ces insectes: (a) les aéroports et leurs environs dans les zones d'endémicité de la fièvre jaune; (b) les aéroports situés hors des zones d'endémicité, mais dans lesquels la maladie risque d'être introduite.

Comme mesure immédiate contre le transport des vecteurs de la fièvre jaune, une désinsection des aéronefs sera effectuée à chaque aéroport situé dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune et, particulièrement, au départ du dernier aéroport situé dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune.

Dans tout territoire compris dans une zone d'endé-

micité de la fièvre jaune, les autorités sanitaires auront toute latitude pour imposer, à l'égard d'autres territoires situés dans cette même zone, les mesures de quarantaine qui sont autorisées par la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention. Les passagers en bonne santé et les membres de l'équipage non porteurs de certificat valable de vaccination ne pourront être retenus à l'aéroport de départ. Ils seront autorisés à partir, les mesures de quarantaine nécessaires étant prises au premier aéroport d'arrivée dans une zone menacée.

ARTICLE XIII

*Articles 39 to 46 inclusive shall be deleted *.*

ARTICLE XIV

Article 47 shall be deleted, and the following substituted:

(1) In territories in which yellow fever does not exist, but in which there may be conditions which permit of its development:

(a) Authorized aerodromes shall conform to the requirements set forth in article 38 of the 1933 Convention as hereby amended;

(b) Upon arrival at the first aerodrome of call aircraft which have proceeded from endemic yellow fever areas shall be disinfected.

(2) All persons traveling by air from an endemic yellow fever area to one in which yellow fever does not exist but in which there may be conditions which permit of its development, shall be dealt with in the following manner, at the first

ARTICLE XIII

*Les articles 39 à 46 inclusivement sont supprimés *.*

ARTICLE XIV

A l'article 47 substituer ce qui suit:

(1) Dans les territoires où la fièvre jaune n'existe pas, mais où les conditions pourraient en permettre le développement:

(a) Les aéroports autorisés devront se conformer aux prescriptions de l'article 38 de la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention;

(b) À l'arrivée au premier aéroport, les aéronefs provenant d'une zone d'endémicité de la fièvre jaune seront désinsectés.

(2) Toute personne faisant par voie aérienne un voyage d'une zone d'endémicité de la fièvre jaune vers une autre zone où la fièvre jaune n'existe pas, mais où les conditions pourraient en permettre le développement, sera traitée de

* For the purpose of mosquito control the perimeter of the aerodrome should be defined as the line enclosing the area containing the aerodrome buildings and any land used or intended to be used for the parking of aircraft. A building-free zone of 400 meters should be maintained around the perimeter of all aerodromes on main air lines of communications within endemic yellow fever areas.

* Pour tout ce qui concerne la lutte contre les moustiques, le périmètre de l'aéroport sera défini comme la ligne qui circonscrit la zone où se trouvent les bâtiments de l'aéroport et tout terrain utilisé ou susceptible d'être utilisé pour le stationnement des aéronefs. Une zone non construite de 400 mètres doit être maintenue autour du périmètre de tout aéroport situé sur les grandes lignes de communication aériennes et qui se trouve dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune.

* In view of the deletion of article 40, compliance with the requirements of article 38 as amended shall no longer cause aerodromes situated in an endemic yellow fever area to be regarded as «antiamaril aerodromes» and separate local areas. Passengers landing at such aerodromes shall submit to the measures laid down in article 38 as required.

* Par suite de la suppression de l'article 40, l'application des prescriptions de l'article 38, modifié, n'aura plus pour effet de faire considérer les aéroports situés dans une zone d'endémicité de la fièvre jaune comme «aéroports antiamaril» et comme zones séparées. Les passagers atterrissant à ces aéroports seront soumis aux mesures définies à l'article 38, selon les nécessités du cas.

stopping place in the latter area :

(a) If they are in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate they shall be allowed to proceed without any quarantine restrictions with respect to yellow fever.

(b) If they are not in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate, they may be isolated in properly screened quarters until the certificate becomes valid or until 6 days have elapsed, whichever is the lesser.

(3) Notwithstanding the preceding provisions of this article, the Contracting Parties may (but only in the most exceptional cases) issue certificates of urgency to non-inoculated persons whose unobstructed passage is absolutely and immediately essential on grounds of high policy, certifying that a passage without hindrance to the bearer of the certificate is urgently necessary.

The precise form and method of issue of the certificate and the nature of the certifying authority shall be a matter for arrangement and communication between governments concerned.

The Contracting Parties undertake to grant unimpeded passage to bearers of such certificates but the movements of such certificate holders will, whenever possible, be restricted during stops on air routes to adequately screened quarters which will not be left except to re-enter the aircraft.

ARTICLE XV

The first line of article 51 shall be altered to read: «The following measures may be taken on arrival:».

la façon suivante au premier point d'arrêt dans cette autre zone :

(a) Si elle est en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, elle sera autorisée à continuer son voyage sans subir les restrictions de quarantaine concernant la fièvre jaune.

(b) Si elle n'est pas en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, elle pourra être isolée dans des locaux dûment pourvus de grillages jusqu'au moment où le certificat deviendra valable ou jusqu'à l'expiration d'un délai de six jours, suivant que l'une ou l'autre circonstance se produira la première.

(3) Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les Parties Contractantes peuvent (mais seulement dans des cas tout à fait exceptionnels) délivrer à des personnes non-vaccinées dont le libre passage est absolument et immédiatement essentiel pour des raisons de haute politique, des certificats d'urgence attestant qu'il est de nécessité urgente de laisser passer sans entraves le porteur du certificat.

La forme exacte et le mode de délivrance du certificat, ainsi que le caractère de l'autorité qui aura qualité pour l'émettre, feront l'objet d'arrangements et de communications entre les gouvernements intéressés.

Les Parties Contractantes s'engagent à accorder le libre passage aux porteurs de ces certificats, mais les déplacements de ces personnes seront, autant que possible, restreints pendant les escales sur les lignes aériennes à des locaux dûment pourvus de grillages qu'elles ne devront quitter que pour se rendre à l'aéronef.

ARTICLE XV

A l'article 51 la première ligne sera modifiée comme suit: «Les mesures suivantes peuvent être prises à l'arrivée:».

ARTICLE XVI

Article 53 shall be deleted and the following substituted:

Persons who, on their arrival at an aerodrome, are considered, under the terms of part III of the 1933 Convention as hereby amended, liable to surveillance* up to the expiration of the period of incubation of the disease, may nevertheless continue the voyage on condition that the fact is notified to the authorities of subsequent landing places and of the place of arrival by some method sufficient to secure that they can be subjected to medical inspection in any subsequent aerodromes on the route.

Persons who are liable to observation* under the terms of article 26 of the 1933 Convention shall not be authorized, until the expiration of the period of incubation, to continue their voyage except, in the case of diseases other than yellow fever, with the approval of the sanitary authorities of the next stopping place.

ARTICLE XVII

The first paragraph of article 54 shall be deleted and the following substituted:

In applying sanitary measures to an aircraft coming from an infected local area, the sanitary authority of each aerodrome

* IN ALL CASES where this Convention provides for surveillance, surveillance may not be replaced by observation except:

(a) In circumstances in which it would not be practicable to carry out surveillance with sufficient thoroughness; or

(b) If the risk of the introduction of infection into the country is considered to be exceptionally serious; or

(c) If the person who would be subject to surveillance cannot furnish adequate sanitary guarantees.

Persons under observation or surveillance shall submit themselves to any examination which the competent sanitary authority may consider necessary.

ARTICLE XVI

A l'article 53 substituer ce qui suit:

Tout personne qui, à son arrivée dans un aéroport, est considérée, aux termes de la partie III de la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention, comme astreinte à être placée en surveillance* jusqu'à la fin de la période d'incubation de la maladie, peut néanmoins continuer son voyage, à la condition que le fait soit notifié aux autorités des territoires où elle doit atterrir, ainsi qu'à celles du territoire d'arrivée, par une méthode garantissant que l'intéressé sera soumis à l'inspection médicale aux aéroports situés de long de la route.

Aucune personne astreinte à être mise en observation* aux termes de l'article 26 de la Convention de 1933 ne sera autorisée, jusqu'à l'expiration de la période d'incubation, à continuer son voyage, excepté, dans les cas de maladies autres que la fièvre jaune, avec l'autorisation des autorités sanitaires du point d'arrêt suivant.

ARTICLE XVII

Au paragraphe premier de l'article 54 substituer ce qui suit:

En appliquant des mesures sanitaires à un aéronef provenant d'une zone infectée, l'autorité sanitaire de chaque aéroport

* DANS TOUS LES CAS où la présente Convention prescrit une surveillance, celle-ci ne pourra être remplacée par l'observation, excepté:

(a) Dans les circonstances où la surveillance ne pourrait être exercée avec le soin nécessaire;

(b) Si le risque d'introduire une maladie infectieuse dans le pays est considéré comme exceptionnellement sérieux;

(c) Si la personne qui doit faire l'objet de la surveillance ne peut fournir les garanties sanitaires suffisantes.

Les personnes en observation ou sous surveillance se soumettront à tout examen que l'autorité sanitaire compétente pourrait juger nécessaire.

shall, to the greatest possible extent, take into account all measures which have already been applied to the aircraft, in another sanitary aerodrome abroad or in the same country, and which are duly noted in the Aircraft Declaration of Health referred to in article IV of the present Convention.

To article 54 the following paragraph shall be added:

In view of the special risk of conveying insect vectors of malaria and other diseases by aircraft on international flight, all such aircraft leaving affected areas will be disinsected. Notwithstanding the terms of article 54 of the 1933 Convention as hereby amended, further disinsectization of the aircraft on or before arrival may be required if there is reason to suspect the importation of insect vectors.

And the Contracting Parties have further agreed as follows:

ARTICLE XVIII

The present Convention shall come into force as soon as it has been signed or acceded to on behalf of ten or more governments.

ARTICLE XIX

The present Convention shall supplement and be read as one with the 1933 Convention, which as hereby amended remains in full force between the Contracting Parties, and whenever any provision of the 1933 Convention contains a reference to another provision, the reference shall be deemed to be a reference to that provision as modified by any amendments effected thereto by the present Convention.

doit, dans toute la mesure du possible, tenir compte de toutes mesures déjà appliquées à l'aéronef dans un autre aérodrome sanitaire, soit à l'étranger, soit dans le pays même, et dûment constatées dans la déclaration de santé d'aéronef prévue par l'article IV de la présente Convention.

A l'article 54 ajouter le paragraphe suivant:

En raison du risque spécial de transport, par les aéronefs effectuant des voyages internationaux, d'insectes vecteurs de la malaria et d'autres maladies, tout aéronef quittant une zone infectée doit être désinsectisé au départ. Nonobstant les termes de l'article 54 de la Convention de 1933, telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention, une désinsectisation subséquente de l'aéronef peut être exigée avant l'arrivée ou à l'arrivée s'il y a des raisons de soupçonner l'importation d'insectes vecteurs.

En outre, les Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE XVIII

La présente Convention entrera en vigueur aussitôt qu'elle aura été acceptée, par voie de signature ou d'adhésion, par dix gouvernements au moins.

ARTICLE XIX

La présente Convention complètera la Convention de 1933 et sera considérée comme formant un tout avec elle. Ladite Convention, telle qu'elle est modifiée par la présente Convention, demeure pleinement en vigueur entre les Parties Contractantes. Lorsqu'une disposition de la Convention de 1933 contient une référence à une autre disposition, cette référence sera considérée comme étant une référence à la disposition en question, telle qu'elle résulte de toutes modifications qui y sont apportées par la présente Convention.

ARTICLE XX

After January 15, 1945, the present Convention shall be open to accession by any government not a signatory. Accessions shall be notified in writing to the Government of the United States of America.

Accessions notified after the entry into force of the present Convention shall become effective with respect to each government upon the notification of its accession.

ARTICLE XXI

Any Contracting Party may on signature or accession declare that the present Convention does not apply to all or any of its colonies, overseas territories, territories, under its protection, suzerainty, or authority, or territories in respect of which it exercises a mandate. The present Convention may at any time thereafter be applied to any such territory by notification in writing to the Government of the United States of America, and the Convention shall apply to the territory concerned from the date of the receipt of the notification by the Government of the United States of America.

ARTICLE XXII

The Government of the United States of America shall give notice in writing to governments parties to the 1933 Convention and to governments parties to the present Convention, of all signatures and accessions to the present Convention and of all notifications regarding the territories to which the present Convention is to be applied.

ARTICLE XXIII

The present Convention shall remain in force as to each Contracting Party until either

(1) Such Party shall become bound by a further Convention amending or superseding the 1933 Convention, or

ARTICLE XX

A partir du 15 janvier 1945, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout gouvernement qui n'en est pas signataire. Les adhésions seront notifiées par écrit au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Les adhésions notifiées après l'entrée en vigueur de la présente Convention deviendront effectives à l'égard de chaque gouvernement lors de la notification de son adhésion.

ARTICLE XXI

Toute Partie Contractante peut, en signant la présente Convention ou en y adhérant, déclarer qu'elle ne s'applique pas à tout ou partie de ses colonies, territoires d'outremer, territoires placés sous sa protection, suzeraineté ou autorité, ou territoires pour lesquels elle exerce un mandat. La présente Convention pourra à tout moment ultérieur être rendue applicable à l'un quelconque de ces territoires par une notification écrite adressée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique; la Convention s'appliquera à ce territoire à partir de la réception de la notification par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE XXII

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique informera par écrit les gouvernements parties à la Convention de 1933 ainsi que les gouvernements parties à la présente Convention, de toutes signatures et adhésions à la présente Convention, ainsi que de toutes notifications concernant les territoires auxquels la présente Convention est rendue applicable.

ARTICLE XXIII

La présente Convention demeurera en vigueur pour chaque Partie Contractante jusqu'à ce que

(1) Cette Partie se trouve liée par une convention ultérieure modifiant ou remplaçant la Convention de 1933, ou que

(2) The expiration of eighteen months from the date on which the present Convention enters into force, whichever shall be the earlier.

ARTICLE XXIV

The original of the present Convention shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America and shall be opened for signature at Washington on December 15, 1944, where it shall remain open for signature until January 15, 1945. Certified copies hereof shall be furnished by the Government of the United States of America to each of the governments on behalf of which this Convention is signed or acceded to and to each of the governments parties to the 1933 Convention.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned plenipotentiaries, having deposited their full powers, found to be in due and proper form, sign the present Convention in the English and French languages, both texts being equally authentic, on behalf of their respective governments, on the dates appearing opposite their signatures.

For the French Republic:

André Mayer. January 5, 1945.

For Poland:

Jan Ciechanowski. January 5, 1945.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

At the time of signing the present Convention I declare that my signature does not cover any of the territories referred to in Article Twenty-One of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1944.

Halifax. January 5, 1945.

For the United States of America:

Subject to ratification.

E. R. Stettinius, Jr. January 5, 1945.

For China:

J. Heng Liu. January 11, 1945.

(2) Une période de dix-huit mois se soit écoulée à dater du jour où la présente Convention entrera en vigueur, selon que l'une ou l'autre circonstance se produira la première.

ARTICLE XXIV

Le texte original de la présente Convention sera déposé aux archives du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et sera ouvert à la signature le 15 décembre 1944, à Washington, où il demeurera ouvert à la signature jusqu'au 15 janvier 1945. Des copies certifiées conformes en seront fournies par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique à chacun des gouvernements par lesquels cette Convention aura été acceptée, par voie de signature ou d'adhésion, ainsi qu'à chacun des gouvernements parties à la Convention de 1933.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont signé les textes anglais et français de la présente Convention, les deux versions faisant également foi, au nom de leurs gouvernements respectifs, aux dates figurant en regard de leurs signatures.

For the Union of South Africa:

S. F. N. Gie. January 13, 1945.

For Egypt:

With the following reservations:

1. That this signature does not affect in any way the relations of the Egyptian Government with the International Office of Public Health, Paris, or its obligations toward the Regional Office at Alexandria;

2. That this convention is subject to ratification by the Egyptian Parliament.

M. Hassan. January 15, 1945.

For Canada:

Subject to ratification.

L. B. Pearson. January 15, 1945.

For Cuba:

Esta Convención, previa la aprobación del Senado de la República, será ratificada por el Ejecutivo.

Gmo Belt. January 15, 1945.

For the Dominican Republic:

Con la reserva de que la República Dominicana no podrá ratificar esta Convención sin adherirse, al mismo tiempo, a las Convenciones de París y de La Haya, y que por virtud de disposiciones constitucionales de la República, estos procesos estarán subordinados a la previa sanción del Congreso Nacional.

Emilio G. Godoy. January 15, 1945.

For Bolivia:

Sujeto a ratificación.

V. Andrude. January 15, 1945.

For Nicaragua:

Guillermo Sevilla Sacasa. January 15, 1945.

For Peru:

With the following reservations:

1. That this Convention is signed *ad referendum*;

2. That if the execution of the said Convention would not conform with the regulations contained in the Pan American Sanitary Code of Havana, Perú will give preference to the latter.

P. G. Beltrán. January 15, 1945.

For Luxembourg:

Hugues Le Gallais. January 15, 1945.

For Ecuador:

S. E. Duran Ballen. January 15, 1945.

For Greece:

C. P. Diamantopoulos. January 15, 1945.

For Honduras:

Julían R. Cáceres. January 15, 1945.

For Haiti:

J. Thébaud. January 15, 1945.

LIST OF FORMS ATTACHED

1. Aircraft Declaration of Health.
2. Personal Declaration of Origin and Health.
3. International Certificate of Inoculation Against Cholera.
4. International Certificate of Inoculation Against Yellow Fever.
5. International Certificate of Immunity Against Yellow Fever.
6. International Certificate of Inoculation Against Typhus Fever.
7. International Certificate of Vaccination Against Smallpox.

AIRCRAFT DECLARATION OF HEALTH
(International Form)

(To be completed by the Commander of an arriving aircraft and handed to the Health Officer of the aerodrome)

Airport of Entry

- (1) Aircraft License No. Nationality
or Registration Mark
- (2) Aerodrome and Date of Departure
- (3) Aerodromes at which the aircraft alighted during the voyage and date of departure from each:

Aerodrome	Date	Aerodrome	Date

- (4) Number of crew
- (5) Number of passengers
- (6) Number of passengers disembarking
- (7) Has any person left the aircraft during the voyage on account of illness?
- (8) Has there been any case of illness (other than air sickness) during the voyage?
- (9) Has the aircraft been disinfected?
Give particulars of last three disinfections.

By whom	Place	Method	Date

- (10) Have any other sanitary measures been carried out on the aircraft during the voyage?
- (11) Have you on board any living animals, birds, insects, bacterial cultures, or viruses?

I declare that the foregoing statements are true and correct to the best of my knowledge and belief.

Date _____ Signature of Commander _____

Note: The reverse side of this form may be used by the Health Officer for the record of the disposition of aircraft and passengers.

LISTE DES MODÈLES ANNEXES

1. Déclaration de Santé d'Aéronef.
2. Déclaration Personnelle d'Origine et de Santé.
3. Certificat International de Vaccination Contre le Choléra.
4. Certificat International de Vaccination Contre la Fièvre Jaune.
5. Certificat International d'Immunité Contre la Fièvre Jaune.
6. Certificat International de Vaccination Contre le Typhus.
7. Certificat International de Vaccination Contre la Variole.

DECLARATION DE SANTÉ D'AERONEF
(Modèle International)

(A remplir à l'atterrissage par le Commandant d'un aéronef et à remettre à l'Officier de santé de l'aérodrome)

Aérodrome d'entrée

- (1) No. de licence de l'aéronef Nationalité
ou marque d'immatriculation
- (2) Aérodrome et date de départ
- (3) Aérodromes où l'aéronef s'est posé et d'où il est parti au cours du voyage.
Dates d'arrivée et de départ, pour chacun des aérodromes:

Aérodrome	Date	Aérodrome	Date

- (4) Nombre de membres de l'équipage
- (5) Nombre de passagers
- (6) Nombre de passagers débarquants
- (7) Quelqu'un a-t-il quitté l'aéronef, au cours du voyage, pour cause de maladie?
- (8) Y a-t-il eu des cas de maladie pendant le voyage?
- (9) L'aéronef a-t-il été désinsectisé?
Donnez des détails sur les trois dernières désinsectisations.

Par qui?	Où?	Méthode	Date

- (10) D'autres mesures sanitaires ont-elles été prises à l'égard de l'aéronef au cours du voyage?
- (11) Avez-vous à bord, vivants, des animaux, des oiseaux, des insectes ou des cultures bactériologiques ou des virus?

Je déclare que les mentions figurant ci-dessus sont, autant que je sache et suis fondé à croire, exactes et conformes à la vérité.

Date _____ Signature du Commandant _____

Note: Le verso de cette formule peut être utilisé par l'Officier de santé pour y noter la décision prise à l'égard de l'aéronef et des passagers.

PERSONAL DECLARATION OF ORIGIN AND HEALTH
(International Form)

(For passengers on aircraft)

Port of Arrival:

1. Name in full _____
(BLOCK LETTERS, Surname first)
2. Nationality: _____
3. Passport number: _____
4. Permanent (home) address: _____
5. Precise address to which immediately proceeding: _____
6. State where you spent the fourteen nights prior to arrival in this country:

Last night _____	8 nights ago _____
2 nights ago _____	9 nights ago _____
3 nights ago _____	10 nights ago _____
4 nights ago _____	11 nights ago _____
5 nights ago _____	12 nights ago _____
6 nights ago _____	13 nights ago _____
7 nights ago _____	14 nights ago _____

7. I am in possession of a certificate of inoculation or vaccination against:

Cholera
Yellow fever
Typhus
Smallpox

8. I declare that I have had no illness within the past fourteen days except as follows:

I declare that the information given above is correct to the best of my knowledge and belief.

Signature: _____

Date: _____

**INTERNATIONAL CERTIFICATE OF INOCULATION
AGAINST CHOLERA**

THIS IS TO CERTIFY THAT _____
(Age _____ Sex _____) whose signature appears below
was on the dates indicated inoculated against cholera.

Date	Material		Inoculating Officer	
	Origin	Batch No. and Type	Signature	Official Title

(Signature of person inoculated)

(Home address)

(Date)

Official Stamp
of
Inoculating Officer

(This certificate is not valid for more
than 6 months from date of issue)

DECLARATION PERSONNELLE D'ORIGINE ET DE SANTÉ
(Modèle International)

(Pour les passagers d'aéronefs)

Port d'arrivée:

1. Nom et prénoms _____
(CARACTÈRES D'IMPRIMERIE, Nom d'abord)
2. Nationalité: _____
3. Numéro du passeport: _____
4. Adresse permanente (domicile): _____
5. Adresse précise de la destination immédiate: _____
6. Indiquer où vous avez passé les quatorze dernières nuits précédant l'arrivée dans ce pays:

Hier soir _____	Il y a huit jours _____
Avant-hier soir _____	Il y a neuf jours _____
Il y a trois jours _____	Il y a dix jours _____
Il y a quatre jours _____	Il y a onze jours _____
Il y a cinq jours _____	Il y a douze jours _____
Il y a six jours _____	Il y a treize jours _____
Il y a sept jours _____	Il y a quatorze jours _____

7. J'ai en ma possession un certificat de vaccination contre:

le Choléra
la Fièvre jaune
le Typhus
le Variole

8. Je déclare que je n'ai pas été malade durant les quatorze derniers jours, à l'exception de:

Je déclare que les informations ci-dessus sont exactes autant que je sache et suis fondé à croire.

Signature: _____

Date: _____

**CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION
CONTRE LE CHOLÉRA**

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE _____
(Age _____ Sexe _____) dont la signature apparaît ci-dessous a été vacciné(e) contre le choléra aux dates indiquées.

Date	Produit		Fonctionnaire pratiquant la vaccination	
	Origine	No. du lot et type	Signature	Titre officiel

(Signature de la personne vaccinée)

(Domicile)

(Date)

Timbre officiel du fonctionnaire
pratiquant la vaccination

Ce certificat n'est valable que pour six
mois à compter de la date de délivrance)

**INTERNATIONAL CERTIFICATE OF INOCULATION
AGAINST YELLOW FEVER**

THIS IS TO CERTIFY THAT _____
(Age _____ Sex _____) whose signature appears below has
this day been inoculated by me against yellow fever.

Origin and Batch No. of vaccine _____

Signature of inoculating officer _____

Official position _____

Place _____ Date _____

(Signature of person inoculated)

(Home address)

Official Stamp of
Inoculating Officer

Footnote:

This certificate is not valid:

- (a) unless the vaccine and the method employed have been approved by UNRRA;
- (b) until 10 days after the date of the inoculation except in the case of persons re-inoculated within 4 years;
- (c) for more than 4 years from the date of the last inoculation.

**CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION
CONTRE LA FIÈVRE JAUNE**

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE _____
(Age _____ Sexe _____) dont la signature apparaît ci-
dessous a été vacciné(e) aujourd'hui par moi contre la fièvre jaune.

Origine du vaccin et numéro du lot _____

Signature du fonctionnaire pratiquant la vaccination _____

Fonction officielle _____

Lieu _____ Date _____

(Signature de la personne vaccinée)

(Domicile)

Timbre officiel du fonctionnaire
pratiquant la vaccination

Note:

Ce certificat n'est valable que:

- (a) si le vaccin et la méthode employée ont été approuvés par l'UNRRA;
- (b) après l'expiration des dix jours suivant la date de la vaccination, excepté dans le cas de personnes revaccinées dans un délai de quatre ans;
- (c) pendant quatre ans à partir de la date de la dernière vaccination.

**INTERNATIONAL CERTIFICATE OF IMMUNITY
AGAINST YELLOW FEVER**

THIS IS TO CERTIFY THAT _____
(Age _____ Sex _____) whose signature appears below is
immune to yellow fever as the result of an attack of the disease.
This immunity has been demonstrated by the mouse protection
test.

Date of bleeding _____ Place of bleeding _____

Name of Laboratory performing test _____

Location of Laboratory _____

Date of Test _____

Result of Test _____

Signature of Laboratory director _____

(Signature of person tested)

Official Stamp
of Laboratory

(Home address)

Footnote:

This certificate is not valid:

- (a) unless the Laboratory performing the blood test and the method employed have been approved by UNRRA;
- (b) for more than 10 years from the date of the blood test.

**CERTIFICAT INTERNATIONAL D'IMMUNITÉ
CONTRE LA FIÈVRE JAUNE**

CE DOCUMENT CERTIFIE QUE _____
(Age _____ Sexe _____) soussigné est immunisé contre la
fièvre jaune en raison d'avoir déjà eu cette maladie. Cette immu-
nité a été démontrée par le test de protection, sur la souris.

Date de la saignée _____ Lieu de la saignée _____

Nom du laboratoire qui s'est chargé du test _____

Lieu où se trouve le laboratoire _____

Date du test _____

Résultat du test _____

Signature du Directeur du Laboratoire _____

(Signature de la personne soumise au test)

Timbre officiel
du Laboratoire

(Domicile)

Note:

Ce certificat n'est pas valable:

- (a) si le laboratoire qui a procédé au test de protection et la méthode employée n'ont pas été approuvés par l'UNRRA;
- (b) si plus de dix ans se sont écoulés depuis de la date d'exécution du test.

INTERNATIONAL CERTIFICATE OF INOCULATION AGAINST TYPHUS FEVER

THIS IS TO CERTIFY THAT _____

(Age _____ Sex _____) whose signature appears below was on the dates indicated inoculated against typhus fever.

Date	Material		Inoculating Officer	
	Origin	Batch No. and Type	Signature	Official Title

(Signature of person inoculated)

(Home address)

(Date)

Official Stamp
of
Inoculating Officer

(This certificate is not valid for more than 1 year from date of issue)

CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION CONTRE LE TYPHUS

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE _____

(Age _____ Sexe _____) dont la signature apparaît ci-dessous a été vacciné(e) contre le typhus aux dates indiquées.

Date	Produit		Fonctionnaire pratiquant la vaccination	
	Origine	No. du lot et type	Signature	Titre officiel

(Signature de la personne vaccinée)

(Domicile)

(Date)

Timbre officiel du fonctionnaire
pratiquant la vaccination

(Ce certificat n'est valable que pour un an à partir de la date de délivrance)

INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION AGAINST SMALLPOX

THIS IS TO CERTIFY THAT _____

(Age _____ Sex _____) whose signature appears below has this day been vaccinated by me against smallpox.

Origin and Batch No. of vaccine _____

Signature of Vaccinator _____

Official
Stamp

Official Position _____

Place _____ Date _____

Signature of person vaccinated _____

Home address _____

Important Note. In the case of primary vaccination the person vaccinated should be warned to report to a medical practitioner between the 8th and 14th day, in order that the result of the vaccination may be recorded on this certificate. In the case of revaccination the person should report within 48 hours for first inspection in order that any immune reaction which has developed may be recorded.

THIS IS TO CERTIFY THAT the above vaccination was inspected by me on the date(s) and with the result(s) shown hereunder:

Date of Inspection

Result

Signature of Doctor _____

Official
Stamp

Official Position _____

Place _____ Date _____

Use one or other of the following terms in stating the result, viz: «Reaction of immunity», «Accelerated reaction (vaccinoid)», «Typical primary vaccinia». A certificate of «No reaction» will not be accepted.

Signature of person vaccinated _____

(This certificate is not valid for more than 8 years from date of issue)

CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION CONTRE LA VARIOLE

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE _____

(Age _____ Sexe _____) dont la signature apparaît ci-dessous a été vacciné(e) aujourd'hui par moi contre la variole.

Origine du vaccin et numéro du lot _____

Signature de la personne pratiquant la vaccination _____

Timbre
officiel

Fonction officielle _____

Lieu _____ Date _____

Signature de la personne vaccinée _____

Domicile _____

Observation importante. Dans le cas d'une première vaccination, la personne vaccinée doit être invitée à se présenter à un médecin entre le 8^{ème} et le 14^{ème} jour, afin que le résultat de cette vaccination puisse être porté sur le certificat. Dans le cas d'une revaccination, la personne vaccinée doit se présenter dans les quarante-huit heures pour un premier examen, afin que toute réaction d'immunité qui se serait produite puisse être constatée.

LE PRÉSENT DOCUMENT CERTIFIE QUE la vaccination mentionnée ci-dessus a été contrôlée par moi à la date ou aux dates suivantes, et avec les résultats suivants:

Date du contrôle

Résultats

Signature du médecin _____

Timbre
officiel

Fonction officielle _____

Lieu _____ Date _____

Employer les termes suivants pour indiquer les résultats: «Réaction d'immunité», «Réaction accélérée (vaccinoïde)», «Réaction primaire typique de vaccination». Un certificat portant «Sans réaction» ne sera pas valable.

Signature de la personne vaccinée _____

(Ce certificat n'est valable que pour trois ans à compter de la date de délivrance)

(Tradução)

Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944

Modificando a Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 12 de Abril de 1933

Os Governos signatários:

Considerando que a Secretaria Internacional de Higiene Pública, criada pelo Acordo assinado em Roma em 9 de Dezembro de 1907, não pode por agora cumprir efectivamente todas as obrigações e funções que lhe foram atribuídas pelo Anexo a este Acordo, pela Convenção Sanitária Internacional de 1926, pela Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1933 e por outras Convenções ou Acordos relativos à higiene pública;

Tendo, em conformidade com a resolução n.º 8 (2) adoptada na sua primeira sessão pelo Conselho de Administração das Nações Unidas de Socorros e Reabilitação (designada adiante por UNRRA), confiado à UNRRA o encargo de resolver este problema temporário, elaborando, a título de medidas de urgência, acordos e disposições para a notificação das doenças epidémicas, assim como para a uniformização das medidas de quarentena, sem prejuízo do estatuto da Secretaria Internacional de Higiene Pública, que, naturalmente, poderá, até à expiração da presente Convenção, retomar as obrigações e funções mencionadas acima; e tendo recebido as recomendações da UNRRA a este respeito;

Tendo acordado que, em relação às Repúblicas americanas, a Repartição Sanitária Pan-Americana desempenhará, como anteriormente, o papel de órgão geral de coordenação em matéria sanitária, nomeadamente para a reunião e distribuição geral de informações sanitárias que provenham das referidas Repúblicas ou lhes sejam destinadas, como está especificado no Código Sanitário Pan-Americano e como até aqui foi aceite pela Secretaria Internacional de Higiene Pública;

Desejando também modificar, no que lhes diz respeito, as disposições da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea assinada na Haia em 12 de Abril de 1933 (designada adiante por *Convenção de 1933*), a fim de serem tomadas em conta as condições actuais que necessitam medidas especiais para impedir a propagação das doenças epidémicas ou outras doenças contagiosas pela via aérea através das fronteiras:

Decidiram concluir uma Convenção para este fim, tendo acordado em que, uma vez que o texto autêntico da Convenção de 1933 está redigido na língua francesa, a presente Convenção será redigida em inglês e francês, fazendo ambos os textos igualmente fé, e designaram consequentemente os plenipotenciários abaixo assinados, os quais, tendo apresentado os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, acordaram em que a Convenção Sanitária Internacional de 1933 fosse modificada como segue:

ARTIGO I

Qualquer referência à Secretaria Internacional de Higiene Pública contida na Convenção de 1933 será considerada como uma referência à UNRRA.

ARTIGO II

O segundo parágrafo do artigo 1.º, alínea vi, é substituído pelo que segue:

A palavra *vigilância* significa que as pessoas não são isoladas, que obtêm imediatamente a livre prática, mas que a autoridade sanitária da localidade ou localidades a que se dirigem é avisada da sua chegada. Poderão ser sujeitas no lugar da chegada a um exame médico e ao interrogatório necessário para averiguação do seu estado de saúde. Em qualquer território onde a Parte Contratante competente o julgue necessário, a vigilância pode

compreender a obrigação de se apresentar à chegada, e depois com intervalos fixos durante a duração da vigi-lância, ao funcionário de saúde da cidade, da região ou da localidade para onde os interessados se dirigem.

ARTIGO III

Ao artigo 1.º acrescentar as definições seguintes:

VIII. Os termos *tifo*, *tifo febril* e *tifo exantemático* devem ser considerados como referindo-se apenas ao tifo epidémico transmitido pelo piolho.

IX. *Zona endémica de febre amarela* é a região na qual existe a febre amarela sob uma forma que pode ser revelada por sinais clínicos, biológicos ou anátomo-patológicos.

X. *Certificado válido de vacinação contra a febre amarela* é o que atesta que o portador foi vacinado contra a febre amarela, com vacina e segundo um método aprovado pela UNRRA, se tiverem decorrido:

(1) Mais de dez dias e menos de quatro anos desde a data da vacinação;

(2) Menos de quatro anos depois da data da revacinação feita nos quatro anos seguintes à vacinação precedente;

(3) Mais de dez dias e menos de quatro anos desde a data da revacinação feita depois de um intervalo de mais de quatro anos.

XI. O termo *Stegomyia (Aedes aegypti)* deve considerar-se como compreendendo *Aedes aegypti* e todos os outros mosquitos susceptíveis de serem vectores da febre amarela.

ARTIGO IV

O artigo 9.º substituir-se-á pelo seguinte:

(1) Os passageiros fazendo uma viagem internacional em aeronave deverão, quer à chegada, quer imediatamente antes da chegada ao fim da viagem, ou, se lhes for exigido, em qualquer aeródromo em que a viagem for interrompida, preencher uma declaração pessoal de origem e de saúde;

(2) O comandante da aeronave que efectua uma viagem internacional deverá, à chegada ou imediatamente antes da chegada ao primeiro aeródromo autorizado do país em que entra, preencher uma declaração sanitária da aeronave, que entregará, logo após a sua chegada, às autoridades do aeródromo. Poder-se-á exigir a apresentação dos certificados relativos às medidas sanitárias a que, segundo a declaração, a aeronave foi submetida antes da partida ou em pontos de escala, em cumprimento da Convenção de 1933, tal como foi modificada pela presente Convenção;

(3) As aeronaves não devem exigir-se cartas de saúde;

(4) As Partes Contratantes adoptarão, tanto quanto possível, os modelos internacionais de declaração sanitária da aeronave, de declaração pessoal de origem e de saúde e de cada um dos certificados de vacinação contra a cólera, o tifo exantemático e a varíola adiante anexos ¹.

ARTIGO V

Ao artigo 13.º acrescentar o que segue:

Além disso, pode proibir-se o embarque de pessoas que não apresentem garantias sanitárias suficientes até que sejam tomadas as medidas sanitárias — despiolhamento, desinfecção de roupas, etc., ou quaisquer outras medidas que, no parecer das autoridades sanitárias, sejam necessárias para impedir a propagação da doença por via aérea.

ARTIGO VI

Ao artigo 16.º acrescentar no fim do primeiro parágrafo, depois das palavras «medidas sanitárias apropriadas», as palavras «incluindo a limpeza».

ARTIGO VII

O artigo 20.º substituir-se-á pelo seguinte:

(1) Cada Parte Contratante notificará, imediatamente e pela via mais rápida, às outras Partes Contratantes e à UNRRA:

(a) O primeiro caso de peste, cólera ou febre-amarela verificado no seu território.

(b) O primeiro caso verificado de peste, cólera ou febre-amarela que apareça fora dos limites das zonas já contaminadas.

(c) A existência duma epidemia de tifo ou de varíola.

(2) Cada uma das notificações acima prescritas deverá ser acompanhada ou seguida, no mais curto prazo, de informações pormenorizadas sobre os pontos seguintes:

(a) Lugar onde a doença apareceu.

(b) Data do seu aparecimento, sua origem e seu tipo (incluindo resumos dos exames anátomo-patológicos, logo que deles se disponha).

(c) Número de casos verificados e número de óbitos.

(d) Extensão da ou das zonas contaminadas.

(e) No caso de peste, a existência da doença ou duma mortalidade anormal dos roedores (incluindo resumos dos exames bacteriológicos, logo que deles se disponha).

(f) No caso de cólera, o número de portadores de germes, se foram descobertos.

(g) No caso da febre-amarela, a presença ou prevalência relativa (índice) de *Stegomyia (Aedes aegypti)*.

(h) Medidas tomadas.

(3) Cada Parte Contratante deve, além das doenças especificadamente visadas no artigo 18.º da Convenção de 1933, a saber: peste, cólera, febre amarela, tifo e varíola, notificar o aparecimento de qualquer outra doença contagiosa que, no parecer da UNRRA, constitua uma ameaça para outros países, pela sua propagação ou possibilidade de propagação através das fronteiras, e deve manter a UNRRA regularmente informada do desenvolvimento da doença.

(4) Além da notificação formal exigida nos parágrafos (1), (2) e (3) acima indicados, as Partes Contratantes devem, tanto quanto possível, notificar periodicamente à UNRRA as outras doenças contagiosas verificadas nos seus países.

(5) As Partes Contratantes farão com a UNRRA os acordos necessários para informar rapidamente todos os Governos interessados da aparição no país respectivo duma doença que, no parecer de UNRRA, constitua perigo para outros países, assim como das medidas em curso de execução para impedir a sua extensão por via aérea através das fronteiras.

(6) As notificações referidas nos parágrafos (1) e (2) do presente artigo deverão ser dirigidas às missões diplomáticas ou, na sua falta, às repartições consulares existentes na capital do país contaminado e serão postas à disposição das repartições consulares existentes no seu território.

(7) Estas notificações serão igualmente dirigidas à UNRRA, que as comunicará imediatamente a todas as missões diplomáticas ou, na sua falta, aos consulados em Londres ou em Washington, assim como às principais autoridades sanitárias dos países participantes da Convenção. As notificações prescritas nos parágrafos (1) e (2) do presente artigo serão comunicadas por telegrama ou rádio.

(8) A autoridade sanitária competente de cada Parte Contratante transmitirá aos aeródromos sanitários e autorizados, situados no território ou sob a jurisdição da Parte Contratante, todas as informações contidas nas

notificações epidemiológicas e as comunicações recebidas da UNRRA (assim como das secretarias regionais com as quais tenham sido concluídos acordos para este efeito), em cumprimento das disposições da Convenção Sanitária Internacional de 21 de Julho de 1926, se estas informações puderem interessar ao exercício da fiscalização sanitária naqueles aeródromos.

(9) A fim de facilitar o rápido e escrupuloso cumprimento das disposições precedentes, as Partes Contratantes concederão prioridade a todas as comunicações susceptíveis de permitir à UNRRA ajuizar rapidamente da situação resultante da aparição duma daquelas doenças e de informar os Governos, a fim de que estes possam tomar as medidas necessárias para combater a propagação da doença através das suas fronteiras.

ARTIGO VIII

Suprimir o segundo parágrafo do artigo 32.º

ARTIGO IX

No artigo 34.º, parágrafo (b), depois da alínea (3), inserir o que segue:

(4) As Partes Contratantes examinarão favoravelmente a possibilidade de fazer vacinar contra o tifo exantemático todas pessoas que se encontrem a bordo e que tenham estado expostas ao perigo de contaminação.

As alíneas (4) e (5) do artigo 34.º ficam respectivamente com os números (5) e (6).

ARTIGO X

O artigo 35.º, (b), (3) substituir-se-á pelo seguinte:

(3) Qualquer pessoa que, com justa razão, for suspeita de ter estado exposta à infecção e que, na opinião da autoridade sanitária, não estiver suficientemente protegida por vacinação recente ou por um ataque anterior de varíola, pode ser sujeita quer à vacinação, ou à observação, ou à vigilância, quer à vacinação seguida de observação ou de vigilância, devendo a duração da observação ou da vigilância ser fixada segundo as circunstâncias, mas não ultrapassar em caso algum catorze dias, a contar da data da chegada da aeronave.

O último parágrafo do artigo 35.º substituir-se-á pelo seguinte:

Para a aplicação do presente artigo a expressão «vacinação recente» será considerada como significando que foi apresentada prova da vacinação feita com resultado positivo há pelo menos catorze dias e não mais de três anos, ou que foi apresentada prova de que o portador tem reacção de imunidade.

ARTIGO XI

O artigo 36.º substituir-se-á pelo seguinte:

As Partes Contratantes acordam em que:

(1) As pessoas atingidas ou suspeitas de febre-amarela não poderão ser autorizadas a embarcar em aeronaves a fim de efectuarem viagens internacionais.

(2) As Partes Contratantes tomarão todas as medidas possíveis para averiguar da existência ou não existência da febre-amarela nos seus territórios. Para este fim, nos territórios onde haja suspeita da existência de febre-amarela no estado endémico, se aparecerem casos mortais nos últimos dez dias depois do começo duma doença febril não diagnosticada, é importante que seja colhida uma amostra de tecido hepático para exame histopatológico, sendo necessário por viscerotomia. Além disso, nas zonas de endemia far-se-ão, sendo possível, colheitas de sangue, para pesquisa da reacção de imunidade à febre-amarela, a todas as pessoas atingidas de doença febril não diagnosticada; se a causa da febre for duvidosa e se o doente cura, deve fazer-se uma segunda colheita de sangue no fim da terceira semana a partir do começo da doença.

(3) Para efeito da aplicação do regime de quarentena, a UNRRA deverá, em consulta com os Governos interessados e, no que diz respeito ao hemisfério ocidental, com a Repartição Sanitária Pan-Americana, delimitar as zonas em que a febre-amarela existe no estado endémico.

(4) As Partes Contratantes providenciarão para que todas as pessoas que possam vir a aterrar numa zona endémica da febre-amarela estejam vacinadas contra a febre amarela dez dias antes da chegada a essa zona e em seguida revacinadas de quatro em quatro anos durante todo o tempo que aí permaneçam.

(5) (a) A vacinação contra a febre-amarela será obrigatória para todo o pessoal de serviço e para as tripulações utilizando aeródromos autorizados situados nas zonas endémicas de febre-amarela.

(b) Nas regiões em que a febre-amarela não existe, mas nas quais existem condições para o seu desenvolvimento, é recomendada a vacinação desse pessoal e das tripulações.

(6) Todas as pessoas vacinadas, em cumprimento das disposições dos parágrafos (4) e (5) do presente artigo, receberão e deverão ser portadoras dum certificado de vacinação assinado pelo funcionário que a efectuou. Este atestado deve ser passado de harmonia com o modelo internacional de certificado de vacinação contra a febre-amarela adiante indicado.

(7) As pessoas que possuam um certificado válido de vacinação contra a febre-amarela não serão sujeitas às restrições de quarentena instituídas para combater a febre-amarela.

(8) Na falta de certificado válido de vacinação contra a febre-amarela aceitar-se-á um certificado atestando que o portador sofreu de febre-amarela e que o seu sangue contém anticorpos contra a febre-amarela, demonstrado por análise efectuada num instituto que execute habitualmente provas biológicas de febre-amarela e para tanto autorizado pelo Governo do país interessado.

(9) Qualquer pessoa que não possua certificado válido de vacinação contra a febre-amarela será considerada como tendo estado exposta ao risco do contágio durante o período da sua permanência numa zona endémica de febre-amarela.

(10) A UNRRA estabelecerá os tipos a que deve obedecer a vacina contra a febre-amarela.

(11) As Partes Contratantes tomarão disposições no sentido de verificar com intervalos frequentes a eficácia da vacina em uso contra a febre-amarela. Para este fim, a UNRRA designará de quando em quando, em consulta com os Governos interessados e, no que respeita ao hemisfério ocidental, com a Repartição Sanitária Pan-Americana, quais os institutos autorizados a proceder a estas verificações.

ARTIGO XII

O artigo 38.º substituir-se-á pelo seguinte:

Não obstante o artigo 4.º da Convenção de 1933, qualquer aeródromo que receba aeronaves às quais se aplique a Convenção de 1933, tal como foi modificada pela presente Convenção (artigo 1.º, I, segundo parágrafo), e que esteja situado em região (isto é, uma parte do território) onde exista a febre-amarela sob forma clínica, biológica ou anátomo-patologicamente reconhecível, será designado como aeródromo sanitário, de acordo com a definição da Convenção de 1933, e deverá, além disso:

(1) Estar situado a uma distância adequada dos lugares habitados mais próximos²;

(2) Estar provido de um sistema de abastecimento de água completamente protegido contra os mosquitos, e ser mantido, tanto quanto possível, livre de mosquitos por medidas sistemáticas de supressão dos focos de incuba-

ção e de destruição dos insectos em todas as fases do seu desenvolvimento;

(3) Estar provido de habitações à prova de mosquitos para as tripulações e pessoal do aeródromo;

(4) Estar provido de habitações à prova de mosquitos para o alojamento e hospitalização dos passageiros.

A fim de eliminar os insectos vectores da febre-amarela, as Partes Contratantes deverão tornar e manter livres destes insectos: (a) os aeródromos e suas vizinhanças nas zonas endémicas de febre-amarela; (b) os aeródromos situados fora das zonas endémicas, mas em que a doença possa ser introduzida.

Como medida imediata contra o transporte dos vectores da febre-amarela deverá efectuar-se a desinsectação das aeronaves em cada aeródromo situado numa zona endémica daquela doença e, particularmente, à partida do último aeródromo situado numa zona endémica de febre-amarela.

Em qualquer território compreendido numa zona endémica de febre-amarela as autoridades sanitárias terão toda a liberdade para impor, em relação a outros territórios situados nesta mesma zona, as medidas de quarentena que são autorizadas pela Convenção de 1933, tal como foi modificada pela presente Convenção.

Os passageiros que se encontrem de saúde e os membros da tripulação não portadores de certificado válido de vacinação não poderão ser retidos no aeródromo de partida. Serão autorizados a partir, sendo tomadas as medidas de quarentena necessárias no primeiro aeródromo de chegada a uma zona ameaçada.

ARTIGO XIII

Os artigos 39.º a 46.º, inclusive, são suprimidos³.

ARTIGO XIV

O artigo 47.º substituir-se-á pelo seguinte:

(1) Nos territórios onde não exista a febre-amarela, mas onde haja condições que possam permitir o seu desenvolvimento:

(a) Os aeródromos autorizados deverão conformar-se com as prescrições do artigo 38.º da Convenção de 1933, tal como foi modificada pela presente Convenção;

(b) A chegada ao primeiro aeródromo as aeronaves procedentes de uma zona endémica de febre-amarela serão desinsectadas.

(2) Qualquer pessoa viajando por via aérea de uma zona endémica de febre amarela para outra zona onde esta doença não exista, mas onde haja condições que possam permitir o seu desenvolvimento, será tratada no primeiro ponto de paragem destoutra zona pela forma seguinte:

(a) Se está de posse de um certificado válido de vacinação contra a febre-amarela, será autorizada a continuar a viagem sem ter de sujeitar-se às restrições de quarentena relativas à febre-amarela;

(b) Se não está de posse de um certificado válido de vacinação contra a febre-amarela, poderá ser isolada em locais devidamente protegidos com redes até ao momento em que o certificado se torne válido ou até expirar o prazo de seis dias, consoante uma ou outra das circunstâncias se verificar em primeiro lugar.

(3) Não obstante as precedentes disposições do presente artigo, as Partes Contratantes podem (mas somente em casos absolutamente excepcionais) conceder certificados de urgência a pessoas não vacinadas, cuja livre passagem seja absoluta e imediatamente essencial por razões de alta política, atestando que é de necessidade urgente deixar passar sem entraves o portador do certificado.

A forma exacta e o modo de concessão do certificado, assim como a natureza da autoridade competente para

o emitir, serão objecto de acordos e de comunicações entre os Governos interessados.

As Partes Contratantes obrigam-se a conceder livre passagem aos portadores destes certificados, mas as deslocações dessas pessoas serão, tanto quanto possível, restringidas, durante as escalas das linhas aéreas, a locais devidamente protegidos com redes e que só deverão deixar para se dirigir à aeronave.

ARTIGO XV

A primeira linha do artigo 51.º será modificada como segue: «As medidas seguintes podem ser tomadas à chegada:».

ARTIGO XVI

O artigo 53.º substituir-se-á pelo seguinte:

Qualquer pessoa que, à sua chegada a um aeródromo, seja considerada, nos termos da parte III da Convenção de 1933, tal como foi modificada pela presente Convenção, como sujeita a ficar sob vigilância ⁴ até ao fim do período de incubação da doença poderá no entanto continuar a viagem, com a condição de o facto ser notificado às autoridades do território onde deve aterrar, assim como às do território da chegada, por forma a garantir que o interessado seja sujeito à inspecção médica nos aeródromos situados ao longo da rota.

Nenhuma pessoa sujeita à observação ⁵, nos termos do artigo 26.º da Convenção de 1933, será autorizada, até expirar o período de incubação, a continuar a viagem, excepto com autorização das autoridades sanitárias do ponto de paragem seguinte, no caso de outras doenças que não seja a febre amarela.

ARTIGO XVII

O primeiro parágrafo do artigo 54.º substituir-se-á pelo seguinte:

Ao aplicar medidas sanitárias a uma aeronave procedente duma zona infectada a autoridade sanitária de cada aeródromo deve, na medida do possível, ter em consideração todas as medidas já aplicadas à aeronave num outro aeródromo sanitário, quer no estrangeiro quer no próprio país, e devidamente inscrita na declaração de saúde da aeronave, a que se refere o artigo IV da presente Convenção.

Ao artigo 54.º acrescentar o parágrafo seguinte:

Em virtude do risco especial do transporte, pelas aeronaves que efectuem viagens internacionais, de insectos vectores do paludismo e de outras doenças, qualquer aeronave que deixe uma zona infectada deve ser desinsectada à partida. Não obstante os termos do artigo 54.º da Convenção de 1933, tal como foi modificada pela presente Convenção, pode exigir-se a desinsectação subsequente da aeronave antes da chegada ou à chegada, se houver razões para suspeitar da importação de insectos vectores.

Além disso, as Partes Contratantes acordam no que segue:

ARTIGO XVIII

A presente Convenção entrará em vigor logo que tenha sido aceite, por via de assinatura ou adesão, por dez Governos, pelo menos.

ARTIGO XIX

A presente Convenção completará a Convenção de 1933 e será considerada como formando um todo com ela. A dita Convenção, tal como é modificada pela presente Convenção, permanece em pleno vigor entre as Partes Contratantes. Quando uma disposição da Convenção de 1933 faça referência a outra disposição, esta referência será considerada como constituindo uma refe-

rência à disposição em questão, tal como resulta de todas as modificações que nela são introduzidas pela presente Convenção.

ARTIGO XX

A partir de 15 de Janeiro de 1945 a presente Convenção ficará aberta à adesão de qualquer Governo não signatário. As adesões serão notificadas por escrito ao Governo dos Estados Unidos da América.

As adesões notificadas depois da entrada em vigor da presente Convenção tornar-se-ão efectivas, em relação a cada Governo, na ocasião da notificação da sua adesão.

ARTIGO XXI

Qualquer Parte Contratante, ao assinar a presente Convenção ou a ela aderir, poderá declarar que a mesma não se aplica a toda ou parte das suas colónias, territórios de além-mar, territórios colocados sob a sua protecção, suserania ou autoridade, ou territórios em que exerça mandato. A presente Convenção poderá, em qualquer ocasião ulterior, tornar-se aplicável a qualquer destes territórios por notificação escrita dirigida ao Governo dos Estados Unidos da América; a Convenção aplicar-se-á a este território a partir da recepção da notificação pelo Governo dos Estados Unidos da América.

ARTIGO XXII

O Governo dos Estados Unidos da América informará por escrito os Governos partes na Convenção de 1933, assim como os Governos partes na presente Convenção, de todas as assinaturas e adesões à presente Convenção, assim como de todas as notificações relativas aos territórios aos quais a presente Convenção se torne aplicável.

ARTIGO XXIII

A presente Convenção permanecerá em vigor para cada Parte Contratante até que:

(1) Esta Parte se encontre ligada por uma Convenção ulterior modificando ou substituindo a Convenção de 1933, ou que

(2) Tenha decorrido o período de dezoito meses a partir do dia em que a presente Convenção entrar em vigor, consoante uma ou outra das circunstâncias se verificar em primeiro lugar.

ARTIGO XXIV

O texto original da presente Convenção será depositado nos arquivos do Governo dos Estados Unidos da América e será aberto à assinatura, em 15 de Dezembro de 1944, em Washington, onde permanecerá para tal fim até ao dia 15 de Janeiro de 1945. Cópias autenticadas serão enviadas pelo Governo dos Estados Unidos da América a cada um dos Governos pelos quais esta Convenção tenha sido aceite, por assinatura ou adesão, bem como a cada um dos Governos partes na Convenção de 1933.

EM FÉ DO QUE, os plenipotenciários abaixo assinados, tendo depositado os seus plenos poderes reconhecidos em boa e devida forma, assinaram os textos inglês e francês da presente Convenção, em nome dos seus respectivos Governos, nas datas que figuram adiante das suas assinaturas, fazendo igualmente fé as duas versões.

Pela República Francesa:

André Mayer.

5 de Janeiro de 1945.

Pela Polónia:

Jan Ciechanowski.

5 de Janeiro de 1945.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

No momento de assinar a presente Convenção declaro que a minha assinatura não é válida para nenhum dos

territórios visados no artigo vinte e um da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944.

Halifax. 5 de Janeiro de 1945.

Pelos Estados Unidos da América:

Sujeita a ratificação.

E. R. Stettinius, Jr. 5 de Janeiro de 1945.

Pela China:

J. Heng Liu. 11 de Janeiro de 1945.

Pela União da África do Sul:

S. F. N. Gie. 13 de Janeiro de 1945.

Pelo Egipto:

Com as reservas seguintes:

1. Que esta assinatura não afecta por qualquer forma as relações do Governo Egípcio com a Secretaria Internacional de Higiene Pública de Paris, ou as suas obrigações para com a Secretaria Regional em Alexandria;
2. Que esta convenção está sujeita à ratificação do Parlamento Egípcio.

M. Hassan. 15 de Janeiro de 1945.

Pelo Canadá:

Sujeita a ratificação.

L. B. Pearson. 15 de Janeiro de 1945.

Por Cuba:

Esta Convenção, mediante prévia aprovação do Senado da República, será ratificada pelo Executivo.

Gmo Belt. 15 de Janeiro de 1945.

Pela República Dominicana:

Com a reserva de que a República Dominicana não poderá ratificar esta Convenção sem aderir, ao mesmo tempo, às Convenções de Paris e da Haia e de que, em virtude de disposições constitucionais da República, estes processos estarão subordinados a sanção prévia do Congresso Nacional.

Emilio G. Godoy. 15 de Janeiro de 1945.

Pela Bolívia:

Sujeita a ratificação.

V. Andrade. 15 de Janeiro de 1945.

Pela Nicarágua:

Guillermo Sevilla Sacasa.

15 de Janeiro de 1945.

Pelo Peru:

Com as reservas seguintes:

1. Que esta Convenção é assinada *ad referendum*;
2. Que, se a execução da dita Convenção se não conformar com as disposições contidas no Código Sanitário Pan-Americano de Havana, o Peru dará preferência a este último.

P. G. Beltrán. 15 de Janeiro de 1945.

Pelo Luxemburgo:

Hugues Le Gallais. 15 de Janeiro de 1945.

Pelo Equador:

S. E. Duran Ballen. 15 de Janeiro de 1945.

Pela Grécia:

C. P. Diamantopoulos. 15 de Janeiro de 1945.

Pelas Honduras:

Julián R. Cáceres. 15 de Janeiro de 1945.

Pelo Haiti:

J. Thébaud. 15 de Janeiro de 1945.

LISTA DOS MODELOS ANEXOS

1. Declaração de Saúde da Aeronave.
2. Declaração Pessoal de Origem e de Saúde.
3. Certificado Internacional de Vacinação contra a Cólera.
4. Certificado Internacional de Vacinação contra a Febre-Amarela.
5. Certificado Internacional de Imunidade contra a Febre-Amarela.
6. Certificado Internacional de Vacinação contra o Tifo Exantemático.
7. Certificado Internacional de Vacinação contra a Varíola.

DECLARAÇÃO DE SAÚDE DA AERONAVE

(Modelo internacional)

(A preencher à chegada pelo comandante da aeronave e a entregar ao oficial de saúde do aeródromo)

Aeroporto de entrada

- (1) Número de licença da aeronave ou marca da matrícula
- (2) Aeródromo e data da partida
- (3) Aeródromos onde a aeronave aterrou durante a viagem e datas da chegada e da partida para cada um dos aeródromos:

Aeródromo	Data	Aeródromo	Data

- (4) Número de tripulantes
- (5) Número de passageiros
- (6) Número de passageiros que desembarcam
- (7) Alguém deixou a aeronave, durante a viagem, por motivo de doença?
- (8) Houve casos de doença durante a viagem?
- (9) A aeronave foi desinsectada?
Indicar pormenores sobre as três últimas desinsectações.

Por quem?	Local	Método	Data

- (10) Foram tomadas durante a viagem outras medidas sanitárias em relação à aeronave?
- (11) Existem vivos a bordo animais, aves, insectos ou culturas bacteriológicas ou vírus?

Declaro que as informações acima referidas, tanto quanto sei e creio, são exactas e conformes à verdade.

Data _____ Assinatura do comandante _____

Nota: O verso deste modelo pode ser utilizado pelo oficial de saúde para anotar a decisão tomada em relação à aeronave e aos passageiros.

DECLARAÇÃO PESSOAL DE ORIGEM E DE SAÚDE

(Modelo internacional)

(Para os passageiros de aeronaves)

Porto de chegada: _____

1. Nome por extenso _____
(EM CARACTERES DE IMPRENSA, o apelido em primeiro lugar)
2. Nacionalidade: _____
3. Número do passaporte: _____
4. Endereço permanente (domicílio): _____
5. Endereço preciso do destino imediato: _____
6. Indicar onde foram passadas as últimas catorze noites antes da chegada a este país:

A noite passada _____	Há oito noites _____
Há duas noites _____	Há nove noites _____
Há três noites _____	Há dez noites _____
Há quatro noites _____	Há onze noites _____
Há cinco noites _____	Há doze noites _____
Há seis noites _____	Há treze noites _____
Há sete noites _____	Há catorze noites _____
7. Tenho em meu poder um certificado de vacinação contra:
 - A cólera;
 - A febre-amarela;
 - O tifo exantemático;
 - A varíola.

8. Declaro que não estive doente durante os últimos catorze dias, à excepção de:

Declaro que as informações prestadas são exactas, tanto quanto sei e creio.

Assinatura _____

Data _____

**CERTIFICADO INTERNACIONAL DE VACINAÇÃO
CONTRA A CÓLERA.**

O PRESENTE CERTIFICADO ATESTA QUE _____
(idade _____, sexo _____), abaixo assinado, foi vacinado
contra a cólera nas datas indicadas.

Data	Vacina		Funcionário vacinador	
	Origem	Número do lote e tipo	Assinatura	Título oficial

(Assinatura da pessoa vacinada)

(Domicílio)

(Data)

Carimbo oficial
do
funcionário vacinador(Este certificado é válido por seis meses
a contar da data da sua concessão)**CERTIFICADO INTERNACIONAL DE VACINAÇÃO
CONTRA A FEBRE-AMARELA**

O PRESENTE CERTIFICADO ATESTA QUE _____
(idade _____, sexo _____), abaixo assinado, foi hoje por
mim vacinado contra a febre-amarela.

Origem da vacina e número do lote _____

Assinatura do funcionário vacinador _____

Função oficial _____

Localidade _____ Data _____

(Assinatura da pessoa vacinada)

(Domicílio)

Carimbo oficial
do funcionário vacinador

Nota:

Este certificado só é válido:

- (a) Se a vacina e o método empregados foram aprovados pela UNRRA;
- (b) Depois de decorridos os dez dias seguintes à data da vacinação, excepto no caso de pessoas revacinadas há menos de quatro anos;
- (c) Durante quatro anos, a partir da data da última vacinação.

**CERTIFICADO INTERNACIONAL DE IMUNIDADE
CONTRA A FEBRE-AMARELA**

O PRESENTE CERTIFICADO ATESTA QUE _____
(idade _____, sexo _____), abaixo assinado, está imunizado
contra a febre-amarela, em virtude de já ter tido esta doença.
Esta imunidade foi demonstrada pela prova de protecção no
rato.

Data da sangria _____ Lugar da sangria _____

Nome do laboratório que se encarregou da prova _____

Localidade onde se encontra o laboratório _____

Data da prova _____

Resultado da prova _____

Assinatura do director do laboratório _____

(Assinatura da pessoa submetida à prova)

Carimbo oficial
do laboratório

(Domicílio)

Nota:

Este certificado não é válido:

- (a) Se o laboratório que procedeu à prova de protecção e o método empregado não foram aprovados pela UNRRA;
- (b) Se passaram mais de dez anos desde a data da execução da prova.

CERTIFICADO INTERNACIONAL DE VACINAÇÃO CONTRA O TIFO EXANTEMÁTICO

O PRESENTE CERTIFICADO ATESTA QUE _____
(idade _____, sexo _____), abaixo assinado, foi vacinado
contra o tifo exantemático nas datas indicadas.

Data	Vacina		Funcionário vacinador	
	Origem	Número do lote e tipo	Assinatura	Título oficial

(Assinatura da pessoa vacinada)

(Domicílio)

(Data)

Carimbo oficial
do funcionário vacinador

(Este certificado só é válido por um ano
a contar da data da sua concessão)

CERTIFICADO INTERNACIONAL DE VACINAÇÃO CONTRA A VARIOLA

O PRESENTE CERTIFICADO ATESTA QUE _____
(idade _____, sexo _____), abaixo assinado, foi hoje por
mim vacinado contra a varíola.

Origem da vacina e número do lote _____

Carimbo
oficial

Assinatura do funcionário vacinador _____

Função oficial _____

Localidade _____ Data _____

Assinatura da pessoa vacinada _____

Domicílio _____

Observação importante. — Em caso de primeira vacinação, a pessoa vacinada deve apresentar-se ao médico entre o 8.º e o 14.º dia, a fim de que o resultado possa registrar-se no certificado. No caso de revacinação, a pessoa inoculada deve apresentar-se nas quarenta e oito horas seguintes para um primeiro exame, a fim de se verificar a reacção de imunidade que possa vir a produzir-se.

O PRESENTE CERTIFICADO ATESTA QUE a vacinação acima mencionada foi verificada por mim na data ou datas seguintes e com os seguintes resultados:

Data da verificação

Resultados

Carimbo
oficial

Assinatura do médico _____

Função oficial _____

Localidade _____ Data _____

Empregar os termos seguintes para indicar os resultados: «Reacção de imunidade», «Reacção acelerada (vacinóide)», «Reacção primária típica de vacinação». Um certificado com a indicação «Sem reacção» não será válido.

(Assinatura da pessoa vacinada)

(Este certificado é válido por três anos
a contar da data da sua concessão)

Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944

NOTAS

(1) No que respeita à febre-amarela, ver artigo XI (6).

(2) Em tudo o que se refere à luta contra os mosquitos, o perímetro do aeródromo será definido como a linha que circunscreve a zona onde se encontram os edifícios do aeródromo e todo o terreno utilizado ou susceptível de ser utilizado para o estacionamento das aeronaves. Uma zona não construída de 400 metros deve ser mantida à volta do perímetro de todos os aeródromos situados nas grandes linhas de comunicação aérea e que se encontrem em zonas endémicas de febre-amarela.

(3) Como consequência da supressão do artigo 40.º, a aplicação das prescrições do artigo 38.º, modificado, nunca terá por efeito fazer considerar os aeródromos situados numa zona endémica de febre-amarela como «aeródromos antiamarílicos» e como zonas separadas. Os passageiros aterrando nestes aeródromos serão sujeitos às medidas definidas no artigo 38.º, segundo as necessidades do caso.

(4) e (5) Em todos os casos em que a presente Convenção prescreva a vigilância esta não poderá ser substituída pela observação, excepto:

(a) Nas circunstâncias em que a vigilância não poderia ser exercida com o cuidado necessário;

(b) Se o risco de introduzir uma doença infecciosa no país é considerado como excepcionalmente sério;

(c) Se a pessoa que deve ser sujeita a vigilância não pode dar garantias sanitárias suficientes.

As pessoas em observação ou sob vigilância submeter-se-ão a qualquer exame que a autoridade sanitária competente possa julgar necessário.

Nos termos do artigo xx da presente Convenção, a adesão de Portugal passou imediatamente a produzir os seus efeitos.

Esta Convenção foi aceite pelos países seguintes, que a assinaram sem reserva de ratificação, a ratificaram ou a ela aderiram, conforme abaixo se menciona, nas datas indicadas:

Austrália, adesão, em 3 de Abril de 1945 ¹.

Bélgica (incluindo o Congo Belga e o território de Ruanda-Urundi sob mandato belga), adesão, em 25 de Janeiro de 1946.

Canadá, ratificação, em 20 de Novembro de 1945.

China, assinatura, em 11 de Janeiro de 1945.

Equador, assinatura, em 15 de Janeiro de 1945.

Estados Unidos da América, ratificação, em 29 de Maio de 1945.

Etiópia, adesão, em 4 de Agosto de 1949.

Grécia, assinatura, em 15 de Janeiro de 1945.

Haiti, assinatura, em 15 de Janeiro de 1945.

Honduras, assinatura, em 15 de Janeiro de 1945.
 Índia, adesão, em 28 de Agosto de 1947 ².
 Itália, adesão, em 30 de Abril de 1946.
 Luxemburgo, assinatura, em 15 de Janeiro de 1945.
 Nicarágua, assinatura, em 15 de Janeiro de 1945.
 Nova Zelândia, adesão, em 22 de Maio de 1945 ³.
 Países Baixos (para aquelas partes do Reino situadas na Europa), adesão, em 22 de Maio de 1945.
 Polónia, assinatura, em 5 de Janeiro de 1945.
 Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, assinatura, em 5 de Janeiro de 1945.
 Reino Unido em nome de:

Adem (colónia), em 25 de Setembro de 1945.
 Barbados, em 29 de Novembro de 1945 ⁴.
 Chipre, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Colónia das ilhas Gilbert e Ellice, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Costa do Ouro:

- a) Colónia;
 - b) Ashanti;
 - c) Territórios do Norte;
 - d) Togo sob mandato britânico;
- em 21 de Fevereiro de 1945.

Fidji, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Gâmbia (colónia e protectorado), em 25 de Fevereiro de 1946 ⁵.
 Gibraltar, em 25 de Fevereiro de 1946 ⁶.
 Guiana Britânica, em 25 de Fevereiro de 1946 ⁷.
 Honduras Britânicas, em 29 de Novembro de 1945 ⁸.

Hong-Kong, em 7 de Janeiro de 1947.
 Ilhas Barlavento:

- Dominica;
 - Grenada;
 - Santa Luzia;
 - S. Vicente;
- em 6 de Junho de 1946 ⁹.

Ilhas Falkland e dependências, em 21 de Fevereiro de 1945.

Ilhas Sotavento:

- Antigua;
 - Montserrat;
 - S. Cristóvão e Nevis;
 - Ilhas Virgens;
- em 29 de Novembro de 1945 ¹⁰.

Jamaica, em 6 de Junho de 1946 ¹¹.
 Kenia (colónia e protectorado), em 21 de Fevereiro de 1945.
 Maurícia, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Niassalândia, em 25 de Setembro de 1945 ¹².
 Nigéria:

- a) Colónia;
 - b) Protectorado;
 - c) Camarões sob mandato britânico;
- em 21 de Fevereiro de 1945.

Palestina, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Protectorado britânico das ilhas de Salomão, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Protectorado de Uganda, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Protectorado de Zanzibar, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Rodésia do Norte, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Rodésia do Sul, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Serra Leoa (colónia e protectorado), em 21 de Fevereiro de 1945.

Singapura, em 17 de Novembro de 1947.
 Terra Nova, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Território de Tanganica, em 29 de Novembro de 1945 ¹³.

Territórios de Alto Comissariado:

- Bassutolândia;
 - Bechuanalândia;
 - Suazilândia;
- Em 21 de Fevereiro de 1945.

Transjordânia, em 21 de Fevereiro de 1945.
 Trindade, em 29 de Novembro de 1945 ¹⁴.
 União Malaia, em 17 de Novembro de 1947.

República Dominicana, ratificação, em 20 de Maio de 1946.

República Francesa, assinatura, em 5 de Janeiro de 1945.

Síria, adesão, em 31 de Outubro de 1946.

Turquia, adesão, em 26 de Agosto de 1948.

União da África do Sul, assinatura, em 13 de Janeiro de 1945.

Em conformidade com o disposto no artigo XVIII, a presente Convenção entrou em vigor em 15 de Janeiro de 1945 relativamente à China, Equador, Grécia, Haiti, Honduras, Luxemburgo, Nicarágua, Polónia, Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, República Francesa e União da África do Sul. Em relação aos países que a aceitaram posteriormente àquela data a Convenção entrou em vigor, nos termos do seu artigo XX, na data do depósito do instrumento de ratificação ou da notificação de adesão respectivas.

Actualmente, porém, esta Convenção encontra-se em vigor apenas relativamente aos países que se tornaram participantes do Protocolo que prorroga a sua duração, feito em Washington em 23 de Abril de 1946.

¹ Reservas que acompanharam a adesão da Austrália:

(a) Pursuant to article 21, the Government declares that the Convention does not apply to the Territories of Papua and Norfolk Islands or the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.

(b) The Australian Government reserves the right in respect of certificates of inoculation against cholera, typhus, yellow fever and certificates of vaccination against smallpox, to accept only those certificates which are signed by a recognized official of the Public Health Services of the country concerned, and which carry within the text of the certificate an intimation of the office occupied by the person signing the certificate.

(c) The Australian Government, for temporary reasons of a practical nature, is not in a position to accept the full obligations arising out of section 1, part 1, of the 1933 Convention in relation to aerodromes within its territory which are within operational areas or under the control of the Air Forces of the Commonwealth or any Allied power.

(d) Notwithstanding article 35 or other provisions of the 1933 or the present Convention, the Australian Government reserves the right to require that every member of the crew and every passenger on every aircraft arriving from overseas shall, on arrival at the first landing place in Australia, produce to the quarantine officer there a certificate of recent vaccination against smallpox as defined in the Convention, or a certificate that he has given proof that he is adequately immune to smallpox, failing both of which certificates he shall submit to be vaccinated against smallpox.

(e) The Australian Government reserves the right to prohibit the importation into Australia on any aircraft of any animal other than approved insects and parasites.

Tradução:

(a) Nos termos do artigo 21.º, o Governo declara que a Convenção se não aplica aos territórios das ilhas Papuas e de Norfolk e aos territórios sob mandato da Nova Guiné e de Nauru.

(b) O Governo Australiano reserva o direito, no que respeita aos certificados de vacinação contra a cólera, tifo, febre-amarela e va-

riola, de aceitar apenas aqueles certificados que sejam assinados por um reconhecido funcionário dos serviços de saúde pública do país em questão e que contenham no texto uma indicação de cargo ocupado pela pessoa que assina o certificado.

(c) O Governo Australiano, por razões temporárias de natureza prática, não está em posição de assumir integralmente as obrigações resultantes da secção 1, parte 1, da Convenção de 1933 relativamente aos aeródromos situados no seu território que se encontram dentro das áreas de operações ou sob fiscalização das forças aéreas do Commonwealth ou de qualquer potência aliada.

(d) Não obstante o artigo 35.º ou outras disposições da Convenção de 1933 ou da presente Convenção, o Governo Australiano reserva o direito de exigir que qualquer membro da tripulação e qualquer passageiro de qualquer aeronave vinda de além-mar, no lugar da sua primeira aterragem na Austrália, apresente ao funcionário quarentenário um certificado de vacinação recente contra a variola, como é definido na Convenção, ou um certificado atestando que foi apresentada prova de que está devidamente imunizado contra a variola; na falta de tais certificados, deverá submeter-se a vacinação contra a variola.

(e) O Governo Australiano reserva o direito de proibir a importação na Austrália, em qualquer aeronave, de quaisquer animais que não sejam os insetos e parasitas aprovados.

² Em 23 de Fevereiro de 1950 o Governo da Índia comunicou ao Governo dos Estados Unidos da América que a adesão da Índia à presente Convenção deveria ser acompanhada das seguintes reservas, que só por lapso não foram postas naquele momento. Tais reservas tornaram-se efectivas naquela data.

1. In regard to the definition of a valid anti-yellow fever inoculation certification added by article xii of the Convention of 1944 in article 1 of the Convention of 1933, the Government of India will not, in the case of persons who are inoculated in an infected area or who enter an infected area within 10 days of the inoculation, treat the certificate as valid unless a period of 15 days has elapsed between the date of the inoculation and the date of entry into India.

2. In regard to paragraph (3) of the article substituted by article xi of the 1944 Convention for article 36 of the 1933 Convention, the Government of India reserve the right to define such areas as they think fit as being infected with yellow fever although such areas may exceed those comprised within the boundaries defined by UNRRA under the said paragraph.

3. In regard to the article substituted by article xiv of the 1944 Convention for article 47 of the 1933 Convention, the Government of India do not undertake to grant unimpeded passage to bearers of Certificates of Urgency in every case. Further the Government of India reserve the right to increase the period of six days specified in sub-paragraph (b) of paragraph (2) of the article so substituted to nine days.

Tradução :

1. Relativamente à definição de certificado válido de vacinação contra a febre-amarela, acrescentada pelo artigo xii da Convenção de 1944 ao artigo 1.º da Convenção de 1933, o Governo da Índia, no caso de pessoas vacinadas numa zona infectada ou que entrem numa zona infectada antes de dez dias depois da vacinação, não considerará o certificado como válido antes que tenha decorrido um período de quinze dias entre a data da vacinação e a data da entrada na Índia.

2. Relativamente ao parágrafo (3) do artigo que, nos termos do artigo xi da Convenção de 1944, substitui o artigo 36.º da Convenção de 1933, o Governo da Índia reserva o direito de definir as zonas que considerar como infectadas pela febre-amarela, ainda que essas zonas excedam eventualmente aquelas compreendidas nos limites definidos pela UNRRA ao abrigo do dito parágrafo.

3. Relativamente ao artigo que, nos termos do artigo xiv da Convenção de 1944, substituiu o artigo 47.º da Convenção de 1933, o Governo da Índia não se compromete a garantir, em qualquer caso, livre passagem aos portadores de certificados de urgência.

O Governo da Índia reserva, além disso, o direito de aumentar para nove dias o período de seis dias especificado na alínea (b) do parágrafo (2) do artigo assim substituído.

³ Reserva acompanhando a adesão da Nova Zelândia :

«With regard to the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1944, His Majesty's Government in New Zealand make the reservation that they are not at present in a position to fulfil in respect of their Island Territories and of the Mandated Territory of Western Samoa the obligation arising out of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation 1944 because certain of the aerodromes located there are within operational areas and are under the control of the Area Military Commanders».

Tradução :

Relativamente à Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944, o Governo de Sua Majestade na Nova Ze-

lândia faz a reserva de que não está presentemente em posição de cumprir, no que respeita aos seus territórios insulares e ao território sob mandato da Samoa Ocidental, as obrigações resultantes da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944, visto certos aeródromos aí localizados se encontrarem dentro das áreas de operações e sob a fiscalização do Comando da Área Militar.

⁴ Reservas que acompanharam a notificação de aplicação a Barbados :

(a) The Government of Barbados do not undertake to comply with the provisions of paragraphs (3) and (4) of article xii.

(b) Further, with regard to article xii, the Government of Barbados reserve the right, subject to the provisions of article xiv (3), to refuse admission to any person not in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate who arrives from a region, that is to say, a part of a territory, in which yellow fever exists in a form clinically or biologically recognizable and who has not undergone observation at the point of departure.

(c) With regard to article xiv, the Government of Barbados are not prepared to undertake that aerodromes will comply with the requirements of article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933.

Tradução :

(a) O Governo de Barbados não se compromete a cumprir as disposições dos parágrafos (3) e (4) do artigo xii.

(b) Ainda relativamente ao artigo xii, o Governo de Barbados reserva o direito, sem prejuízo do disposto no artigo xiv (3), de recusar a admissão de qualquer pessoa que não esteja de posse de um certificado válido de vacinação contra a febre-amarela que proceda de uma região, isto é, de uma parte de um território, na qual a febre-amarela existe sob uma forma clínica ou biologicamente reconhecível e que não tenha sido submetida a observação no ponto de partida.

(c) No que respeita ao artigo xiv, o Governo de Barbados não está preparado para assumir o compromisso de os aeródromos satisfazerem as exigências do artigo 38.º da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1933.

⁵ Reservas que acompanharam a notificação de aplicação a Gâmbia :

The Government of the Gambia is not at present in a position to comply with the requirements prescribed by article xii as regards the maintenance of a building-free zone around aerodromes. Arrangements have, however, been made at Yundum airfield, for the inoculation against yellow fever of all persons living within a radius of 440 yards of the perimeter of the aerodrome, and for spraying regularly with an insecticide all habitations within that radius.

Tradução :

O Governo de Gâmbia não está presentemente em posição de cumprir os requisitos prescritos pelo artigo xii no que respeita à manutenção de uma zona livre de construções em volta dos aeródromos. No entanto, têm sido tomadas disposições no aeródromo de Yundum para a vacinação contra a febre-amarela de todas as pessoas vivendo num raio de 440 jardas no perímetro do aeródromo e para serem pulverizadas regularmente com um insecticida todas as habitações situadas dentro desse raio.

Em 7 de Janeiro de 1947 tornaram-se efectivas as seguintes reservas revistas :

The Government of the Gambia is not at present in a position to comply with the requirements prescribed by article xii as regards the maintenance of a building-free zone around Half Die seaplane base.

Arrangements have, however, been made to spray regularly with an insecticide all human habitations within a radius of 440 yards of the buildings used for the reception of crews and passengers and for the inoculation against yellow fever of all persons living within 440 yards of the perimeter of the seaplane base.

Tradução :

O Governo de Gâmbia não está presentemente em posição de cumprir os requisitos prescritos no artigo xii no que respeita à manutenção de uma zona livre de construções em volta da base de hidroaviões de Half Die.

No entanto, têm sido tomadas disposições para serem pulverizadas regularmente com um insecticida todas as habitações humanas situadas num raio de 440 jardas dos edifícios utilizados para a recepção das tripulações e passageiros e para a vacinação contra a febre-amarela de todas as pessoas vivendo a menos de 440 jardas do perímetro da base de hidroaviões.

⁶ Reserva acompanhando a notificação de aplicação a Gibraltar:

Limitations of space in Gibraltar make it impossible to provide a building-free zone of 400 metres around the perimeter of the aerodrome as prescribed by article xii.

Tradução:

As limitações de espaço em Gibraltar tornam impossível assegurar uma zona livre de construções de 400 metros em volta do perímetro do aeródromo, como é prescrito no artigo xii.

⁷ Reservas que acompanharam a notificação de aplicação à Guiana Britânica:

(a) The Government of British Guiana undertakes to comply with the requirements of article xii only so far as may be possible.

(b) With regard to article xiv, aerodromes in the non-endemic area of the Colony will not necessarily comply with the requirements set forth in article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933.

Tradução:

(a) O Governo da Guiana Britânica compromete-se a satisfazer as exigências do artigo xii apenas até onde lhe seja possível.

(b) No que respeita ao artigo xiv, os aeródromos situados em zona não endêmica da colônia não cumprirão necessariamente as condições prescritas no artigo 38.º da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1933.

⁸ Reservas que acompanharam a notificação de aplicação às Honduras Britânicas:

(a) The Government of British Honduras do not undertake to comply with the provisions of paragraphs (3) and (4) of article xii.

(b) Further, with regard to article xii, the Government of British Honduras reserve the right, subject to the provisions of article xiv (3), to refuse admission to any person not in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate who arrives from a region, that is to say, a part of a territory, in which yellow fever exists in a form clinically or biologically recognizable and who has not undergone observation at the point of departure.

(c) With regard to article xiv, the Government of British Honduras are not prepared to undertake that aerodromes will comply with the requirements of article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933.

Tradução:

(a) O Governo das Honduras Britânicas não toma o compromisso de cumprir as disposições dos parágrafos (3) e (4) do artigo xii.

(b) Além disso, relativamente ao artigo xii, o Governo das Honduras Britânicas reserva o direito de, sem prejuízo das disposições do artigo xiv (3), recusar a admissão de qualquer pessoa que não esteja de posse de um certificado válido de vacinação contra a febre-amarela que proceda de uma região, isto é, de uma parte de um território, na qual a febre-amarela existe sob uma forma clínica ou biologicamente reconhecível e que não tenha sido submetida a observação no ponto de partida.

(c) No que respeita ao artigo xiv, o Governo das Honduras Britânicas não está preparado para assumir o compromisso de os aeródromos satisfazerem as exigências do artigo 38.º da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1933.

⁹ As seguintes reservas tornaram-se efectivas em 14 de Janeiro de 1947, relativamente às ilhas Barlavento:

(a) With regard to article xiv (1), that aerodromes in these Colonies shall not necessarily comply with the requirement laid down in article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933, as regards the provision of mosquito-proofed buildings.

(b) With regard to article xiv (2), that arrivals by air who present valid inoculation certificates showing that they are immune from yellow fever will not be subjected to quarantine measures in relation to yellow fever other than medical inspection if they come from endemic areas, or to surveillance if they come from infected areas as defined in the footnote to article 22 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933; and that, without exception, arrivals who are not in possession of valid inoculation certificates will be subjected to surveillance if they come from endemic areas and to observation if they come from infected areas unless they have undergone observation at the point of departure from the endemic or infected area.

(c) Further, with regard to article xiv (2), that where exceptional risk exists of the introduction of yellow fever into a Colony by passengers from infected areas, who have not been immunized, the landing of such passengers may be prohibited.

Tradução:

(a) Relativamente ao artigo xiv (1), que os aeródromos nestas colônias não cumprirão necessariamente os requisitos prescritos no artigo 38.º da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1933, no que respeita à exigência de edifícios à prova de mosquitos.

(b) Relativamente ao artigo xiv (2), que as pessoas chegadas por via aérea, que apresentem certificados válidos de vacinação mostrando que estão imunizadas contra a febre-amarela, não serão submetidas a outras medidas de quarentena, em relação à febre-amarela, que não seja a inspecção médica, se procederem de zonas endêmicas, ou a vigilância, se procederem de zonas infectadas, tal como são definidas na nota ao artigo 22.º da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1933; e que, sem excepção, as pessoas chegadas que não estejam de posse de certificados válidos de vacinação serão submetidas a vigilância, se procederem de zonas endêmicas, e a observação, se procederem de zonas infectadas, salvo se foram sujeitas a observação no ponto de partida da zona endêmica ou infectada.

(c) Além disso, no que respeita ao artigo xiv (2), que onde existirem riscos excepcionais de introdução de febre-amarela numa colônia por passageiros procedentes de zonas infectadas que não tenham sido imunizados poderá ser proibido o desembarque de tais passageiros.

¹⁰ Reservas que acompanharam a notificação de aplicação às ilhas Sotavento:

(a) With the reservation in regard to article xii (3) and (4), that aerodromes in the Colony shall not necessarily comply with the requirements laid down in article 38 of the 1933 Convention as regards the provision of mosquito-proofed buildings.

(b) With the reservation in regard to article xiv (2), that where exceptional risk exists of the introduction of yellow fever into the Colony by passengers from infected areas, who have not been immunized, the landing of such passengers may be prohibited.

Tradução:

(a) Com a reserva, no que respeita ao artigo xii (3) e (4), de que os aeródromos na colônia não cumprirão necessariamente os requisitos prescritos no artigo 38.º da Convenção de 1933 relativamente à exigência de edifício à prova de mosquitos.

(b) Com a reserva, relativamente ao artigo xiv (2), de que onde existirem riscos excepcionais de introdução de febre amarela na colônia por passageiros procedentes de zonas infectadas que não tenham sido imunizados poderá ser proibido o desembarque de tais passageiros.

¹¹ Reservas que acompanharam a notificação de aplicação a Jamaica:

(1) The Government of Jamaica does not undertake to comply with the provisions of paragraphs (3) and (4) of article xii.

(2) With regard to article xii, the Government of Jamaica reserves the right, subject to provisions of article xiv (3), to refuse admission to any person not in possession of a valid anti-yellow fever inoculation certificate who arrives from a region, that is to say, a part of a territory, in which yellow fever exists in a form clinically or biologically recognizable and who has not undergone observation at the point of departure.

(3) With regard to article xii, the Government of Jamaica would require that all aircraft coming from an endemic yellow fever area should be desinsectized in flight half an hour before arrival in Jamaica.

(4) With regard to article xiv, the Government of Jamaica is not prepared to undertake that aerodromes in Jamaica will comply with the requirements of article 38 of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1933.

Tradução:

(1) O Governo de Jamaica não toma o compromisso de cumprir as disposições dos parágrafos (3) e (4) do artigo xii.

(2) Relativamente ao artigo xii, o Governo de Jamaica reserva o direito, sem prejuízo das disposições do artigo xiv (3), de recusar a admissão de qualquer pessoa, que não esteja de posse de um certificado válido de vacinação contra a febre-amarela, que proceda de uma região, isto é, uma parte de um território, onde a febre-amarela existe sob uma forma clínica ou biologicamente reconhecível e que não tenha sido submetida a observação no ponto de partida.

(3) Relativamente ao artigo xii, o Governo de Jamaica exigirá que todas as aeronaves procedentes de uma zona endêmica de febre-amarela sejam desinsectadas em voo meia hora antes de sua chegada a Jamaica.

(4) Relativamente ao artigo xiv, o Governo de Jamaica não está preparado para assumir o compromisso de os aeródromos em Jamaica satisfazerem as exigências do artigo 38.º da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1933.

¹² Reservas que acompanharam a notificação de aplicação à Niassalândia:

(a) That mosquito-proof accommodation will be provided only to the extent that it may be required for persons who are nonimmune to yellow fever.

(b) That airfields and their surroundings cannot at present be rendered and maintained free of insect vectors of yellow fever and malaria.

Tradução:

(a) Que serão asseguradas acomodações à prova de mosquitos apenas até onde isso for requerido para pessoas que não estejam imunizadas contra a febre-amarela.

(b) Que os aeródromos e suas vizinhanças não podem presentemente ser libertados e mantidos livres de insectos vectores da febre-amarela e malária.

¹³ Reserva acompanhando a notificação de aplicação ao Território de Tanganica:

With regard to article xiv (1), the Government of Tanganyika Territory undertakes to provide only the mosquito-proofed accommodation necessary for the accommodation of passengers who are not in possession of valid anti-yellow fever inoculation certificates.

Tradução:

Relativamente ao artigo xiv (1), o Governo do Território de Tanganica compromete-se a assegurar apenas as acomodações à prova de mosquitos que sejam necessárias para acomodar os passageiros que não estejam de posse de certificados válidos de vacinação contra a febre-amarela.

¹⁴ Reservas que acompanharam a notificação de aplicação à Trindade:

(a) With the reservation in regard to article xi (i. e. article 36 (7) of the 1933 Convention as now amended) and article xiv (i. e. article 47 (2) of the 1933 Convention as now amended), that arrivals by air presenting valid inoculation certificates showing that they are immune from yellow fever will not be subjected to quarantine measures in relation to yellow fever, other than medical inspection if they come from endemic areas, or surveillance if they come from infected areas as defined in the footnote to article 22 of the 1933 Convention; and that, without exception, arrivals who are not in possession of valid inoculation certificates will be subjected to surveillance if they come from endemic areas and to observation if they come from infected areas, unless they have undergone observation at the point of departure from the endemic or infected area.

(b) With the reservation in regard to article xiv, that aerodromes in the Colony shall not necessarily comply with the requirement laid down in article 38 of the 1933 Convention as regards the provision of mosquito-proofed buildings.

(c) With the further reservation in regard to article xiv, that where, in the opinion of the Government, exceptional risk exists of the introduction of yellow fever into the Colony by passengers from infected areas, who have not been immunized, the landing of such passengers may be prohibited.

Tradução:

(a) Com a reserva, relativamente ao artigo xi (i. e., artigo 36.º (7) da Convenção de 1933, agora modificada) e ao artigo xiv (i. e., artigo 47.º (2) da Convenção de 1933, agora modificada), de que as pessoas chegadas por via aérea que apresentem certificados válidos de vacinação mostrando que estão imunizadas contra a febre amarela não serão submetidas a outras medidas de quarentena, em relação à febre-amarela, que não seja a inspecção médica, se procederem de zonas endémicas, ou a vigilância, se procederem de zonas infectadas, tal como são definidas na nota ao artigo 22.º da Convenção de 1933; e de que, sem excepção, as pessoas chegadas que não estejam de posse de certificados válidos de vacinação serão submetidas a vigilância, se procederem de zonas endémicas, e a observação, se procederem de zonas infectadas, salvo se foram sujeitas a observação no ponto de partida da zona endémica ou infectada.

(b) Com a reserva, na que respeita ao artigo xiv, de que os aeródromos na colónia não cumprirão necessariamente os requisitos prescritos no artigo 38.º da Convenção de 1933 relativamente à exigência de edifícios à prova de mosquitos.

(c) Com a reserva adicional, relativamente ao artigo xiv, de que onde existirem, na opinião do Governo, riscos excepcionais de introdução da febre-amarela na colónia por passageiros procedentes de zonas infectadas que não tenham sido imunizados poderá ser proibido o desembarque de tais passageiros.

Protocol to prolong the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1944, Modifying the International Sanitary Convention for Aerial Navigation of April 12, 1933

The Governments signatory to the present Protocol,

Considering that, unless prolonged in force by action taken for that purpose by the interested Governments, the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1944, Modifying the International Sanitary Convention for Aerial Navigation of April 12, 1933, will expire on July 15, 1946, the expiration of eighteen months from the date on which the said 1944 Convention entered into force; and

Considering that it is desirable that the said 1944 Convention shall be prolonged in force after July 15, 1946, between the Governments parties thereto;

Have appointed their respective Plenipotentiaries who having deposited their full powers, found in good and proper form, have agreed as follows:

ARTICLE I

Subject to the limitation provided for in article II of the present Protocol, the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1944, Modifying the International Sanitary Convention for Aerial Navigation of April 12, 1933, shall be prolonged in force on and after July 15, 1946, in respect of each of the Governments parties to the present Protocol, until the date on which such Government shall become bound by a further Convention amending or superseding the said 1944 Convention and the said 1933 Convention.

ARTICLE II

The United Nations Relief and Rehabilitation Administration (hereinaf-

Protocole prorogeant la durée de la Convention Sanitaire pour la Navigation Aérienne de 1944 portant modification de la Convention Sanitaire pour la Navigation Aérienne du 12 Avril 1933

Les Gouvernements signataires du présent Protocole,

Considérant que, si elle n'est pas maintenue en vigueur par des mesures prises à cet effet par les Gouvernements intéressés, la Convention sanitaire internationale pour la Navigation aérienne de 1944 portant modification de la Convention sanitaire internationale pour la Navigation aérienne du 12 avril 1933 expirera le 15 juillet 1946, date d'expiration du délai de dix-huit mois à compter du jour où ladite Convention de 1944 est entrée en vigueur; et

Considérant qu'il est désirable de proroger ladite Convention de 1944 au delà de la date du 15 juillet 1946 entre les Gouvernements qui y sont parties;

Ont désigné leurs Plénipotentiaires respectifs, qui, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Sous réserve des stipulations de l'article II du présent Protocole, la Convention sanitaire internationale pour la Navigation aérienne de 1944 portant modification de la Convention sanitaire internationale pour la Navigation aérienne du 12 avril 1933 demeurera en vigueur, à dater du 15 juillet 1946, à l'égard des Gouvernements parties au présent Protocole jusqu'au jour où chacun des dits Gouvernements se trouvera lié par une convention ultérieure modifiant ou remplaçant ladite Convention de 1944 et ladite Convention de 1933.

ARTICLE II

L'Administration des Nations Unies de Secours et de Restauration (dénom-

ter referred to as UNRRA) shall continue to perform the duties and functions assigned to it by the said 1944 Convention, as prolonged by the present Protocol, until such time as a new International Health Organization shall be established, at which time such duties and functions shall be transferred to and shall be assumed by such new International Health Organization, provided that if the new International Health Organization has not been formed or, having been formed, is unable to perform the above duties and functions by the date on which UNRRA, owing to the termination of its activities in Europe or for any other reason, ceases to be able to perform them, those duties and functions shall be entrusted to the Office International d'Hygiène Publique and the countries signatory to this Protocol will, in that event, make appropriate financial provisions so as to enable the Office to perform those duties and functions.

ARTICLE III

The present Protocol shall remain open for signature until May 1, 1946.

ARTICLE IV

The present Protocol shall come into force when it has been signed without reservation in regard to ratification, or instruments of ratification have been deposited or notifications of accession have been received on behalf of at least ten Governments. The present Protocol shall come into force in respect of each of the other signatory Governments on the date of signature on its behalf, unless such signature is made with a reservation in regard to ratification, in which event the present Protocol shall come into force in respect of such Government on the date of the deposit of its instrument of ratification.

mée ci-après UNRRA) continuera à assumer les tâches et fonctions qui lui sont assignées par ladite Convention de 1944, telle qu'elle est prorogée par le présent Protocole, jusqu'au jour où une nouvelle Organisation internationale d'Hygiène sera établie, date à laquelle ces tâches et fonctions seront transférées à ladite Organisation internationale d'Hygiène et assumées par elle; toutefois, si la nouvelle Organisation internationale d'Hygiène n'a pas encore été constituée, ou si, après sa constitution, elle se trouve dans l'impossibilité de se charger des tâches et fonctions mentionnées ci-dessus à la date à laquelle UNRRA, parce que ses activités en Europe ont pris fin ou pour toute autre raison, cessera d'être en mesure de s'en charger, ces tâches et fonctions seront confiées à l'Office international d'Hygiène publique et, dans ce cas, les pays signataires du présent Protocole prendront les mesures financières appropriées pour permettre à l'Office de remplir ces tâches et fonctions.

ARTICLE III

Le présent Protocole demeurera ouvert à la signature jusqu'au 1^{er} mai 1946.

ARTICLE IV

Le présent Protocole entrera en vigueur lorsqu'il aura été signé sans réserve de ratification, ou lorsque des instruments de ratification auront été déposés ou des notifications d'adhésion reçues au nom de dix Gouvernements au moins. Le présent Protocole entrera en vigueur à l'égard de chacun des autres Gouvernements signataires à la date de la signature en son nom, à moins que cette signature ne soit accompagnée d'une réserve de ratification, auquel cas le présent Protocole entrera en vigueur à l'égard de ce Gouvernement à la date du dépôt de son instrument de ratification.

ARTICLE V

After May 1, 1946, the present Protocol shall be open to accession by any Government which is a party to the 1944 Convention and is not a signatory to the present Protocol. Each accession shall be notified in writing to the Government of the United States of America.

Accessions notified on or before the date on which the present Protocol enters into force shall be effective as of that date. Accessions notified after the date of the entry into force of the present Protocol shall become effective in respect of each Government upon the date of the receipt of that Government's notification of accession.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries sign the present Protocol, on the date indicated opposite their respective signatures, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America and which certified copies shall be furnished by the Government of the United States of America to each of the signatory and acceding Governments and to each of the Governments parties to the said 1944 Convention or the said 1933 Convention.

DONE at Washington this twenty-third day of April, 1946.

For New Zealand:

C. A. Berendsen.

April 23, 1946.

For Belgium:

Sous réserve de ratification.

Silvercruys.

April 24, 1946.

For Canada:

Lester B. Pearson.

April 25, 1946.

For Nicaragua:

Alberto Sevilla Sacasa.

April 26, 1946.

For the United Kingdom of Britain and Northern Ireland:

Halifax.

April 29, 1946.

For the United States of America:

Subject to ratification.

Dean Acheson.

April 30, 1946.

ARTICLE V

Après le 1^{er} mai 1946, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Gouvernement partie à la Convention de 1944 qui n'est pas signataire du présent Protocole. Chaque adhésion sera notifiée par écrit au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Les adhésions notifiées avant ou à la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole deviendront effectives à partir de cette date. Les adhésions notifiées après l'entrée en vigueur du présent Protocole deviendront effectives à l'égard de chaque Gouvernement à partir de la réception de la notification d'adhésion de ce Gouvernement.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont signé les textes anglais et français du présent Protocole, les deux versions faisant également foi, à la date figurant en regard de leurs signatures respectives, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont des copies certifiées conformes seront fournies par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à chacun des Gouvernements signataires et adhérents et à chacun des Gouvernements parties à ladite Convention de 1944 et à ladite Convention de 1933.

FAIT à Washington, le vingt-troisième jour d'avril 1946.

For Greece:		For Australia:	
<i>P. Economou-Gouras.</i>	April 30, 1946.	Subject to the reservations with which Australia acceded to the 1944 Convention to which this Protocol relates.	
For China:		<i>J. B. Brigden.</i>	April 30, 1946.
<i>Wei Tao-Ming.</i>	April 30, 1946.	For Haiti:	
For Luxembourg:		<i>Dantes Bellegarde.</i>	April 30, 1946.
<i>Hugues Le Gallais.</i>	April 30, 1946.	For France:	
For Ecuador:		<i>H. Bonnet.</i>	April 30, 1946.
Subject to ratification.			
<i>L. N. Ponce.</i>	April 30, 1946.		

(Tradução)

Protocolo prorrogando a duração da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944
que modifica a Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 12 de Abril de 1933

Os Governos signatários do presente Protocolo:

Considerando que, se não for mantida em vigor por medidas tomadas para esse efeito pelos Governos interessados, a Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944, modificando a Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 12 de Abril de 1933, terminará a sua vigência em 15 de Julho de 1946, data da expiração do prazo de dezoito meses a contar do dia em que a citada Convenção de 1944 entrou em vigor; e

Considerando que é desejável que a referida Convenção de 1944 seja mantida em vigor, para além de 15 de Julho de 1946, entre os Governos dela participantes;

Designaram os seus respectivos Plenipotenciários, os quais, depois de terem depositado os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, acordaram no que segue:

ARTIGO I

Sob reserva das estipulações do artigo II do presente Protocolo, a Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944, modificando a Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 12 de Abril de 1933, permanecerá em vigor para além de 15 de Julho de 1946, relativamente aos Governos partes no presente Protocolo, até à data em que cada um dos ditos Governos se encontrar ligado por uma Convenção posterior modificando ou substituindo a citada Convenção de 1944 e a citada Convenção de 1933.

ARTIGO II

A Administração das Nações Unidas de Socorros e Reabilitação (adiante designada por UNRRA) continuará a assumir os deveres e funções que lhe são atribuídos pela citada Convenção de 1944, tal como é prorrogada pelo presente Protocolo, até à data em que seja estabelecida uma nova Organização Internacional de Higiene, data em que esses deveres e funções serão transferidos para a dita Organização Internacional de Higiene e por ela assumidos; no entanto, se a nova Organização Internacional de Higiene não tiver sido ainda constituída, ou se, após a sua constituição, se encontrar na impossibilidade de desempenhar os deveres e funções acima mencionados à data em que a UNRRA cessar de os poder exercer, devido a terem terminado as suas actividades na Europa ou por qualquer outra razão, estes deveres e funções serão confiados à Secretaria Internacional de Higiene Pública e, neste caso, os países signatários do presente Protocolo tomarão as medidas financeiras apropriadas para permitir à Secretaria desempenhar-se de tais deveres e funções.

ARTIGO III

O presente Protocolo ficará aberto para assinatura até 1 de Maio de 1946.

ARTIGO IV

O presente Protocolo entrará em vigor logo que tenha sido assinado sem reserva de ratificação, ou tenham sido depositados os instrumentos de ratificação ou recebidas as notificações de adesão em nome de dez Governos, pelo menos. O presente Protocolo entrará em vigor, em relação a cada um dos outros Governos signatários, na data da assinatura em seu nome, a menos que tal assinatura seja acompanhada de uma reserva de ratificação, caso em que o presente Protocolo entrará em vigor, relativamente a esse Governo, na data do depósito do seu instrumento de ratificação.

ARTIGO V

A partir de 1 de Maio de 1946 o presente Protocolo será aberto à adesão de qualquer Governo participante da Convenção de 1944 que não seja signatário do presente Protocolo. Cada adesão será notificada por escrito ao Governo dos Estados Unidos da América.

As adesões notificadas anteriormente ou na data da entrada em vigor do presente Protocolo tornar-se-ão efectivas a partir dessa data. As adesões notificadas posteriormente à entrada em vigor do presente Protocolo tornar-se-ão efectivas, em relação a cada Governo, a partir da data da recepção da notificação da adesão desse Governo.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo assinados assinaram os textos inglês e francês do presente Protocolo, ambas as versões fazendo igualmente fé, nas datas que acompanham as suas assinaturas, num único exemplar, que será depositado nos arquivos do Governo dos Estados Unidos da América e do qual serão fornecidas pelo Governo dos Estados Unidos da América cópias autenticadas a cada um dos Governos signatários e aderentes e a cada um dos Governos participantes da citada Convenção de 1944 e da citada Convenção de 1933.

Feito em Washington, aos 23 de Abril de 1946.

Pela Nova Zelândia:

C. A. Berendsen. 23 de Abril de 1946.

Pela Bélgica:

Sob reserva de ratificação.

Silvercruys. 24 de Abril de 1946.

Pelo Canadá:

Lester B. Pearson. 25 de Abril de 1946.

Pela Nicarágua:

Alberto Sevilla Sacasa. 26 de Abril de 1946.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Halifax. 29 de Abril de 1946.

Pelos Estados Unidos da América:

Sujeito a ratificação.

Dean Acheson. 30 de Abril de 1946.

Pela Grécia:

P. Economou-Gouras. 30 de Abril de 1946.

Pela China:

Wei Tao-Ming. 30 de Abril de 1946.

Pelo Luxemburgo:

Hugues Le Gallais. 30 de Abril de 1946.

Pelo Equador:

Sujeita a ratificação.

L. N. Ponce. 30 de Abril de 1946.

Pela Austrália:

Sujeita às reservas com que a Austrália aderiu à Convenção de 1944 a que este Protocolo se refere.

J. B. Bridgen. 30 de Abril de 1946.

Pelo Haiti:

Dantes Bellegarde. 30 de Abril de 1946.

Pela França:

H. Bonnet. 30 de Abril de 1946.

Nos termos do artigo v do presente Protocolo, a adesão de Portugal passou imediatamente a produzir os seus efeitos.

Este Protocolo foi aceite pelos países seguintes, que o assinaram sem reserva de ratificação, o ratificaram ou a ele aderiram, conforme abaixo se menciona, nas datas indicadas:

Austrália, assinatura, em 30 de Abril de 1946.

Bélgica (incluindo o Congo Belga e o território de Ruanda-Urundi sob mandato belga), ratificação, em 17 de Junho de 1949.

Canadá, assinatura, em 25 de Abril de 1946.

China, assinatura, em 30 de Abril de 1946.

Estados Unidos da América, ratificação, em 6 de Agosto de 1946.

Etiópia, adesão, em 4 de Agosto de 1949.

Filipinas, adesão, em 13 de Janeiro de 1948.

França, assinatura, em 30 de Abril de 1946.

Grécia, assinatura, em 30 de Abril de 1946.

Haiti, assinatura, em 30 de Abril de 1946.

Honduras, adesão, em 8 de Julho de 1946.

Índia, adesão, em 28 de Agosto de 1947 ¹.

Itália, adesão, em 23 de Julho de 1946.

Luxemburgo, assinatura, em 30 de Abril de 1946.

Nicarágua, assinatura, em 26 de Abril de 1946.

Nova Zelândia, assinatura, em 23 de Abril de 1946.

Países Baixos (para aquelas partes do Reino situadas na Europa), adesão, em 5 de Março de 1948.

Polónia, adesão, em 28 de Maio de 1946.

Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, assinatura, em 29 de Abril de 1946.

República Dominicana, adesão, em 29 de Maio de 1946.

Síria, adesão, em 31 de Outubro de 1946.

Direcção-Geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna, 27 de Julho de 1950. — O Adjunto do Director-Geral, *Vasco Pereira da Cunha*.

Turquia, adesão, em 26 de Agosto de 1948.

União da África do Sul, adesão, em 12 de Julho de 1946 ².

Em conformidade com o disposto no artigo iv, o presente Protocolo entrou em vigor em 30 de Abril de 1946 relativamente à Austrália, Canadá, China, França, Grécia, Haiti, Luxemburgo, Nicarágua, Nova Zelândia e Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte. Em relação aos países que o aceitaram posteriormente àquela data o Protocolo entrou em vigor, nos termos do seu artigo v, na data do depósito do instrumento de ratificação ou da notificação de adesão respectivas.

¹ Com as mesmas reservas apresentadas, em 23 de Fevereiro de 1950, relativamente à Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944.

² Declaração e reserva acompanhando a adesão da União da África do Sul:

As the Government of the Union of South Africa have decided not to accept Certificates of Urgency in respect of uninoculated persons travelling through the endemic areas to the Union of South Africa, I am further instructed to make the following reservation in notifying you of their accession to the Protocol:

The Government of the Union of South Africa will not accept Certificates of Urgency as mentioned in article xiv (3) of the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1944.

Tradução:

Como o Governo da União da África do Sul decidiu não aceitar certificados de urgência relativamente a pessoas não vacinadas que viagem para a União da África do Sul através de zonas endémicas, recebi, além disso, instruções para fazer a seguinte reserva ao notificar a sua adesão ao Protocolo:

O Governo da União da África do Sul não aceitará certificados de urgência tal como são mencionados no artigo xiv (3) da Convenção Sanitária Internacional para a Navegação Aérea de 1944.